

DEUXIÈME ACTUALISATION

DU

DOCUMENT DE REFERENCE 2013

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 mars 2013
sous le numéro D.13-0101.

Première actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés financiers le 10 mai 2013
sous le numéro D.13-0101-A01



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 Août 2013 sous le numéro D.13-0101-A02. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2013

1 - CHAPITRE 2 : STRATÉGIE DU GROUPE ET PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS.....	4
1.1 COMMUNIQUÉS DE PRESSE ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU DÉPÔT DE LA PREMIÈRE ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2013	4
1.1.1 <i>Communiqué de presse du 19 juin 2013 : Résultats de l'offre de dividende payé en actions</i>	4
1.1.2 <i>Communiqué de presse du 12 juillet 2013 : Nouveau capital social</i>	4
1.1.3 <i>Communiqué de presse du 1^{er} août 2013 : Résultats du 2^{ème} trimestre 2013</i>	4
2 - CHAPITRE 3 : LA SOCIÉTÉ, LES ACTIONNAIRES	5
2.1 INFORMATIONS SUR LE CAPITAL.....	5
2.1.1 <i>Communiqué de presse du 19 juin 2013 : 65% du dividende 2012 sera payé en actions nouvelles</i> ..	5
2.1.2 <i>Communiqué de presse du 12 juillet 2013 : nouveau capital social</i>	5
2.1.3 <i>Répartition du capital et des droits de vote</i> ⁽¹⁾	6
3 - CHAPITRE 4 : RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ DU GROUPE.....	7
3.1 PRÉSENTATION DES PRINCIPALES ACTIVITÉS DU GROUPE	7
3.2 ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU GROUPE.....	9
3.3 SYNTHÈSE DES RÉSULTATS ET DE LA RENTABILITÉ PAR MÉTIER	14
3.4 STRUCTURE FINANCIÈRE DU GROUPE.....	29
3.5 NOUVEAUX PRODUITS OU SERVICES IMPORTANTS LANCÉS	31
3.6 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS AU PREMIER SEMESTRE 2013.....	32
3.7 ANALYSE DU BILAN CONSOLIDÉ	33
3.7.1 <i>Principales évolution du bilan consolidé</i>	34
3.7.2 <i>Variation sur les postes significatifs du bilan consolidé</i>	34
3.7.3 <i>Situation d'endettement du Groupe</i>	37
3.8 PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES ET ÉQUIPEMENTS	38
3.9 PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS À VENIR.....	38
4 - CHAPITRE 5 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	39
4.1 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 22 MAI 2013	39
4.1.1 <i>Extrait du communiqué de presse du 22 mai 2013</i>	39
4.2 CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION GÉNÉRALE	40
4.2.1 <i>Extrait du communiqué de presse du 22 mai 2013</i>	40
4.2.2 <i>Composition du Conseil d'administration au 22 mai 2013</i>	40
4.2.3 <i>Composition des Comités du Conseil</i>	40
5 - CHAPITRE 9 : GESTION DES RISQUES.....	41
5.1 ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE CRÉDIT : ENCOURS RISQUE DE CRÉDIT	41
5.2 INFORMATIONS FINANCIÈRES SPÉCIFIQUES – RECOMMANDATIONS DU FSF EN MATIÈRE DE TRANSPARENCE FINANCIÈRE.....	44
5.3 COUVERTURE DES ENCOURS DOUTEUX	47
5.4 ÉVOLUTION DE LA VAR DE TRADING	47
5.5 RISQUES JURIDIQUES (ACTUALISATION DES PAGES 259 À 261 DU DDR 2013).....	48
5.6 RATIOS RÉGLEMENTAIRES	48
5.6.1 <i>Gestion des ratios prudentiels</i>	48
5.6.2 <i>Extraits de la présentation du 1^{er} août 2013 : Résultats du deuxième trimestre 2013 (et annexes)</i> 49	
6 - CHAPITRE 10 : ÉLÉMENTS FINANCIERS :	51
6.1 ÉTATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2013	51
6.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2013	89
6.3 RÉSULTATS DU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2013 (COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 1 ^{ER} AOÛT 2013).....	91
7 - CHAPITRE 11 : ÉLÉMENTS JURIDIQUES.....	117
7.1 STATUTS.....	117
8 - CHAPITRE 12 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE.....	128
8.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE.....	128
8.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE.....	128
8.3 RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES	129

9 - CHAPITRE 13 : TABLE DE CONCORDANCE.....130
9.1 TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION130
9.2 TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....132

1 - Chapitre 2 : Stratégie du Groupe et présentation des activités

1.1 Communiqués de presse et événements postérieurs au dépôt de la première actualisation du document de référence 2013

1.1.1 Communiqué de presse du 19 juin 2013 : Résultats de l'offre de dividende payé en actions

Voir chapitre 3, page 5

1.1.2 Communiqué de presse du 12 juillet 2013 : Nouveau capital social

Voir chapitre 3, page 5

1.1.3 Communiqué de presse du 1^{er} août 2013 : Résultats du 2^{ème} trimestre 2013

Voir chapitre 10, page 91

2 - Chapitre 3 : La Société, les actionnaires

2.1 Informations sur le capital

2.1.1 Communiqué de presse du 19 juin 2013 : 65% du dividende 2012 sera payé en actions nouvelles

L'assemblée générale des actionnaires de Société Générale a décidé le 22 mai 2013 l'attribution d'un dividende de 0,45 euro par action, avec la possibilité d'opter pour le paiement en actions nouvelles Société Générale de la totalité du dividende. Cette option pouvait être exercée du 29 mai au 12 juin 2013 inclus. Le dividende a été détaché le 29 mai 2013 et sera mis en paiement à compter du 24 juin 2013.

Les actionnaires représentant 65% des actions Société Générale ont opté pour le paiement du dividende 2012 en actions nouvelles. Le nombre total d'actions ordinaires nouvelles Société Générale émises pour les besoins du paiement du dividende est de 8 835 256 actions, représentant 1,1% du capital de la Société.

Ces actions ordinaires nouvelles porteront jouissance à compter du 1er janvier 2013 et feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché Euronext Paris SA à compter du 24 juin 2013.

Elles seront de même catégorie et assimilables aux actions ordinaires Société Générale qui sont déjà admises aux négociations sur le marché Euronext Paris SA (Compartiment A - code ISIN FR 0000130809).

2.1.2 Communiqué de presse du 12 juillet 2013 : nouveau capital social

Le capital social de Société Générale est porté à 998.320.373,75 euros divisé en 798.656.299 actions de 1,25 euros de nominal, suite au constat, le 12 juillet 2013, de la réalisation de l'augmentation de capital réservée aux salariés et de l'émission, entre le 1^{er} janvier et le 10 juillet 2013, d'actions nouvelles résultant de levées d'options de souscription.

Voir chapitre 11, page 118

2.1.3 Répartition du capital et des droits de vote ⁽¹⁾

	Situation au 30 juin 2013 ²		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote*
Plan mondial d'actionnariat salarié	56 661 943	7,17%	12,04%
Grands actionnaires détenant plus de 1 % du capital et des droits de vote	54 136 224	6,85%	9,87%
<i>Groupama</i>	15 052 431	1,91%	3,40%
<i>CDC</i>	19 910 747	2,52%	2,92%
<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	11 069 312	1,40%	2,52%
<i>CNP</i>	8 103 734	1,03%	1,03%
Public	656 692 752	83,12%	75,52%
Autodétention	13 530 597	1,71%	1,54%
Autocontrôle	8 987 016	1,14%	1,02%
Total		100,00%	100,00%
Base de référence		790 008 532	878 282 505

NB : Les statuts du Groupe comprennent des seuils déclaratifs à intervalle de 0,5% à partir de 1,5%. A fin juin 2013, hors OPCVM et activité de trading d'établissements financiers, aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 1,5% du capital du Groupe.

(1) Y compris droits de vote double (article 14 des statuts de Société Générale)

(2) Au 30 juin 2013, la part des actionnaires de l'Espace Economique Européen dans le capital est estimée à 32,6%.

* A compter de 2006 et conformément à l'article 223-11 du règlement général de l'AMF, des droits de vote sont associés aux actions propres pour le calcul du nombre total de droits de vote

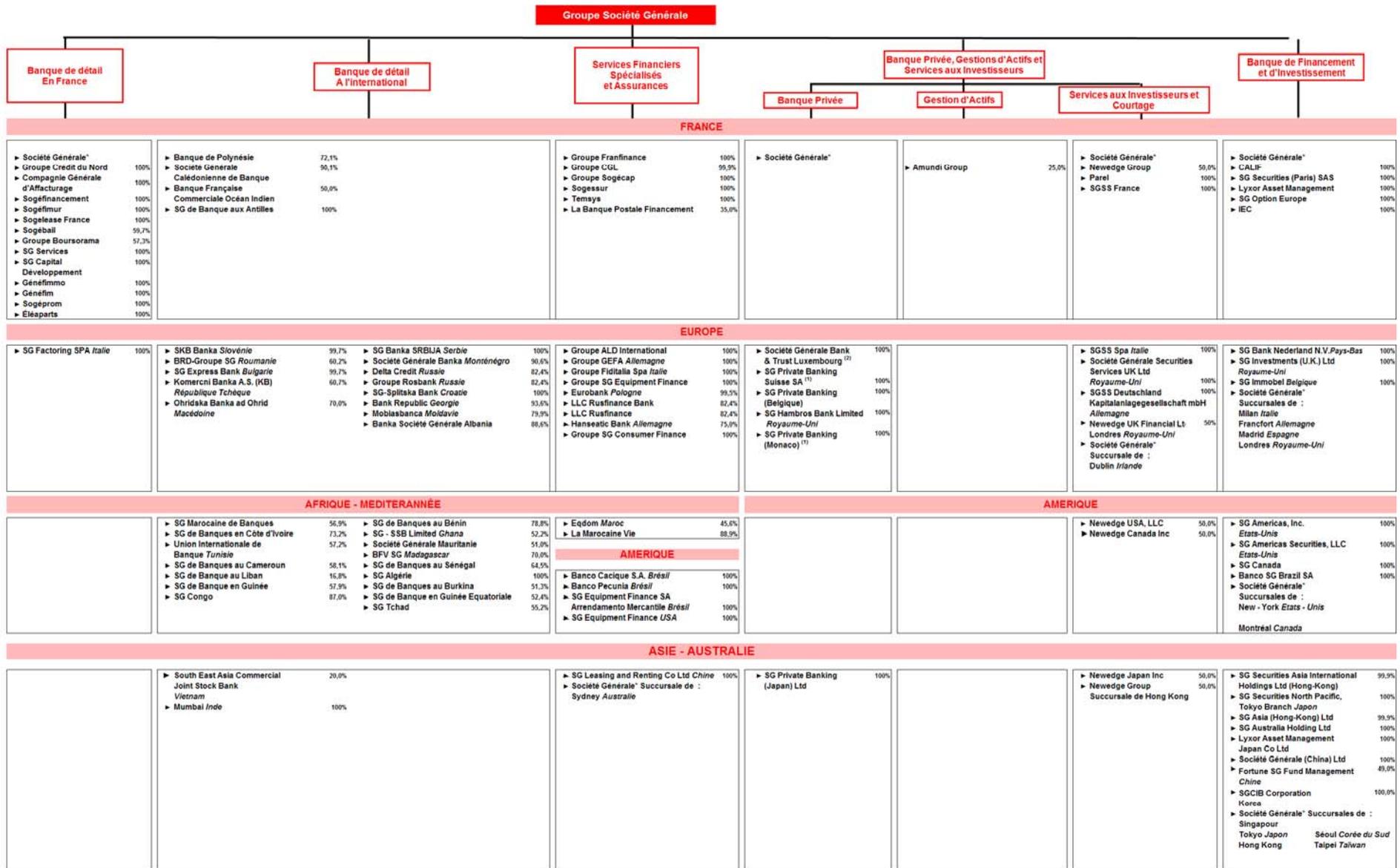
3 - Chapitre 4 : Rapport semestriel d'activité du Groupe

*Nota : dans la suite de cette partie, les astérisques * renvoient à des variations à périmètre et change constants.*

*Deux astérisques ** signifient hors éléments non économiques (réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre), actifs gérés en extinction, et éléments non-récurrents, voir note méthodologique n°8*

Les éléments relatifs aux résultats de l'année 2012 ont été retraités en raison de l'entrée en application de la norme IAS 19 : le changement de méthode comptable implique un réajustement des données de l'année précédente.

3.1 Présentation des principales activités du Groupe



* Société-mère
 (1) Filiale de SGBT Luxembourg.
 (2) Outre ses activités relatives à la Banque privée, Société Générale Bank & Trust Luxembourg conduit également des activités commerciales en direction des entreprises relevant tant des métiers de Banque de détail que de Banque de Financement et d'Investissement.
 Remarques :
 - Les taux indiqués sont les taux d'intérêt du Groupe dans la détenue.
 - Les groupes ont été positionnés dans la zone géographique où ils exercent principalement leur activité

3.2 Activité et résultats du Groupe

Au premier semestre 2013, le produit net bancaire atteint 11 321 millions d'euros, et le résultat net part du Groupe à 1 319 millions d'euros. Retraités des éléments non-économiques et non-récurrents, le produit net bancaire et le résultat net part du Groupe s'inscrivent respectivement à 12 376 millions d'euros et 1 958 millions d'euros.

Ces résultats s'appuient sur une performance solide des métiers, avec une contribution au résultat net part du Groupe de 2 127 millions d'euros au premier semestre 2013, contre 1 264 millions d'euros au S1-12.

Les **revenus des métiers** progressent (+1,4% au S1-13 par rapport au S1-12). Malgré des taux d'intérêt très bas, une demande de crédit toujours faible en France et un environnement économique ralenti, les revenus des **Réseaux France** sont en croissance, tirés par une forte collecte de dépôts. Les **Réseaux Internationaux** démontrent leur résilience, avec une activité commerciale soutenue, tant dans la collecte de dépôts que dans la distribution de crédit. Les revenus des **Services Financiers Spécialisés et Assurances** continuent leur progression, soutenus par la dynamique persistante des métiers de l'Assurance, et le maintien d'un bon niveau de marge dans les Services Financiers Spécialisés. La **Banque de Financement et d'Investissement** extériorise une performance très satisfaisante, notamment dans les activités de marché, et concrétise son positionnement de leader dans les Financements Structurés et les émissions sur les marchés de dette. La reprise se confirme dans les activités de Banque Privée, ce qui permet aux revenus du pôle **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** de conclure le trimestre en progression de 10,5%*, dans un contexte globalement défavorable pour les activités de Courtage, en cours de réorganisation.

Le **coefficient d'exploitation du Groupe**** s'améliore tant par rapport au S1-12. Le plan de réduction des coûts annoncé au premier trimestre est en cours de mise en œuvre : 170 millions d'euros d'économies de coût ont été sécurisées à horizon 2015, sur un plan total de 900 millions d'euros annoncé en mai 2013. Les frais de gestion sont en baisse de -4,0% au S1-13 par rapport au S1-12 en données courantes, mais sont stables à périmètre et change constants, compte tenu de l'enregistrement au cours du premier semestre de coûts liés au plan de transformation.

Le **coût du risque commercial**, mesuré en points de base⁽¹⁾ s'inscrit à 71 points de base au premier semestre 2013, contre 72 points de base au premier semestre 2012. Il progresse légèrement dans les Réseaux France, en ligne avec la situation économique française, mais baisse dans les Réseaux Internationaux et dans les activités de Services Financiers Spécialisés. Il reste à un niveau bas dans les activités de Banque de Financement et d'Investissement.

Le ratio Core Tier 1 du Groupe, déterminé selon les règles « Bâle 3 », s'élève à 9,4%⁽²⁾ à fin juin 2013, sans phasage. Dans le référentiel « Bâle 2.5 », il atteint 11,1%⁽²⁾. Les actions engagées au troisième trimestre permettent d'ores et déjà de sécuriser l'objectif de ratio Core Tier 1 Bâle 3 de fin d'année, à 9,5%.

⁽¹⁾ Annualisé, hors litiges, actifs gérés en extinction, sur actifs début de période

⁽²⁾ Ratio Core Tier 1 Bâle 3 pro forma, basé sur notre compréhension des règles CRR/CRD4 publiées le 26 juin 2013, incluant le compromis danois. Ratio Core Tier 1 Bâle 2.5, déterminé selon les normes ABE Bâle 2.5 (normes Bâle 2 intégrant les exigences de la CRD3)

En millions d'euros	S1-12	S1-13	Variation	
Produit net bancaire	12 583	11 321	-10,0%	-6,3%*
Frais de gestion	(8 311)	(7 975)	-4,0%	+0,1%*
Résultat brut d'exploitation	4 272	3 346	-21,7%	-18,7%*
Coût net du risque	(1 724)	(1 913)	+11,0%	+24,3%*
Résultat d'exploitation	2 548	1 433	-43,8%	-44,8%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(7)	448	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	61	76	+24,6%	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	(450)	0	x ,0	
Charge fiscale	(741)	(425)	-42,6%	
Résultat net	1 411	1 532	+8,6%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	240	213	-11,3%	
Résultat net part du Groupe	1 171	1 319	+12,6%	+4,5%*
Coefficient d'exploitation	66,0%	70,4%		
Fonds propres moyens	41 769	41 530	-0,6%	
ROTE	6,0%	6,6%		
ROE après impôt	4,9%	5,6%		
Ratio Tier 1 (Bâle II) **	11,6%	12,7%		

* à périmètre et change constants

** Sans prise en compte des exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers (l'exigence Bâle 2 intégrant les exigences au titre de Bâle 2.5 en 2011, ne pouvant être inférieure à 80% de l'exigence Bâle 1).

Produit net bancaire

Le produit net bancaire du Groupe s'établit à 11 321 millions d'euro pour le premier semestre.

Hors éléments non-économiques, non-récurrents, et actifs gérés en extinction, les revenus s'établissent à 12 376** millions d'euros au premier semestre (-3,4%** par rapport au S1-12).

Les Réseaux France enregistrent 4 084 millions au S1-13, +0,8% par rapport au S1-12 hors PEL/CEL, s'appuyant sur une collecte de dépôts dynamique (+6,2% depuis fin 2012) dans un contexte de baisse sensible de la demande de crédit ;

Le produit net bancaire des Réseaux Internationaux, à 2 231 millions d'euros au S1-13 est stable (+0,2%*) par rapport au S1-12, l'activité commerciale dynamique en Russie et en Afrique subsaharienne compensant la situation économique difficile en Europe centrale et orientale ;

Les revenus du pôle Services Financiers Spécialisés et Assurances progressent de +2,5%* au S1-13 par rapport au S1-12. Les revenus sont de 1 759 millions d'euros. Au S1-13. L'activité d'Assurance affiche une progression de +10,3%* de ses revenus entre le S1-12 et le S1-13, à 368 millions d'euros au total au S1-13. Les métiers de Services Financiers Spécialisés maintiennent leurs revenus au S1-13 à 1 391 millions d'euros +0,6%* par rapport au S1-12), grâce à leur politique de maintien des marges à la production.

Au total, les revenus de la Banque de Financement et d'Investissement s'inscrivent à 3 592 millions d'euros au S1-13, en progression de +18,4%* par rapport au S1-12.

Les activités pérennes de la Banque de Financement et d'Investissement extériorisent des revenus, au premier semestre, de 3 518 millions d'euros, contre 3 259 au S1-12, en progression de +9,9%*. Ces performances s'expliquent notamment, pour les Activités de Marché, par un bon niveau d'activité sur les produits structurés et les actions. Les activités de Financement et Conseil bénéficient toujours de leurs positions de leader dans les

activités de Financements Structurés, ainsi que dans les émissions de dette et de capital pour compte de clients.

La contribution des actifs gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement aux revenus du métier est positive, à +74 millions d'euros au S1-13, contre -169 millions d'euros au S1-12. Cette variation positive est contrebalancée par un mouvement inverse en coût du risque et fait suite à la restructuration de certaines positions de titrisation au T2-13, cédées au cours du mois de juillet 2013.

Le produit net bancaire des métiers de Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs s'inscrit à 958 millions d'euros au S1-13 (+3,7%* par rapport au S1-12). Les revenus sont soutenus par la reprise des activités de Banque Privée, en hausse de +19,2%* entre le S1-12 et le S1-13, à 436 millions d'euros. Les activités de Courtage sont toujours pénalisées par un marché difficile. Un plan d'adaptation est en cours afin d'aligner l'organisation au nouvel environnement. Enfin les activités de Services aux Investisseurs démontrent leur résilience dans un environnement de taux bas avec des revenus de 332 millions d'euros au S1-13 (-0,9%* par rapport au S1-12).

L'incidence comptable sur le produit net bancaire de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre est de -992 millions d'euros au S1-13, (contre +25 millions au S1-12).

Frais de gestion

En mars 2013, le Groupe a engagé une deuxième étape du programme d'amélioration de son efficacité, avec trois objectifs : réduire les coûts et renforcer la compétitivité, simplifier le fonctionnement du Groupe et renforcer les synergies entre métiers. Sur les 900 millions d'économies à réaliser sur la période 2013 / 2015, le Groupe a d'ores et déjà sécurisé 170 millions d'économies de coûts au travers des mesures mises en œuvre au premier semestre 2013. Les coûts engagés pour la mise en œuvre de ce programme sont de 125 millions d'euros au 30 juin 2013.

Sur le semestre, les frais de gestion sont de -7 975 millions d'euros en baisse significative de -4,0% par rapport au S1-12 (stables à périmètre et changes constants). En retraçant les coûts non-récurrents liés au plan d'économies, soit -125 millions d'euros au premier semestre, les coûts baissent de -5,5% entre le S1-12 et le S1-13.

L'amélioration de l'efficacité opérationnelle est sensible dans tous les pôles d'activité. Le coefficient d'exploitation** se réduit de -0,5 point entre le S1-12 et le S1-13.

Les métiers du Groupe améliorent leur coefficient d'exploitation global de 3,7 points entre le S1-12 et le S1-13, principalement dans la Banque de Financement et d'Investissement et dans les activités de Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs. On notera une baisse de -0,7 point dans les activités de banque de détail, soit -0,9 point (hors PEL/CEL) dans les Réseaux France, -1,4 point dans les activités de Services Financiers Spécialisés et Assurances et -0,5 point dans les Réseaux Internationaux.

Résultat d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation du Groupe est de 3 346 millions d'euros au S1-13 (contre 4 272 au S1-12). Hors éléments non-économiques, non récurrents, et incidence des actifs gérés en extinction, la variation la variation du résultat brut d'exploitation est de -2,1% entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013 en données courantes et de +1,5%* à périmètre et change constants. Le résultat brut d'exploitation des métiers, corrigé des éléments non-économiques et non-récurrent, hors actifs gérés en extinction, est en hausse globale de +4,3%*, en hausse dans tous les métiers, dont +7,9%* pour la Banque de Financement et d'Investissement, et une croissance solide des activités de banque de détail (+1,2%* dans les Réseaux France ; +4,3%* pour les Services Financiers Spécialisés et Assurances ; +0,5%* pour les Réseaux Internationaux).

La **charge nette du risque** du Groupe pour le premier semestre 2013 est de -1 913 millions d'euros, contre -1 724 millions d'euros au S1-12.

Le Groupe enregistre une dotation complémentaire aux provisions collectives pour litiges à hauteur de -200 millions d'euros au premier semestre.

Le **coût du risque commercial** du Groupe s'établit à (71)⁽¹⁾ points de base au S1-13, en baisse d'un point par rapport au S1-12.

Sur les **Réseaux France**, il augmente de +16 points, à 61 points de base, reflétant la dégradation de la situation économique française, notamment en ce qui concerne les entreprises de taille moyenne. Le Groupe renforce ses provisions collectives dans un environnement économique toujours difficile.

Le coût du risque des Réseaux Internationaux est en forte baisse, à 152 points de base au S1-13, contre 196 points de base au S1-12. Cette décreue traduit notamment l'amélioration de la situation en Russie et la cession, fin 2012, de la filiale grecque Geniki.

Le coût du risque des **Services Financiers Spécialisés** diminue à 114 points de base au S1-13 (125 points de base au S1-12), notamment en raison de la baisse du coût du risque des activités de crédit à la consommation.

Le coût du risque des activités pérennes de **la Banque de Financement et d'Investissement** demeure à un niveau bas à 21 points de base (contre 19 points de base au S1-12), confirmant la qualité du portefeuille de crédit. Au S1-13, la charge nette du risque des actifs gérés en extinction s'établit à -166 millions d'euros.

En parallèle, le taux de couverture des engagements provisionnables du Groupe atteint 78% à fin juin 2013, et augmente d'un point par rapport à fin juin 2012.

Au total, le **résultat d'exploitation** du Groupe ressort à 1 433 millions d'euros au S1-13 (en forte baisse par rapport au S1-12, en raison des effets de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre).

Corrigé des éléments non économiques, non-récurrents et des actifs gérés en extinction, le résultat d'exploitation est de 2 884 millions d'euros au S1-13 (à rapprocher de 2 976 au S1-12).

⁽¹⁾ Hors litiges, actifs gérés en extinction. Baisse mesurée sur le coût du risque en point de base.

Résultat net

Le **résultat net part du Groupe** s'élève à 1319 millions d'euros pour le premier semestre 2013 (1 171 millions d'euros au S1-12), après prise en compte de la charge fiscale (taux effectif d'impôt du semestre est de 22,6%), et la contribution des participations ne donnant pas le contrôle.

Corrigé des éléments non-économiques, non-récurrents et des actifs gérés en extinction⁽¹⁾, le résultat net part du Groupe atteint 1 958 millions d'euros au premier semestre 2013.

Le ROE du semestre est de 8,7% hors éléments non-économiques, non-récurrents et actifs gérés en extinction (et 5,6% en données brutes) pour un ROTE de 10,2%.

Le bénéfice net par action s'élève à 1,53 euros au S1-13, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI⁽²⁾.

⁽¹⁾ Impact en résultat net part du Groupe total de -639 M EUR au S1-13, dont : actifs gérés en extinction -87 MEUR ; réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre -650 MEUR ; cessions + 419 MEUR ; IFRS 13 dans la Banque de Financement d'Investissement -121 MEUR ; Provisions pour litiges : -200 MEUR.
Voir note méthodologique n°8.

⁽²⁾ Les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI au titre du T2-13 sont respectivement de -60 et -15 millions d'euros, et de -125 et -29 millions pour le S1-13

3.3 Synthèse des résultats et de la rentabilité par métier

En millions d'euros	Réseaux France		Réseaux Internationaux		Banque de Financement et d'Investissement		Services Financiers Spécialisés et Assurances		Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs		Hors Pôles		Groupe	
	S1-12	S1-13	S1-12	S1-13	S1-12	S1-13	S1-12	S1-13	S1-12	S1-13	S1-12	S1-13	S1-12	S1-13
Produit net bancaire	4,083	4,084	2,465	2,231	3,090	3,592	1,726	1,759	1,086	958	133	(1,303)	12,583	11,321
Frais de gestion	(2,624)	(2,608)	(1,516)	(1,360)	(2,225)	(2,186)	(908)	(901)	(956)	(818)	(82)	(102)	(8,311)	(7,975)
Résultat brut d'exploitation	1,459	1,476	949	871	865	1,406	818	858	130	140	51	(1,405)	4,272	3,346
Coût net du risque	(415)	(575)	(710)	(552)	(237)	(254)	(334)	(308)	(7)	(2)	(21)	(222)	(1,724)	(1,913)
Résultat d'exploitation	1,044	901	239	319	628	1,152	484	550	123	138	30	(1,627)	2,548	1,433
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	(3)	3	3	3	(2)	(1)	10	1	(15)	442	(7)	448
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4	3	2	6	0	0	(7)	12	61	53	1	2	61	76
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	(250)	0	0	0	0	0	(200)	0	0	0	(450)	0
Charge fiscale	(356)	(324)	(52)	(71)	(140)	(280)	(138)	(164)	(40)	(34)	(15)	448	(741)	(425)
Résultat net	692	580	(64)	257	491	875	337	397	(46)	158	1	(735)	1,411	1,532
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	6	5	122	119	9	7	7	8	2	1	94	73	240	213
Résultat net part du Groupe	686	575	(186)	138	482	868	330	389	(48)	157	(93)	(808)	1,171	1,319
Coefficient d'exploitation	64.3%	63.9%	61.5%	61.0%	72.0%	60.9%	52.6%	51.2%	88.0%	85.4%	n/s	n/s	66.0%	70.4%
Fonds propres moyens	8,450	8,693	5,182	4,774	12,121	9,473	5,188	5,126	1,838	1,718	8,994*	11,750*	41,769	41,530
ROE après impôt													4.9%	5.6%

* calculé par solde entre les fonds propres Groupe et les fonds propres alloués aux pôles

RESEAUX FRANCE

En millions d'euros	S1-12	S1-13	Variation	
Produit net bancaire	4 083	4 084	+0,0%	+0,8%(a)
Frais de gestion	(2 624)	(2 608)	-0,6%	
Résultat brut d'exploitation	1 459	1 476	+1,2%	+3,3%(a)
Coût net du risque	(415)	(575)	+38,6%	
Résultat d'exploitation	1 044	901	-13,7%	-10,9%(a)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4	3	-25,0%	
Charge fiscale	(356)	(324)	-9,0%	
Résultat net	692	580	-16,2%	-11,0%(a)
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	6	5	-16,7%	
Résultat net part du Groupe	686	575	-16,2%	
Coefficient d'exploitation	64,3%	63,9%		
Fonds propres moyens	8 450	8 693	+2,9%	

(a) Hors PEL/CEL

Les **Réseaux France** enregistrent une activité commerciale robuste au S1-13 malgré un contexte macroéconomique difficile.

Dans un contexte de concurrence accrue sur la collecte de dépôts, les encours bilanciaux progressent de +9,8% par rapport au S1-12 à 154,7 milliards d'euros. Cette performance est tirée par la collecte sur dépôts à terme et certificats de dépôt qui progressent de +31,9% par rapport au S1-12. L'épargne réglementée est également en forte hausse, portée en partie par les encours de livret A, en hausse de +30,8% par rapport au S1-12.

Les Réseaux France restent pleinement engagés auprès de leurs clients tant particuliers qu'entreprises. Néanmoins, dans un contexte économique difficile, la demande de financements demeure atone, comme en témoigne la stabilité des encours de crédits par rapport au S1-12 à 175,9 milliards d'euros.

Les encours de crédits aux entreprises sont stables à 79,0 milliards d'euros (-0.6%). Le Groupe continue à accompagner les entreprises et à financer leurs besoins : les encours de crédits de fonctionnement progressent de +3,0% à 13,2 milliards d'euros par rapport au S1-12, alors que la faiblesse de la demande de crédits d'investissement se traduit par une baisse des encours de -2,0% à 62,7 milliards d'euros compte tenu de l'environnement morose.

Les encours de crédits aux particuliers progressent faiblement, de +0.6% sur la période, tirés par les crédits immobiliers (+0,9%).

Le ratio crédits/dépôts s'élève à 114% au S1-13 contre 125% au S1-12.

Les revenus des Réseaux France sont stables par rapport au S1-12, avec un produit net bancaire de 4 084 millions d'euros au S1-13. Hors effet PEL/CEL, le produit net bancaire est en hausse de 0.8% par rapport au S1-12. La progression de la marge d'intérêts hors PEL/CEL de +1,1% par rapport au S1-12, s'explique principalement par un effet volume favorable sur les dépôts. Les commissions sont stables au S1-13 par comparaison avec le S1-12.

Les frais de gestion sont en baisse de -0.6% par rapport au S1-12, permettant aux Réseaux France de dégager un résultat brut d'exploitation de 1 476 millions d'euros en hausse de +1,2% par rapport au S1-12 (+3,3% hors provisions PEL/CEL)

Le coût du risque des Réseaux France, à 61 points de base au S1-13, est en hausse par rapport à celui du S1-12 (45 points de base).

Au total, les Réseaux France dégagent un résultat net part du Groupe de 575 millions d'euros au S1-13.

RESEAUX INTERNATIONAUX

En millions d'euros	S1-12	S1-13	Variation	
Produit net bancaire	2,465	2,231	-9.5%	+0.2%*
Frais de gestion	(1,516)	(1,360)	-10.3%	-0.0%*
Résultat brut d'exploitation	949	871	-8.2%	0.5%*
Coût net du risque	(710)	(552)	-22.3%	+0.7%*
Résultat d'exploitation	239	319	+33.5%	+0.3%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(3)	3	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	2	6	x 3.0	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	(250)	0	x .0	
Charge fiscale	(52)	(71)	+36.5%	
Résultat net	(64)	257	n/s	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	122	119	-2.5%	
Résultat net part du Groupe	(186)	138	n/s	NM*
Coefficient d'exploitation	61.5%	61.0%		
Fonds propres moyens	5,182	4,774	-7.9%	

* à périmètre et change constants

Pour les **Réseaux Internationaux**, le deuxième trimestre s'inscrit dans la tendance du début de l'année 2013. Dans un contexte de ralentissement économique en Europe, les encours de crédits des Réseaux Internationaux ⁽¹⁾ progressent de +1,3%* par rapport à fin juin 2012 à 61,7 milliards d'euros : la forte dynamique au niveau de la clientèle des particuliers (+8,3%*) contrastant avec le repli constaté sur la clientèle d'entreprises (-3,8%*). Sur la même période, les dépôts affichent une hausse soutenue de +5,3%* à 63,6 milliards d'euros, grâce à une collecte solide en Russie (+8,8%), dans les pays d'Europe centrale et orientale (+11,5%*) et en Afrique subsaharienne (+8,9%*). Le ratio crédits sur dépôts à (97%) est en baisse par rapport à décembre 2012 (-4,4 points) et fin juin 2012 (- 4 points).

Malgré cet effet volume positif, l'environnement de taux bas dans les principales implantations européennes continue de peser sur les revenus des Réseaux Internationaux qui sont stables +0,2%* par rapport au S1-12 (à 2 231 millions d'euros). Cette évolution est assez contrastée entre les zones : en effet, les revenus sont en hausse en Russie, en Roumanie, dans les autres pays d'Europe centrale et orientale et en Afrique subsaharienne, alors qu'ils sont en repli en République tchèque et dans le Bassin méditerranéen.

Les coûts sont également stables par rapport au S1-12 malgré la poursuite de l'expansion du réseau en Afrique subsaharienne et dans le Bassin méditerranéen (ouvertures de 37 agences supplémentaires sur un an), sous l'effet des mesures d'efficacité opérationnelle engagées dans l'ensemble du Groupe.

Au premier semestre 2013, le résultat brut d'exploitation du pôle ressort à +871 millions d'euros en progression de +0,5%* par rapport au S1-12.

Au global le résultat net part du Groupe s'établit à +138 millions d'euros au S1-13 (contre une perte de 186 millions d'euros au S1-12, qui avait enregistré une dépréciation d'écart d'acquisition de 250 M EUR).

En Russie (périmètre comprenant Rosbank, Delta Credit, leurs filiales consolidées dans le pôle Réseaux Internationaux et 25% de Rusfinance), les résultats sont encourageants. L'activité commerciale reste

(1) Le Groupe a cédé sa filiale égyptienne NSGB à QNB le 26 mars 2013. Les résultats de NSGB sont intégrés dans ceux du pôle Réseaux Internationaux (deux mois de résultats en 2013), les encours ont été comptablement reclassés en « actifs destinés à être cédés » depuis fin 2012. Le produit de la cession de NSGB est inscrit dans les résultats du Hors Pôles en 2013. Le Groupe a également cédé sa filiale grecque Geniki fin 2012.

dynamique ce trimestre avec une progression des encours de crédits particulièrement marquée sur la clientèle des particuliers (+20,5%* par rapport à fin Juin 2012) et une hausse des dépôts de +8,8%*.

Le produit net bancaire progresse de (+11,8%*)² par rapport au S1-12. Sur la même période, les coûts restent bien maîtrisés et baissent de (-1,3%*) malgré une inflation proche de 5%, reflétant les mesures de rationalisation engagées par le Groupe depuis plusieurs trimestres. Le résultat net part du Groupe ressort à 29 millions d'euros à rapprocher d'une perte de 291 millions d'euros au S1-12 (qui incluait une dépréciation de survalueur de 250 millions d'euros). Au total, l'entité SG Russie⁽³⁾ contribue à hauteur de 65 millions d'euros au résultat net part du Groupe du trimestre.

En République tchèque, malgré un contexte économique peu porteur, Komerční Banka (KB) confirme son dynamisme commercial : les encours de crédits enregistrent une progression de +4,9%* et les encours de dépôts affichent une hausse de +5,0%* par rapport à fin juin 2012. Les revenus sont cependant en recul par rapport au S1-12 (-10,4%*) sous l'effet conjugué des baisses successives des marges sur dépôts en 2013 et d'une plus-value non récurrente constatée au T2-12 (vente de la participation de KB dans CMZRB). Les frais généraux sont en légère baisse de -0,4%* et la contribution au résultat net du Groupe s'établit à 111 millions d'euros au S1-13 (contre 144 millions au S1-12)

En Roumanie, dans un contexte économique encore délicat mais qui montre toutefois des signes d'amélioration, les encours de crédits de BRD sont en retrait (-5,9%*) par rapport à fin juin 2012 : la progression des encours du segment de la clientèle de particuliers, notamment dans les prêts immobiliers, ne permettant pas de compenser le recul du segment des entreprises. Dans le même temps, la collecte de dépôts progresse légèrement (+0,9%*). Les revenus de la Roumanie s'établissent à 295 millions d'euros au S1-13 (+1,4%* par rapport au S1-12) et s'accompagnent d'une baisse des coûts de -5,5%* sous l'effet des efforts d'amélioration de l'efficacité opérationnelle de l'entité (réduction des effectifs et du nombre d'agences). Le coût du risque est en baisse sur un an et en séquentiel, ce qui au total permet au Groupe d'afficher un résultat net proche de l'équilibre (-5 millions d'euros) au S1-13 (contre une perte de -18 millions d'euros au S1-12).

Dans les **autres pays d'Europe centrale et orientale**, les encours de dépôts poursuivent leur forte progression (+11,5%* par rapport au T2-12), particulièrement sur la clientèle des entreprises alors que l'activité de crédits est stable sur la même période (-0,2%*). Dans ce contexte, les revenus ressortent à 239 millions d'euros inchangés par rapport au S1-12. Sur la même période, les frais généraux sont stables (-0,5%*) traduisant les efforts d'économies du Groupe, et le résultat brut d'exploitation de cette zone s'établit à 74 millions d'euros.

Dans le **Bassin méditerranéen**, les dépôts sont en légère hausse de +0,9%* au global, avec une forte collecte en Algérie et en Tunisie et un recul enregistré au Maroc. En parallèle, les encours de crédits affichent une baisse de -1,1%* par rapport à fin juin 2012. Dans ce contexte, les revenus sont en retrait de -4,0%* par rapport au S1-12 et les frais généraux progressent de +7,4%* accompagnant l'expansion du réseau (+18 agences supplémentaires sur un an) et sous l'effet d'une inflation locale élevée.

En **Afrique subsaharienne**, la collecte de dépôts reste solide (+8,9%*), plus particulièrement sur la clientèle des entreprises. En parallèle, les encours de crédits sont en faible hausse de +1,4%* pénalisés par le retrait observé en Côte d'Ivoire, qui masque les bonnes réalisations dans les autres pays. Sur un an, le Groupe a densifié son réseau de 19 agences supplémentaires. Au global, les revenus progressent de +12,7%* au S1-13 et les frais restent contenus (+7,2%*) par rapport au S1-12.

(2) Fin 2012 les entités BelRosbank (Biélorussie) et AVD, filiale de recouvrement de Rosbank ont été cédées dans le cadre du recentrage du Groupe

(3) Résultat de SG Russie : contribution des entités Rosbank, Delta Credit Bank, Rusfinance Bank, Société Générale Insurance, ALD automotive et de leurs filiales consolidées aux résultats des métiers.

SERVICES FINANCIERS SPECIALISES ET ASSURANCES

En millions d'euros	S1-12	S1-13	Variation	
Produit net bancaire	1 726	1 759	+1,9%	+2,5%*
Frais de gestion	(908)	(901)	-0,8%	+0,8%*
Résultat brut d'exploitation	818	858	+4,9%	+4,3%*
Coût net du risque	(334)	(308)	-7,8%	-5,8%*
Résultat d'exploitation	484	550	+13,6%	+11,2%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	(1)	+50,0%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(7)	12	n/s	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s	
Charge fiscale	(138)	(164)	+18,8%	
Résultat net	337	397	+17,8%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	7	8	14,3%	
Résultat net part du Groupe	330	389	+17,9%	+18,0%*
Coefficient d'exploitation	52,6%	51,2%		
Fonds propres moyens	5 188	5 126	-1,2%	

* à périmètre et change constants

Le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** regroupe :

- (i) les **Services Financiers Spécialisés** (Location longue durée et gestion de flottes de véhicules, Financement des biens d'équipements professionnels, Crédit à la consommation),
- (ii) l'**Assurance** (Vie, Prévoyance, Dommages).

Les **Services Financiers Spécialisés et Assurances** maintiennent au S1-13 une très bonne performance, avec une contribution au résultat net part du Groupe de 389 millions d'euros, en progression de +17,9% par rapport au S1-12.

Au global, le résultat d'exploitation du pôle des **Services Financiers Spécialisés et Assurances** ressort à 550 millions d'euros sur le semestre, en progression de +11,2%* par rapport au S1-12.

Le métier de **location longue durée et gestion de flottes de véhicules** affiche une croissance dynamique de son parc de +5,2%⁽¹⁾ par rapport à fin juin 2012 avec près de 980 000 véhicules à fin juin 2013. Cette croissance s'appuie sur le développement réussi de ses partenariats avec des constructeurs automobiles et des réseaux bancaires.

Dans un contexte de ralentissement de l'investissement, la production du métier de **Financement des biens d'équipement professionnel** est en repli de -8,1 %* par rapport à fin juin 2012 à 1,7 milliard d'euros (hors affacturage). Les positions fortes du métier, notamment sur des programmes de financements internationaux (« *vendors programmes* »), permettent de maintenir les marges. Les encours s'élèvent à 17,2 milliards d'euros hors affacturage, en recul de -4,2%* par rapport à fin juin 2012.

En **Crédit à la consommation**, dans un environnement peu porteur, la production résiste bien à 2,6 milliards d'euros, en léger repli de -1%* par rapport à S1-12 grâce aux partenariats en France et en

(1) A isopérimètre

Allemagne. Les encours sont en diminution de -3,5%* par rapport à fin juin 2012 à 21,3 milliards d'euros.

Le produit net bancaire des **Services Financiers Spécialisés** s'élève à 1 391 millions d'euros, en hausse de +0,6%* par rapport au S1-12 et les frais généraux à 765 millions d'euros, stables sur la même période. Le résultat brut d'exploitation s'élève à 626 millions d'euros.

Le coût du risque du pôle des **Services Financiers Spécialisés** s'élève à 308 millions d'euros au S1-13 (114 points de base) contre 334 millions d'euros au S1-12 (125 points de base) .

Sur le premier semestre 2013, les **Services Financiers Spécialisés** ont poursuivi leurs initiatives de refinancement externe pour un montant total de 2,2 milliards d'euros sur la période. On notera notamment le succès des premières émissions obligataires et titrisation de créances d'ALD Automotive pour près de 1 milliard d'euros.

Par ailleurs, les capitaux alloués aux Services Financiers Spécialisés sont stables depuis 2009, résultat de la contrainte de ressources imposée par le Groupe.

La contribution au résultat net part du Groupe des **Services Financiers Spécialisés** est de 228 millions d'euros et le ROE ressort à 12,5% au S1-13.

L'activité **Assurance** réalise une bonne performance au S1-13, avec un produit net bancaire en hausse de +10,3%* par rapport au S1-12, à 368 millions d'euros.

Les encours d'Assurance-vie Epargne poursuivent leur croissance sur le trimestre à 81,7 milliards d'euros (+6,9%* par rapport à fin juin 2012) et la collecte nette s'établit à 1,5 milliard d'euros au S1-13, en nette amélioration par rapport au S1-12.

Les activités d'Assurance Prévoyance et Dommages affichent une croissance dynamique, portée par leur développement à l'international, notamment en Pologne et en Russie, avec des primes en progression de +29,8%* par rapport au S1-12.

La contribution au résultat net part du Groupe du métier Assurance est de 161 millions d'euros au S1-13.

BANQUE DE FINANCEMENT ET D INVESTISSEMENT

En millions d'euros	S1-12	S1-13	Variation	
Produit net bancaire	3 090	3 592	+16,2%	+18,4%*
<i>dont Activités de Financement et Conseil</i>	665	877	+31,9%	+33,9%*
<i>dont Activités de Marché (1)</i>	2 594	2 641	+1,8%	+3,7%*
<i>dont Actifs gérés en extinction</i>	(169)	74	n/s	n/s*
Frais de gestion	(2 225)	(2 186)	-1,8%	-0,4%*
Résultat brut d'exploitation	865	1 406	+62,5%	+67,6%*
Coût net du risque	(237)	(254)	+7,2%	+7,2%*
<i>dont Actifs gérés en extinction</i>	(153)	(166)	+8,5%	+8,5%*
Résultat d'exploitation	628	1 152	+83,4%	+91,4%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	3	0,0%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	n/s	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s	
Charge fiscale	(140)	(280)	x 2,0	
Résultat net	491	875	+78,2%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	9	7	-22,2%	
Résultat net part du Groupe	482	868	+80,1%	+87,1%*
Coefficient d'exploitation	72,0%	60,9%		
Fonds propres moyens	12 121	9 473	-21,8%	

* à périmètre et change constants

(1) Dont "Actions" 1 351 M EUR au S1-13 (1 125 M EUR au S1-12) et

"Taux, Change, Matières Premières" 1 291 M EUR au S1-13 (1 469 M EUR au S1-12)

Les revenus de la **Banque de Financement et d'Investissement** atteignent 3 592 millions d'euros au S1-13, en forte hausse (+16%) par rapport au S1-12.

Les **activités pérennes de SG CIB** affichent des revenus en hausse de 9,9%* sur un an, à 3 518 millions d'euros au S1-13. Retraités de divers éléments non récurrents (en 2013 : -170 millions d'euros au titre de la CVA/DVA, +98 millions d'euros de gain sur cession de créances Lehman, -109 millions d'euros au titre d'un litige fiscal ; au S1-12 : -385 millions d'euros au titre de la décote nette sur les crédits cédés), les revenus s'inscrivent en progression de +1,5% par rapport au S1-12.

A 1 351 millions d'euros, les activités **Actions** réalisent une bonne performance commerciale sur les produits structurés et sur les activités de flux. Après retraitement de la CVA/DVA pour -130 millions d'euros et du gain sur cession de créances mentionné ci-dessus, les revenus sont en hausse de +23% sur un an.

Les activités **Taux, Changes et Matières premières** enregistrent au S1-13 des revenus de 1 351 millions d'euros, en baisse de -8% par rapport à 2012 (hors CVA/DVA pour -66 millions d'euros) qui avait été marqué par un très bon premier trimestre qui avait bénéficié des effets de normalisation du marché. Ces bons résultats, dans un environnement de marché volatil en fin de trimestre, s'expliquent par la stabilité des activités de produits structurés et la bonne résistance des activités de taux et de crédit.

A 877 millions d'euros, les revenus des métiers de **Financement et Conseil** sont en forte hausse par rapport aux revenus du S1-12 (+32%). Toutefois, le produit net bancaire du S1-12 avait été marqué par la décote sur les crédits cédés dans le cadre des opérations de réduction de la taille du bilan, à hauteur de -385 millions d'euros. De même, en 2013, les revenus des activités de Financement et Conseil intègrent une perte de -109 millions d'euros au titre d'un litige fiscal, et l'ajustement CVA/DVA pour +26 millions d'euros. Retraités de ces différents éléments en 2012 et 2013, les revenus sont en baisse sur un an (-9%). Commercialement, le semestre est caractérisé par une bonne performance des financements structurés de ressources naturelles et infrastructures et par le dynamisme des activités émissions obligataires. Cette performance a permis à SG CIB de

consolider son positionnement et de se classer n°1 en « émissions d'actions et convertibles en France », n°10 en « émissions d'actions et convertibles en EMEA » et n°3 sur les « émissions obligataires corporate en euros » à fin juin 2013 (*Thomson Reuters - IFR*). Enfin, la ligne-métier a joué un rôle de premier plan dans plusieurs opérations : SG CIB est notamment intervenu en tant que *joint-global coordinator / joint-bookrunner* dans le cadre de l'émission par Peugeot SA d'1 milliard d'euros d'actions nouvelles. SG CIB a également participé en tant que *Joint Leader Manager / Joint Bookrunner* dans le cadre de l'émission par Sinopec Corp de 3,5 milliards de dollar UD de dette.

Sur le semestre, les revenus des actifs gérés en extinction sont de 74 millions d'euros contre -169 millions d'euros au S1-12. A fin juin 2013, l'exposition nette aux actifs gérés en extinction s'élève à 6,8 milliards d'euros (dont 5,0 milliards d'euros d'actifs « money good » et 1,8 milliard d'euros d'actifs « non investment grade ») contre 14,6 milliards à fin juin 2012 (dont 10,8 milliards d'euros d'actifs « money good » et 3,8 milliards d'euros d'actifs « non investment grade »).

Au S1-13, les frais de gestion reculent de -0,4%* à -2 186 millions d'euros (vs. -2 225 millions d'euros au S1-12).

Le **coût net du risque** des activités pérennes reste bas.

La charge du risque des actifs gérés en extinction est de -166 millions d'euros au S1-13 et est liée en grande partie à la restructuration de certains actifs du « banking book ».

Au total, la Banque de Financement et d'Investissement extériorise un résultat net part du Groupe de 868 millions d'euros ce semestre, en hausse de 87,1%* par rapport au premier semestre 2012.

BANQUE PRIVEE, GESTION D'ACTIFS ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

En millions d'euros	S1-12	S1-13	Variation	
Produit net bancaire	1,086	958	-11.8%	+3.7%*
Frais de gestion	(956)	(818)	-14.4%	+0.5%*
Résultat brut d'exploitation	130	140	+7.7%	+27.1%*
Coût net du risque	(7)	(2)	-71.4%	-71.4%*
Résultat d'exploitation	123	138	+12.2%	+33.8%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	10	1	-90.0%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	61	53	-13.1%	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	(200)	0	x .0	
Charge fiscale	(40)	(34)	-15.0%	
Résultat net	(46)	158	NM	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	2	1	50.0%	
Résultat net part du Groupe	(48)	157	NM	NM*
Coefficient d'exploitation	88.0%	85.4%		
Fonds propres moyens	1,838	1,718	-6.5%	

* à périmètre et change constants

Le pôle Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs regroupe quatre activités :

- i. la Banque Privée (**Société Générale Private Banking**),
- ii. la Gestion d'Actifs (**Amundi, TCW**)
- iii. les Services aux Investisseurs (**Société Générale Securities & Services**)
- iv. le Courtage (**Newedge**).

Le pôle **Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** présente au premier semestre 2013 une contribution nette au résultat du groupe en net progrès à 157 millions d'euros.

Banque Privée

En millions d'euros	S1-12	S1-13	Variation	
Produit net bancaire	374	436	+16,6%	+19,2%*
Frais de gestion	(305)	(321)	+5,2%	+8,5%*
Résultat brut d'exploitation	69	115	+66,7%	+63,6%*
Coût net du risque	(1)	(1)	-0,0%	+0,0%*
Résultat d'exploitation	68	114	+67,6%	+64,5%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	n/s	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s	
Charge fiscale	(18)	(25)	+38,9%	
Résultat net	50	89	+78,0%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	0	1	n/s	
Résultat net part du Groupe	50	88	+76,0%	+74,3%*
Coefficient d'exploitation	81,6%	73,6%		
Fonds propres moyens	666	624	-6,3%	

* à périmètre et change constants

La Banque Privée a été nommée « meilleure Banque Privée de l'année 2013 au Royaume-Uni » par le Financial Times et le magazine Investors Chronicle. A fin juin 2013, les actifs gérés de la Banque Privée baissent de -1,6 milliards d'euros sur un semestre, en tenant compte d'une décollecte de -0,2 milliard d'euros, d'un effet « marché » de +1,3 milliards d'euros, d'un effet « change » de -2,4 milliard d'euros et d'un effet périmètre de -0,2 milliard d'euros.

Sur six mois et en comparaison annuelle, le produit net bancaire s'élève à 436 millions d'euros, en progression de +19,2%* par rapport à l'année précédente. Les frais de gestion sont en hausse de +8,5%* à -321 millions d'euros et la contribution de la Banque Privée au résultat net part du Groupe est de 88 millions d'euros contre 50 millions d'euros en cumul à fin juin 2012.

Gestion d'Actifs

En millions d'euros	S1-12	S1-13	Variation	
Produit net bancaire	159	12	-92.5%	+71.4%*
Frais de gestion	(146)	(17)	-88.4%	+21.4%*
Résultat brut d'exploitation	13	(5)	n/s	n/s*
Coût net du risque	1	0	x .0	NM*
Résultat d'exploitation	14	(5)	n/s	n/s*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	61	53	-13.1%	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	(200)	0	x .0	
Charge fiscale	(5)	2	n/s	
Résultat net	(130)	50	n/s	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>-100.0%</i>	
Résultat net part du Groupe	(131)	50	n/s	n/s*
Coefficient d'exploitation	91.8%	141.7%		
Fonds propres moyens	478	465	-2.7%	

* à périmètre et change constants

La contribution d'Amundi est de 53 millions d'euros sur le semestre (61 millions au S1-12). A noter que la filiale de gestion d'actifs TCW a été cédée le 6 février 2013.

Services aux Investisseurs (SGSS) et Courtage (Newedge)

En millions d'euros	S1-12	S1-13	Variation	
Produit net bancaire	553	510	-7,8%	-7,4%*
Frais de gestion	(505)	(480)	-5,0%	-4,8%*
Résultat brut d'exploitation	48	30	-37,5%	-36,2%*
Coût net du risque	(7)	(1)	n/s	n/s*
Résultat d'exploitation	41	29	-29,3%	-27,5%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	10	1	-90,0%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	n/s	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s	
Charge fiscale	(17)	(11)	-35,3%	
Résultat net	34	19	-44,1%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	1	0	-100,0%	
Résultat net part du Groupe	33	19	-42,4%	-40,6%*
Coefficient d'exploitation	91,3%	94,1%		
Fonds propres moyens	694	629	-9,4%	

* à périmètre et change constants

Les activités de **Services aux Investisseurs** voient leurs actifs en conservation progresser de +7% à 3 570 milliards d'euros et leurs actifs administrés de +15% par rapport à fin juin 2012, à 491 milliards d'euros.

Sur six mois et en comparaison annuelle, le produit net bancaire s'élève à 510 millions d'euros, en baisse de -7,4%*. Les frais de gestion sont en baisse de -4,8%* à -480 millions d'euros et la contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe atteint 19 millions d'euros.

HORS POLES

En millions d'euros	S1-12	S1-13	Variation
Produit net bancaire	133	(1 303)	n/s
Frais de gestion	(82)	(102)	+24,4%
Résultat brut d'exploitation	51	(1 405)	n/s
Coût net du risque	(21)	(222)	n/s
Résultat d'exploitation	30	(1 627)	n/s
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(15)	442	n/s
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	1	2	x 2,0
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s
Charge fiscale	(15)	448	n/s
Résultat net	1	(735)	n/s
<i>dont participations ne donnant pas le</i>	<i>94</i>	<i>73</i>	<i>-22,3%</i>
Résultat net part du Groupe	(93)	(808)	x 8,7

Le **Hors Pôles** inclut :

- le portefeuille immobilier du Groupe, les bureaux et autres locaux,
- le portefeuille de participations industrielles et bancaires,
- les fonctions de centrale financière du Groupe, certains coûts relatifs aux projets transversaux et certains coûts engagés par le Groupe et non refacturés.

Sur le premier semestre 2013, le résultat brut d'exploitation est de -1 405 millions d'euros, à rapprocher de 51 millions d'euros au S1-12. Il intègre notamment :

- la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre pour -992 millions d'euros (contre 25 millions d'euros au S1-12).
- le gain sur la cession de la participation dans Piraeus Bank pour +33 millions d'euros au T2-13.
- l'impact du rachat de titres hybrides pour 305 millions d'euros au S1-12.

La charge nette du risque s'élève à -222 millions d'euros, contre -21 million d'euros au S1-12, s'expliquant principalement par une dotation aux provisions pour litiges de -200 millions d'euros.

Le résultat net du Hors Pôles affiche une perte de -808 millions d'euros sur le premier semestre de l'année, contre -93 millions d'euros en 2012.

CONCLUSION

Avec un résultat net part du Groupe de 1 319 millions d'euros au S1-13, Société Générale conclut le premier semestre 2013 sur une bonne performance commerciale, soutenue par d'importants efforts de réduction des coûts et une bonne maîtrise du coût du risque.

La poursuite des efforts de transformation, conjuguée aux bons résultats des métiers et à un strict pilotage des ressources rares conduit à l'amélioration des ratios de capital : le ratio Core Tier 1 Bâle 3 atteint 9,4% à fin juin 2013. L'objectif de ratio de 9,5% à fin 2013 est désormais sécurisé. Le ROE sous-jacent du Groupe est de 8,7%** au premier semestre et 10,2%** au T2-13.

Dans ces conditions, le groupe est confiant dans sa capacité atteindre un niveau de ROE de 10% à fin 2015, en s'appuyant sur des métiers dynamiques, une organisation simplifiée et un bilan très solide.

3.4 Structure financière du Groupe

Au 30 juin 2013, les **capitaux propres** part du Groupe s'élèvent à 49,3 milliards d'euros⁽¹⁾ et l'actif net tangible par action à 48,39 euros (correspondant à un actif net par action de 56,43 euros dont 0,85 euros de plus-values latentes). Au premier semestre 2013, le Groupe a acquis 14,2 millions de titres Société Générale et en a cédé 14,5 millions dans le cadre de ce contrat.

Société Générale détient au 30 juin 2013, 2,85% de son capital (hors actions détenues dans le cadre des activités de trading), soit 22,5 millions d'actions, dont 9 millions d'actions d'autocontrôle. Par ailleurs, le Groupe détient à cette même date 1,4 million d'options d'achat sur son propre titre, en couverture de plans de stock-options attribuées à ses salariés.

Le **bilan financé**⁽²⁾ du Groupe après compensation de l'assurance, des encours relatifs aux produits dérivés, des opérations de pension et des comptes de régularisation, ressort à 647 milliards d'euros au 30 juin 2013, en hausse de +2,9% (+18 milliards d'euros) par rapport au 30 juin 2012, mais en légère baisse (-0,9%) par rapport à 31 décembre 2012.

Ce trimestre, le Groupe a poursuivi le renforcement de sa structure de bilan. L'excédent de ressources stables (capitaux propres, dépôts clientèle et financements à moyen et long terme) sur les emplois à long terme (titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance, prêts clientèle et actifs long terme) a fortement augmenté pour atteindre 76 milliards d'euros (soit +55 milliards d'euros sur douze mois et +26 milliards d'euros sur le premier semestre 2013). A fin juin 2013, le Groupe a levé 19,1 milliards d'euros de dettes à moyen et long terme (avec une maturité moyenne de 6,3 ans), couvrant d'ores et déjà l'ensemble de ses besoins de financement de l'année 2013. Sur le deuxième semestre, le Groupe devrait toutefois continuer à émettre en fonction des opportunités du marché.

En parallèle, les dépôts clientèle sont en hausse de +9 milliards d'euros par rapport au T2-12 alors que les crédits sont en repli de 23 milliards d'euros en raison principalement d'effets périmètre (cession de filiales et d'actifs). Par conséquent, **le ratio crédits sur dépôts, à 111% s'améliore** de +11 points sur un an et de +7 points par rapport à la fin de l'exercice 2012.

Dans un même temps, le Groupe a significativement réduit ses besoins de financement court terme qui s'établissent à 110 milliards d'euros à fin juin 2013 (soit une baisse de -32 milliards d'euros en trois trimestres). Cette tendance devrait se prolonger sur le reste de l'année. Le Groupe a par ailleurs augmenté ses réserves de liquidité de +36 milliards d'euros sur un an (dont +17 milliards sur le premier semestre 2013), à 150 milliards d'euros. Elles couvrent désormais 136% des besoins de refinancement court terme du Groupe à fin juin 2013 (contre 100% au à fin juin 2012).

Les fonds propres, à 52 milliards d'euros, sont en progression de +1 milliard d'euros par rapport à la fin du T2-12 et stables par rapport à fin décembre.

Les **encours pondérés** du Groupe s'établissent à 313,8 milliards d'euros à fin juin 2013, en baisse de -3,2% depuis le T4-12 et de -8,4% sur un an, témoignant des efforts continus du Groupe en matière d'optimisation des ressources rares. Au premier semestre, ont été intégrés les encours relatifs aux sociétés d'assurance du Groupe, pour 5,5 milliards d'euros en raison de la fin du régime dérogatoire antérieurement appliqué. Retraités de cette variation et de l'effet change, les encours sont en baisse de -4,3% par rapport à fin 2012 et -8,9% sur un an.

⁽¹⁾ Ce montant comprend notamment (i) 4,5 milliards d'euros de titres super-subordonnés et (ii) 1,6 milliard d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée

⁽²⁾ Bilan financé / ratio crédits sur dépôts du Groupe / réserves de liquidité : voir note méthodologique n°7

La part des encours pondérés de crédit dans le total est de 78,9% au 30 juin 2013, stable hors assurance par rapport au T4-12 et au T2-12. Les encours pondérés relatifs au risque de marché représentent 8,4% du total au 30 juin 2013 (part globalement stable par rapport au T2-12 et au T4-12).

Les activités de Banque de détail (Réseaux France et Internationaux, Services Financiers Spécialisés et Assurances) représentent à la fin du T2-13 63,4% des encours pondérés du Groupe, +0,9 point hors Assurance par rapport au T4-12, en progression de +3,6 points hors assurance sur un an.

Les mouvements détaillés par pôle illustrent la stratégie de réduction du bilan et de stricte maîtrise des risques du Groupe : sur un an, les encours pondérés des activités de Services Financiers Spécialisés se réduisent de -3,7%, et de -1,4% depuis le T4-12, sous forte contrainte de ressources ; les encours pondérés des Réseaux France sont stables hors assurance depuis fin décembre 2012 (+0,7%), en hausse de +2,9% hors assurance sur un an. Ils représentent 28,8% des encours pondérés totaux du Groupe. Les encours pondérés des Réseaux Internationaux sont en forte diminution depuis le T4-12 et sur un an (respectivement -10,7% et -14,4%), en raison principalement de la cession de la filiale NSGB. Les encours des activités pérennes de la Banque de Financement et d'Investissement sont en baisse de -2,0% depuis le T4-12 et de -7,8% sur un an.

En ce qui concerne les actifs gérés en extinction, les encours représentent 2,4% du total des encours pondérés du Groupe au T2-13, en baisse de -23,4% depuis le T4-12 et de -59,1% en un an.

Le ratio Tier 1 du Groupe établi selon les règles « Bâle 2.5 » s'élève à 12,7% au 30 juin 2013 (12,5% à fin 2012 et 11,6% à fin juin 2012). Le ratio **Core Tier 1**, selon les mêmes règles, atteint 11,1% au 30 juin 2013, (10,7% au 31 décembre 2012 et à 9,9% à fin juin 2012), en hausse de plus de 120 points de base en un an, malgré les changements réglementaires intervenus en début d'année, qui avaient réduit le ratio du T1-13 de -95 point de base globalement (dont : fin du régime dérogatoire des filiales d'Assurance, -69 points de base ; intégration en fonds propres des engagements postérieurs à l'emploi à la suite de l'entrée en application de la norme IAS 19, -17 points de base ; prise en compte, selon la norme IFRS 13, de l'ajustement de valeur au titre du risque de crédit (*Credit Value Adjustment* ou CVA) sur les produits dérivés, -9 points de base).

Il convient de noter que le mouvement symétrique à la CVA concernant les engagements de la banque sur produits dérivés (*Debit Value Adjustment* ou DVA), qui mesure l'effet en résultat du risque de crédit propre associé aux produits dérivés, est neutralisé pour la détermination du ratio, et à ce titre n'entre pas dans le calcul du bénéfice distribuable.

Le ratio de capital Core Tier 1 déterminé selon les règles « Bâle 3 » (qui intègrent les exigences de CRR/CRD 4) a été publié pour la première fois au 31 mars 2013. Ils'élève à 9,4% fin juin 2013. Le ratio Core Tier 1 Bâle 3 progresse de +73 points de base en un trimestre, sous l'effet d'une génération de capital et de résultats dynamique (+28 points de base), des cessions du portefeuille d'actifs gérés en extinction (+12 points de base), de la réduction des besoins des métiers (+28 points de base, essentiellement liés à la gestion de la CVA, générant à elle seule une économie de capital de +19 points de base), les autres variations ayant un effet cumulé de +5 points de base. Compte tenu des actions déjà mises en œuvre (augmentation de capital réservées aux salariés, ayant un effet de +5 points de base sur ce ratio et cessions de lignes du portefeuille d'actifs gérés en extinction pour environ +15 points de base), l'objectif de capital fixé à 9,5% pour fin 2013 est d'ores et déjà sécurisé. Le ratio de capital Core Tier 1 Bâle 3 devrait continuer à progresser d'ici à fin 2013, en intégrant les flux de résultat générés au cours des deux prochains trimestres.

Les notations du Groupe chez Moody's et Standard & Poor's restent inchangées à respectivement "A2" et "A". La notation chez FitchRatings a été revue à la baisse le 17 juillet 2013 à "A", suite à la dégradation de la notation souveraine de la France dans cette agence le 12 juillet. Enfin, le Groupe est noté AA (low) chez DBRS depuis le 30 mai 2013.

3.5 Nouveaux produits ou services importants lancés

Conformément à la stratégie d'innovation du Groupe Société Générale, de nombreux nouveaux produits ont été lancés au premier semestre 2013, parmi lesquels les plus importants sont les suivants :

Métier		Nouveaux produits ou services
Réseaux France	Société Générale	Alliage Gestion; Ce service de gestion en OPCVM est accessible dès 15 000 euros pour un compte-titres ordinaire ou un PEA, et dès 30 000 euros pour l'assurance-vie
	Société Générale	Préfinancement du CICE pour les PME: offre de préfinancement pour les PME au sens communautaire du terme, du Crédit D'Impôt Compétitivité et Emploi, qui s'appuie sur la cession d'une créance en germe sur l'état (en partenariat avec la filiale CGA)
	Crédit du Nord	Compte à terme renouvelable pour les professionnels : renouvellement automatique tous les 2 mois. Remboursement possible à tout moment
	Boursorama	Prêt Personnel : réelle innovation produit, dans la mesure où il s'agit d'un prêt à la consommation qui se souscrit 100% en ligne, avec un taux parmi les plus bas du marché
Réseaux Internationaux	Dépôt d'argent dans les DAB (Janvier 2013 ; KB – République Tchèque)	Nouveau service permettant de déposer des billets en CZK indépendamment des heures d'ouverture des agences. Ce service pourra réduire l'attente en agence et contribuer à optimiser les coûts de traitement des espèces en général. Pour exploiter le potentiel commercial des DAB, KB a également mis en place une communication reliant les DAB au système de gestion de la relation client de la Banque. Le dispositif permet d'afficher des messages personnalisés propres à chaque client pendant les transactions.
	« eMobias.md » (Janvier 2013 ; MBSG – Moldavie)	Nouvelle solution e-banking destinée aux clients Particuliers MBSG détenteurs d'au moins un compte courant en lei. Elle permet soit la consultation en ligne, soit la réalisation de transactions sur tout support informatisé muni d'une connexion à internet et d'un système d'exploitation. eMobias.md offre également une assistance téléphonique spécialisée gratuite.
	« Abacus » (Avril 2013 ; BR – Géorgie)	Premier package sur le marché bancaire en Géorgie dédié aux professionnels. Il regroupe 2 comptes multidevises, pour les activités personnelles et professionnelles, et de nombreux produits bancaires quotidiens afin d'aider les entrepreneurs à séparer leurs dépenses personnelles de leurs dépenses professionnelles et à simplifier leur planification budgétaire. Le package se décline en 2 catégories, Abacus et Abacus Pro, ce dernier ayant été conçu pour les clients utilisant régulièrement les systèmes de banque à distance et réalisant de nombreuses opérations de transfert. Le package comprend également des frais très réduits sur les virements, 2 cartes bancaires et un accès à la banque à distance
	Swaps de taux d'intérêts (Avril 2013 ; SGS – Serbie)	Nouvel instrument de couverture de change pour les clients Entreprises. SGS propose divers types de swaps de taux d'intérêt laissés au choix du client (protection de l'ensemble de la dette ou seulement d'une partie, sur toute la durée du prêt ou sur une période limitée). Ils représentent des instruments de couverture flexibles pour échapper aux risques de change.

Métier		Nouveaux produits ou services
Services Financiers Spécialisés et Assurances	ALD Permuta (ALD Automotive – Italie)	ALD Permuta est une solution qui offre au client la possibilité de remplacer le véhicule dont il est propriétaire au profit d'une location à long terme. ALD Automotive propose au client d'acquérir son véhicule pour un prix fixé sur la base de données fournies par la documentation technique. Le montant versé est ainsi utilisé comme avance sur toute solution de location à long terme.
	Mobispot (ALD Automotive – Belgique)	ALD Automotive et Mobispot mettent à disposition des travailleurs mobiles et des télétravailleurs des espaces de travail professionnels offrant des prestations de qualité dans des centres d'affaires ou des installations de co-working situés dans toute la Belgique. En proposant à ces travailleurs mobiles des postes de télétravail à proximité de leur emplacement actuel, nous contribuons à raccourcir les distances kilométriques qu'ils ont à parcourir. Cela a des retombées positives sur le plan personnel et professionnel et sur l'environnement. Les espaces de travail et les salles de réunion peuvent être réservés par avance sur la plateforme de location en temps réel http://mobispot.be .
Banque de Financement et d'Investissement	ALPHA SP	Début 2013, l'offre produit d'ALPHA, la nouvelle plateforme de négociation électronique de SG CIB mettant à la disposition de ses clients une solution intégrée pré & post-transaction, a été élargie aux Produits Structurés. ALPHA SP est un portail d'exécution « multi-actifs » disponible en ligne, flexible et rapide, et qui permet de configurer, d'obtenir une cotation et d'exécuter en temps réel des Produits Structurés sur mesure à travers un large éventail de sous-jacents : produits de change, métaux de base et précieux ainsi que des produits du marché monétaire.
	SGI GCC Invest Index	Lancement de l'Indice SGI GCC Invest qui a pour objectif de répliquer la performance de 60 des plus larges capitalisations boursières des pays membres du Conseil de Coopération du Golf (CCG). L'indice doit respecter un ensemble de contraintes, notamment afin d'assurer la liquidité aux investisseurs qui souhaitent investir/désinvestir, ainsi que des contraintes fortes de diversification du risque (secteurs, pays membres. Il comprend les pays suivants : Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis et peut être amené à changer pour refléter l'évolution des conditions de marché.
	SGI 10Y US Treasury Note Index	Lancement de l'Indice SGI 10Y Treasury Note Index qui a pour but de répliquer la performance d'une position acheteuse sur le 1er contrat future 10Y US Treasury Note. Le sous-jacent de ces contrats est une obligation synthétique de maturité de 6.5 à 10 ans avec un coupon de 6%.
	ETFs Physiques	Lancement de 7 ETFs physiques visant à élargir la gamme de la filière ETFs. Cette nouvelle gamme permet d'enrichir et de diversifier l'offre afin de répondre à la demande des clients pour des produits à réplification physique. Chaque fonds est investi dans des obligations souveraines <i>Investment Grade</i> de pays de la zone Euro, sur différentes maturités.
	Nouveau fonds UCITS	Lancement d'un fonds répliquant une des principales stratégies du Hedge Fund « Winton Capital » sous format UCITS. Des fonds UCITS équivalents ont également été créés pour les stratégies des Hedge Funds « Canyon » et « Tiedemann ».

3.6 Principaux investissements au premier semestre 2013

Réseaux Internationaux	Cession de 77,17% de NSGB en Egypte pour 1974 MUSD
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	Cession de la participation détenue par SGHP dans TCW (Etats-Unis)

3.7 Analyse du bilan consolidé

<i>Actif - en Md EUR</i>	30.06.2013	31.12.2012	Variation en %
Caisse, Banques centrales	72,2	67,6	+7%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	482,4	484,0	-0%
Instruments dérivés de couverture	12,2	15,9	-23%
Actifs financiers disponibles à la vente	128,1	127,8	+0%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	101,7	77,2	+32%
Prêts et créances sur la clientèle	341,2	350,2	-3%
Opérations de location-financement et assimilées	27,9	28,7	-3%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3,5	4,4	-20%
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1,1	1,2	-8%
Actifs d'impôts et autres actifs	58,6	59,8	-2%
Actifs non courants destinés à être cédés	0,5	9,4	-95%
Participation aux bénéfices différée	0,0	0,0	N/A
Valeurs immobilisées	24,7	24,7	+0%
Total	1 254,1	1 250,9	+0%

<i>Passif - en Md EUR</i>	30.06.2013	31.12.2012	Variation en %
Banques centrales	5,7	2,4	x 2,4
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	424,4	411,4	+3%
Instruments dérivés de couverture	10,7	14,0	-24%
Dettes envers les établissements de crédit	110,6	122,0	-9%
Dettes envers la clientèle	350,0	337,2	+4%
Dettes représentées par un titre	129,6	135,8	-5%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4,3	6,5	-34%
Passifs d'impôts et autres passifs	59,7	59,3	+1%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	1,0	7,3	-86%
Provisions techniques des entreprises d'assurance	93,3	90,8	+3%
Provisions	3,7	3,5	+6%
Dettes subordonnées	7,8	7,1	+10%
Capitaux propres part du Groupe	49,4	49,3	+0%
Participations ne donnant pas le contrôle	3,9	4,3	-9%
Total	1 254,1	1 250,9	+0%

3.7.1 Principales évolution du bilan consolidé

Au 30 Juin 2013, le total du bilan consolidé du Groupe s'élève à 1 254,1 Md EUR, en hausse de 3,2 Md EUR (+0,3%) par rapport à celui du 31 décembre 2012 (1 250,9 Md EUR). L'évolution du cours de change impacte le bilan de la manière suivante : +2,1 Md EUR pour le dollar, -4,5 Md EUR pour le yen, -2,4 Md EUR pour la livre sterling, -0,9 Md EUR pour la couronne tchèque et -1,1 Md EUR pour le rouble russe.

Les principaux changements de périmètre impactant le bilan consolidé intervenus sont constitués par :

- Le Groupe a finalisé la cession de sa participation dans TCW Group Inc., soit 89,56%, à Carlyle Group et à la direction de TCW.
- La participation du Groupe dans la Banque Tarneaud est passée de 97,57% à 100% suite au rachat par le Crédit du Nord des titres détenus par des actionnaires minoritaires.
- Le Groupe a finalisé la cession de l'intégralité de sa participation dans National Société Générale Bank, soit 77,17%, à Qatar National Bank. Aucun transfert d'actif de National Société Générale Bank vers le groupe Société Générale n'a été réalisé dans le cadre de cette transaction. Le résultat avant impôt de cette cession a été enregistré dans le compte de résultat en Gains ou pertes nets sur autres actifs pour un montant de 417 M EUR.
- La participation du Groupe dans Société Générale Banque au Liban passe de 19% à 16,8% suite à une augmentation de capital à laquelle le Groupe n'a pas souscrit.

En application d'IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » sont notamment classés dans les rubriques Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées (cf. note 7) les actifs et passifs de Société Générale Private Banking (Japan) Ltd. Le 23 juillet 2013, Société Générale a signé un accord définitif en vue de céder sa filiale Société Générale Private Banking (Japan) Ltd à Sumitomo Mitsui Banking Corporation. Cette transaction est soumise à l'approbation des autorités réglementaires locales.

3.7.2 Variation sur les postes significatifs du bilan consolidé

Le poste **Caisse, Banques centrales** (72,2 Md EUR au 30 juin 2013) augmente de 4,6 Md EUR (+ 6,8 %) par rapport au 31 décembre 2012.

Les actifs **financiers à la juste valeur par résultat** (482,4 Md EUR au 30 juin 2013) diminuent de - 1,6 Md EUR (- 0,3%) par rapport au 31 décembre 2012, dont +0,9 Md EUR d'effet dollar, -3,6 Md EUR d'effet yen et -1,2 Md EUR d'effet livre sterling. Le portefeuille de transaction (256,8 Md EUR au 30 juin 2013) augmente de +30,1 Md EUR, avec +4,5 Md EUR sur les obligations et autres instruments de dettes, +16,6 Md EUR sur le portefeuille actions et autres instruments de capitaux propres et +9,0 Md EUR sur les autres actifs financiers. Les instruments de dérivés de transaction (189,3 Md EUR au 30 juin 2013) baissent de -28,8 Md EUR, dont -36,5 Md EUR sur les instruments de taux d'intérêt, -1,5 Md EUR sur les instruments de change, +8,9 Md EUR sur les instruments sur actions et indices, +2,3 Md EUR sur les instruments de matières premières, -1,9 Md EUR sur les dérivés de crédit. Le portefeuille des actifs financiers à la juste valeur sur option (36,3 Md EUR au 30 juin 2013) diminue de -2,9 Md EUR.

Les **passifs financiers à la juste valeur par résultat** (424,4 Md EUR au 30 juin 2013) augmentent de 13,0 Md EUR (+3,2%) par rapport au 31 décembre 2012, dont +0,9 Md EUR d'effet dollar, -3,2 Md EUR d'effet yen et -1,1 Md EUR d'effet livre sterling. Les passifs de

transaction (210,8 Md EUR au 30 juin 2013) augmentent de 36,0 Md EUR avec +1,2 Md EUR sur les dettes représentées par un titre, +16,2 Md EUR sur les dettes sur titres empruntés, +2,0 Md EUR sur les obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert, +0,2 Md EUR sur le portefeuille actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert et +16,5 Md EUR sur les autres passifs financiers. Les instruments dérivés de transaction (190,3 Md EUR au 30 juin 2013) baissent de -25,8 Md EUR, dont -34,3 Md EUR sur les instruments de taux d'intérêt, -1,4 Md EUR sur les instruments de change, +9,3 Md EUR sur les instruments sur actions et indices, +2,1 Md EUR sur les instruments sur matières premières et -1,6 Md EUR sur les dérivés de crédit. Les passifs financiers à la juste valeur sur option (23,2 Md EUR au 30 juin 2013) augmentent de 2,7 Md EUR.

Les **créances sur la clientèle**, y compris les titres reçus en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 341,2 Md EUR au 30 juin 2013, en baisse de -9,0 Md EUR (-2,6%) par rapport au 31 décembre 2012, dont +0,5 Md EUR d'effet dollar.

Cette évolution traduit notamment en valeur brute :

- une baisse des crédits de trésorerie de -2,3 Md EUR ;
- une baisse des crédits à l'équipement de -2,6 Md EUR ;
- une baisse des autres crédits de -0,8 Md EUR ;
- une baisse des titres reçus en pension livrée de -2,7 Md EUR.

Les **dettes envers la clientèle**, y compris les titres donnés en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 350,0 Md EUR au 30 juin 2013, en hausse de 12,8 Md EUR (+3,8%) par rapport au 31 décembre 2012, dont +0,5 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution correspond notamment à l'augmentation des comptes d'épargne à régime spécial de 3,5 Md EUR, à la hausse des autres dépôts clientèle à vue de 8,3 Md EUR et à la hausse des autres dépôts clientèle à terme de 4,6 Md EUR. Les titres donnés en pension diminuent de -3,4 Md EUR.

Les **créances sur les établissements de crédit**, y compris les titres reçus en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 101,7 Md EUR au 30 juin 2013, en hausse de 24,5 Md EUR (+31,7%) par rapport au 31 décembre 2012, dont +0,2 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution correspond notamment à la diminution des comptes ordinaires de -0,9 Md EUR, à la baisse des prêts et comptes au jour le jour de -0,2 Md EUR, à la hausse des prêts et comptes à terme de 15,3 Md EUR et à la hausse des titres reçus en pension livrée de 10,4 Md EUR.

Les **dettes envers les établissements de crédit**, y compris les titres donnés en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 110,6 Md EUR au 30 juin 2013, en baisse de -11,4 Md EUR (-9,3%) par rapport au 31 décembre 2012 dont +0,3 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution correspond notamment à la diminution des dettes à vue et au jour le jour de -8,1 Md EUR, à la baisse des dettes à terme de -11,2 Md EUR et l'augmentation des titres donnés en pension de 7,8 Md EUR.

Les **actifs financiers disponibles à la vente** s'élèvent à 128,1 Md EUR au 30 juin 2013, en augmentation de 0,4 Md EUR (+0,3%) par rapport au 30 juin 2013, dont +0,2 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution résulte de la baisse des obligations et autres instruments de dettes de -0,1 Md EUR, de l'augmentation des actions et autres instruments de capitaux propres de 0,4 Md EUR, de la hausse des titres actions détenus à long terme pour 0,1 Md EUR.

Les **dettes représentées par un titre** s'élèvent à 129,6 Md EUR au 30 juin 2013, en diminution de -6,1 Md EUR (-4,5%) par rapport au 31 décembre 2012. Cette évolution résulte notamment de l'augmentation des emprunts obligataires de 2,5 Md EUR et de la diminution des titres du marché interbancaire et titres de créances négociables de -7,4 Md EUR.

Les **capitaux propres part du Groupe** s'élèvent à 49,4 Md EUR au 30 juin 2013 contre 49,3 Md EUR au 31 décembre 2012. Cette évolution résulte principalement des éléments suivants :

- le résultat de l'exercice au 30 juin 2013 : +1,3 Md EUR ;
- la distribution du dividende relatif à l'exercice 2011: -0,6 Md EUR ;
- l'augmentation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres : +1,1 Md EUR

Après la prise en compte des participations ne donnant pas le contrôle (3,9 Md EUR), les fonds propres du Groupe s'élèvent à 53,3 Md EUR au 30 juin 2013.

Au 30 juin 2013, les fonds propres du Groupe contribuent à un ratio global Bâle II de solvabilité de 14,4% pour un total d'engagements pondérés de 313,8 Md EUR ; la part des fonds propres prudentiels Tier 1 représentant 12,7%.

Le ratio Core Tier 1 est de 11,1% en Bâle 2.5, méthode EBA.

3.7.3 Situation d'endettement du Groupe

La politique d'endettement du groupe Société Générale est élaborée dans le but non seulement d'assurer le financement de la croissance des activités commerciales des métiers ainsi que le renouvellement de la dette arrivant à maturité, mais également de maintenir des échéanciers de remboursements compatibles avec la capacité d'accès au marché du Groupe et sa croissance future.

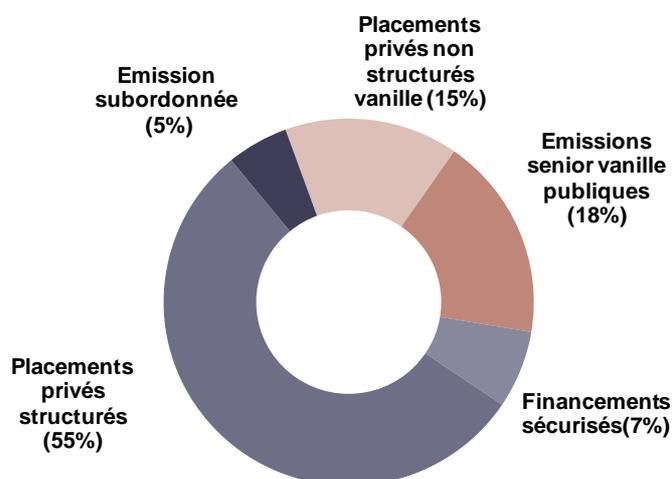
La politique d'endettement du Groupe repose sur 2 principes :

- d'une part, maintenir une politique active de diversification des sources de refinancement du groupe Société Générale afin d'en garantir la stabilité : ainsi, sur la base du bilan économique au 30 juin 2013, la part des ressources clientèle représente 25,8% des passifs du Groupe tandis que celle issue des émissions d'instruments de dette, des opérations interbancaires et des ressources tirées du refinancement de nos portefeuilles titres se monte à 503 Md EUR (soit 40,1% du passif du Groupe). Le solde du passif du groupe Société Générale étant constitué des fonds propres, des autres comptes financiers, de provisions et instruments financiers dérivés ;
- d'autre part, adopter une structure de refinancement du Groupe par maturités cohérente avec celle des actifs afin de préserver un bilan consolidé équilibré et de maîtriser la politique de transformation.

Ainsi, le plan de financement à long terme du Groupe, exécuté de manière progressive et coordonnée au cours de l'année suivant une politique d'émission non opportuniste, vise à maintenir une position de liquidité excédentaire sur le moyen-long terme.

Au cours du premier semestre 2013, la liquidité levée au titre du programme de financement 2013 s'est élevée à 18,5 Md EUR en dette senior. Les sources de refinancement se répartissent entre 3,3 Md EUR d'émissions senior « vanille » publiques non sécurisées, 2,8 Md EUR de placements privés non structurés « vanille », 10,1 Md EUR de placements structurés, 1,3 Md EUR de financements sécurisés (CRH 0,2 Md EUR et SG SFH 1,1 Md EUR), et 1 Md EUR d'émission subordonnée Tier 2.

PROGRAMME DE FINANCEMENT 2013 :18,5 Md EUR émis au S1-13



3.8 Propriétés immobilières et équipements

La valeur brute totale des immobilisations corporelles d'exploitation du groupe Société Générale s'élève au 30 juin 2013 à 25.6 Md EUR. Elle comprend principalement la valeur des terrains et constructions pour 5.3 Md EUR, des actifs de location simple des sociétés de financement spécialisés pour 14.6 Md EUR, et des autres immobilisations corporelles pour 5.7 Md EUR.

La valeur brute totale des immeubles de placement du groupe Société Générale s'élève au 30 juin 2013 à 634 M EUR.

La valeur nette des immobilisations corporelles d'exploitation et des immeubles de placement du groupe Société Générale s'élève à 15.8 Md EUR, soit seulement 1.26 % du total de bilan consolidé au 30 juin 2013. De fait, de par la nature des activités de Société Générale, les propriétés immobilières et les équipements représentent peu à l'échelle du Groupe.

3.9 Principaux risques et principales incertitudes pour les 6 mois à venir

Société Générale reste soumis aux risques habituels et propres à son activité tels que mentionnés dans le chapitre 9 du Document de Référence déposé le 4 mars 2013 et dans son actualisation déposée le 10 mai 2013.

La croissance de l'économie mondiale serait limitée : la croissance des pays développés reste nettement affaiblie et les économies émergentes montrent également des signes de ralentissement. Par ailleurs, subsiste le risque d'un regain des tensions affectant les marchés de dettes publiques dans la périphérie de la zone euro, tandis que les politiques monétaires non conventionnelles, notamment américaines et japonaises, sont une source importante d'incertitudes, de par leur nature et leur ampleur inédites. Plus spécifiquement, le Groupe pourrait être affecté par :

- la hausse des taux de défaut dans les pays du sud de l'Europe du fait de l'ampleur et de la durée de la récession ;
- un approfondissement et une extension de la crise au sein de la zone euro ; dans ce cas, les pays du cœur de la zone euro (dont la France) et ceux d'Europe centrale pourraient eux aussi être affectés ;
- une accélération de la tendance baissière du marché du logement en France.
- une hausse marquée des taux d'intérêt et de la volatilité sur les marchés obligataires, notamment du fait des incertitudes entourant la date et l'ampleur de l'inflexion de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine.

4 - Chapitre 5 : Gouvernement d'entreprise

4.1 Assemblée Générale du 22 mai 2013

4.1.1 Extrait du communiqué de presse du 22 mai 2013

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de Société Générale s'est tenue le 22 mai 2013 à Paris Expo - Espace Grande Arche, à la Défense, sous la présidence de M. Frédéric Oudéa.

Le quorum s'est établi à 56,13% contre 59,14% en 2012 :

- 815 actionnaires étaient présents à l'Assemblée Générale
- 481 actionnaires étaient représentés
- 7 695 actionnaires ont voté par correspondance
- 7 686 actionnaires, représentant 5,28% du capital, ont donné pouvoir au Président.
- Plus de 80% des votes pré-assemblée ont été effectués par Internet.

Toutes les résolutions proposées par le Conseil d'Administration ont été adoptées, notamment :

- les comptes sociaux et consolidés de l'année 2012 ont été approuvés,
- un administrateur a été renouvelé pour 4 ans : M. Jean-Bernard Lévy,
- une nouvelle administratrice a été nommée pour 4 ans : Mme Alexandra Schaapveld.

4.2 Conseil d'Administration et Direction Générale

4.2.1 Extrait du communiqué de presse du 22 mai 2013

Sur proposition du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise, le Conseil d'administration a désigné Mme Kyra Hazou en qualité de membre du Comité d'audit, de contrôle interne et des risques en lieu et place de Mme Elisabeth Lulin.

Ce comité est composé de 4 administrateurs dont 3 indépendants : MM. Robert Castaigne, Gianemilio Osculati, Mme Nathalie Rachou et M. Antony Wyand (Président).

4.2.2 Composition du Conseil d'administration au 22 mai 2013

Président Frédéric OUDÉA

Vice-Président Anthony WYAND

Administrateurs

- Robert CASTAIGNE
- Michel CICUREL
- Yann DELABRIERE
- Jean-Martin FOLZ
- Kyra HAZOU
- Jean-Bernard LEVY
- Ana Maria LLOPIS RIVAS
- Thierry MARTEL
- Gianemilio OSCULATI
- Nathalie RACHOU
- Alexandra SCHAAPVELD

Administrateurs élus par les salariés

- France HOUSSAYE
- Béatrice LEPAGNOL

Censeur Kenji MATSUO

4.2.3 Composition des Comités du Conseil

Comité d'audit, de contrôle interne et des risques

- Anthony WYAND, Président, Robert CASTAIGNE, Kyra HAZOU, Gianemilio OSCULATI, Nathalie RACHOU.

Comité des rémunérations

- Jean-Martin FOLZ, Président, Michel CICUREL, Jean-Bernard LEVY, Anthony WYAND.

Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise

- Jean-Martin FOLZ, Président, Michel CICUREL, Jean-Bernard LEVY, Anthony WYAND.

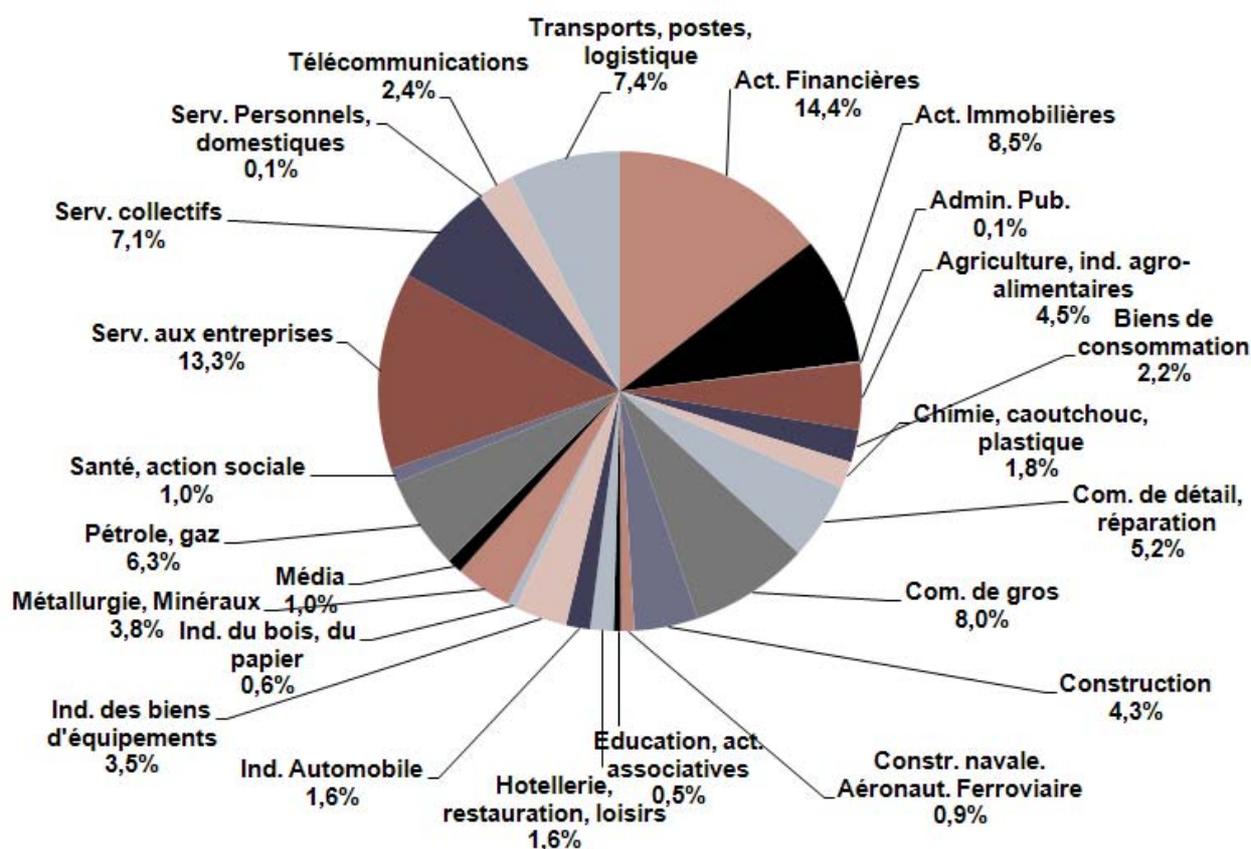
5 - Chapitre 9 : Gestion des risques

5.1 Analyse du portefeuille de crédit : encours risque de crédit

La mesure adoptée pour les expositions de crédit dans cette section est l'EAD – *Exposure At Default* (bilan et hors-bilan) hors titres de participation, immobilisations, comptes de régularisation.

Au 30 juin 2013, l'EAD totale du Groupe est de 687 Md EUR (dont 560 Md EUR d'exposition au bilan)

■ Ventilation sectorielle des encours Corporate du Groupe au 30.06.2013 (portefeuille bâlois entreprises, soit 262 Md EUR d'EAD)⁽¹⁾



⁽¹⁾ * EAD Bilan + Hors bilan, hors Immobilisations, comptes de régularisation et titres de participation

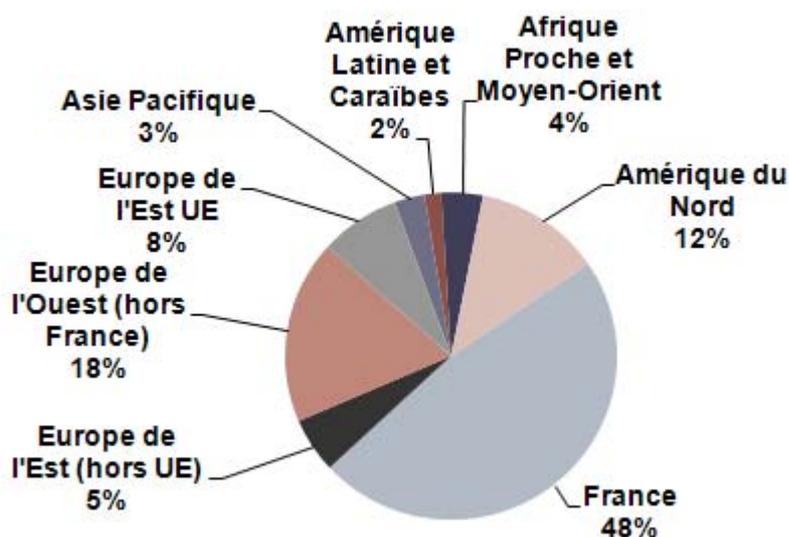
Le portefeuille *Corporate* (Grandes Entreprises, PME et Financements Spécialisés) présente une diversification sectorielle satisfaisante.

Au 30 juin 2013, le portefeuille *Corporate* s'élève à 262 Md EUR (exposition bilan et hors-bilan mesurée en EAD). Les secteurs Activités financières et Services aux Entreprises représentent chacun plus de 10% du portefeuille.

Les expositions du Groupe sur ses dix premières contreparties *Corporate* représentent environ 8% de ce portefeuille.

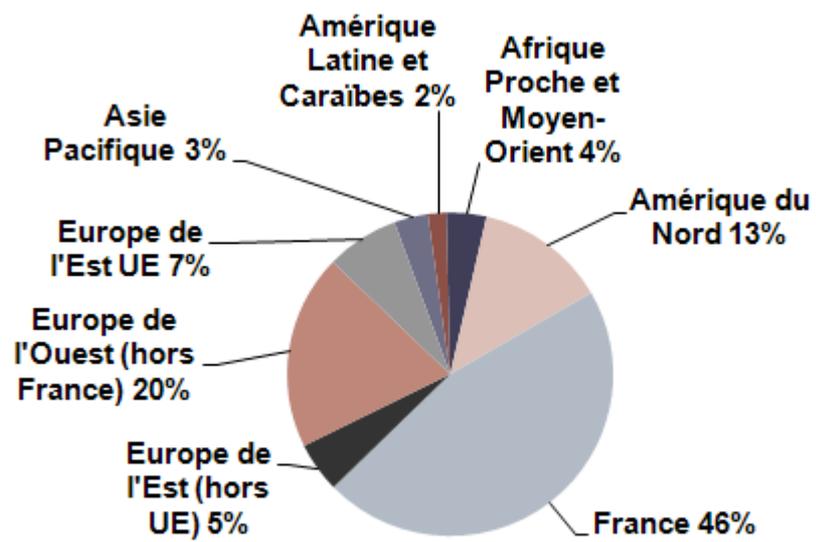
■ **Ventilation géographique des encours risque de crédit du Groupe au 30.06.2013 (toutes clientèles confondues)**

ENGAGEMENTS BILAN (soit 560 Md EUR d'EAD⁽²⁾) :



⁽²⁾ Totalité du risque crédit (risque débiteur, émetteur et de remplacement, tous portefeuilles, hors Immobilisations, titres de participations et comptes de régularisation)

ENGAGEMENTS BILAN + HORS - BILAN (soit 687 Md EUR d'EAD⁽²⁾) :



5.2 Informations financières spécifiques – Recommandations du FSF en matière de transparence financière

CDO NON COUVERTS EXPOSÉS À L'IMMOBILIER RÉSIDENTIEL AUX ETATS-UNIS

En Md EUR	CDO Tranches super senior & senior	
	Portefeuille prêts et créances	Portefeuille Trading
Exposition brute au 31.12.12 (1)	5,08	1,56
Exposition brute au 30.06.13 (1) (2)	5,11	1,00
Nature des sous-jacents	high grade / mezzanine (3)	mezzanine (3)
Point d'attachement au 31.12.12	3%	0%
Point d'attachement au 30.06.13	3%	0%
Au 30.06.13		
% d'actifs subprime sous-jacents	58%	88%
<i>dont originé en 2004 et avant</i>	8%	19%
<i>dont originé en 2005</i>	41%	28%
<i>dont originé en 2006</i>	8%	0%
<i>dont originé en 2007</i>	2%	41%
% d'actifs Mid-prime & Alt-A sous-jacents	3%	3%
% d'actifs Prime sous-jacents	4%	2%
% d'autres actifs sous-jacents	35%	7%
Stock de pertes de valeur et dépréciations Flux au S1-13	-1,93 <i>(dont 0 au S1-13)</i>	-0,94 <i>(dont 0,05 au S1-13)</i>
Stock de provisions pour risque de crédit Flux au S1-13	-2,38 <i>(dont -0,14 au S1-13)</i>	—
% total de décotes des CDO au 30.06.13	84%	95%
Exposition nette au 30.06.13 (1)	0,80	0,05

(1) Expositions au cours de clôture.

(2) Sur les portefeuilles de trading, la baisse de l'exposition par rapport au 31.12.2012 correspond principalement à la sortie de périmètre de plusieurs CDO suite à leur démantèlement ou à leur cession.

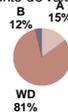
(3) 29% de l'exposition brute classée en « prêts et créances » et 99% de l'exposition brute classée en trading portent sur des sous-jacents mezzanine.

PROTECTIONS ACQUISES POUR COUVRIR DES EXPOSITIONS SUR CDO ET AUTRES ACTIFS

■ Après d'assureurs monolines

En Md EUR	30.06.2013				
	31.12.2012	Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur	Juste valeur des instruments couverts	Montant notionnel brut de la protection acquise	Montant notionnel brut des instruments couverts
Protections acquises auprès d'assureurs monolines					
Sur des CDO "marché résidentiel US"	1,11	0,00	0,00	0,00	0,00
Sur des CDO "hors marché résidentiel US"	0,25	0,11	0,59	0,74	0,74
Sur des CLO de Crédits Corporate	0,05	0,04	1,28	1,32	1,32
Sur des financements d'infrastructures & autres financements structurés	0,17	0,12	0,96	1,20	1,05
Autres risques de remplacement	0,15	0,03			
Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur	1,73	0,29			
Ajustements de valeur au titre du risque de crédit sur assureurs monolines (comptabilisés sur la protection)	-1,24	-0,18			
Exposition nette au risque de crédit sur assureurs monolines	0,49	0,12			
Nominal des couvertures achetées	-0,34	0,00			

Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur au 30.06.2013



Notation la plus basse donnée par Moody's ou S&P au 30/06/13

A: Assured Guaranty, FSA

B: Radian

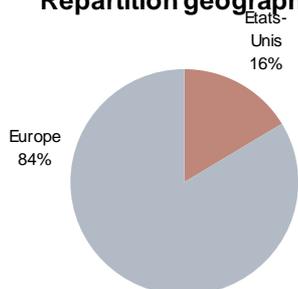
WD (withdrawn): Ambac, CIFG, Synco Capital Insurance

- Suite à la commutation avec MBIA, SG n'a plus d'exposition aux CDO « marché résidentiel US » couverts par monolines, les couvertures achetées sur le risque monolines ont été cédées

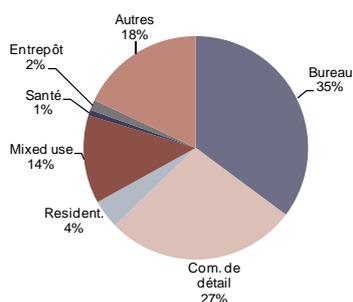
EXPOSITION CMBS⁽¹⁾

En Md EUR	31.12.2012	30.06.2013				S1-13			
	Exposition nette (2)	Exposition nette (2)	Exposition brute (3)		%AAA (4)	%AA & A (4)	Produit Net Bancaire (5)	Charge du Risque	Capitaux Propres
			Valeur	%exposition nette					
Portefeuille d'actifs de trading	0,09	0,09	0,15	58%	0%	0%	0,01	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0,08	0,05	0,06	75%	6%	6%	- 0,00	- 0,00	0,01
Portefeuille d'actifs de prêts	0,59	0,31	0,44	72%	3%	18%	0,01	- 0,02	-
Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance	0,02	0,02	0,02	97%	0%	4%	-	-	-
TOTAL	0,77	0,46	0,67	70%	3%	13%	0,01	- 0,02	0,01

Répartition géographique⁽⁴⁾



Répartition sectorielle⁽⁴⁾



- (1) Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté ci-après
 (2) Net de couverture et de perte de valeur
 (3) Capital restant à courir des actifs avant couverture
 (4) En % du capital restant à courir
 (5) Hors pertes sur couvertures de taux

EXPOSITION À L'IMMOBILIER RÉSIDENTIEL AMÉRICAIN : PRÊTS RÉSIDENTIELS ET RMBS

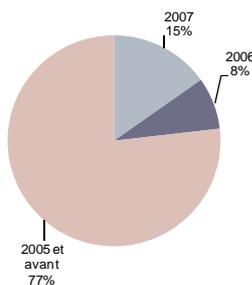
- Société Générale n'a pas d'activité d'origination de prêts résidentiels aux Etats-Unis
- RMBS « US »⁽¹⁾

En Md EUR	31.12.2012	30.06.2013				S1-13			
	Exposition nette (2)	Exposition nette (2)	Exposition brute (3)		%AAA (4)	%AA & A (4)	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
			Valeur	%exposition nette					
Portefeuille d'actifs de trading	0,04	0,02	0,05	47%	0%	0%	0,02	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0,09	0,10	0,30	32%	0%	14%	0,01	- 0,00	0,01
Portefeuille d'actifs de prêts	0,03	0,02	0,02	85%	0%	14%	-	-	-
TOTAL	0,16	0,14	0,37	37%	0%	12%	0,02	- 0,00	0,01

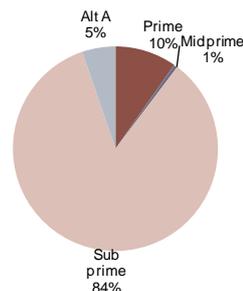
- (1) Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté ci-après
 (2) Net de couverture et de perte de valeur

- (3) Capital restant à courir des actifs avant couverture
 (4) En % du capital restant à courir

Répartition des actifs subprime par millésime⁽⁴⁾



Répartition du portefeuille de RMBS par type⁽⁴⁾



Note : Société Générale détient un portefeuille de prêts mid-prime repris à l'occasion du défaut d'un originateur 0,10 Md EUR en banking book net de dépréciations

EXPOSITIONS À L'IMMOBILIER RÉSIDENTIEL EN ESPAGNE ET AU ROYAUME-UNI

- Société Générale n'a pas d'activité d'origination en Espagne et au Royaume-Uni
- RMBS « Espagne »⁽¹⁾

En Md EUR	31.12.2012	30.06.2013					S1-13		
	Exposition nette (2)	Exposition nette (2)	Exposition brute (3)		%AAA (4)	%AA & A (4)	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
			Valeur	%exposition nette					
Portefeuille d'actifs de trading	0,00	0,00	0,00	0%	0%	0%	0,00	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0,09	0,07	0,09	76%	0%	18%	- 0,01	- 0,00	0,01
Portefeuille d'actifs de prêts	0,06	0,04	0,05	81%	0%	0%	-	-	-
Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance	0,00	0,00	0,00	100%	0%	0%	-	-	-
TOTAL	0,15	0,11	0,15	77%	0%	11%	- 0,01	- 0,00	0,01

- RMBS « Royaume-Uni »⁽¹⁾

En Md EUR	31.12.2012	30.06.2013					S1-13		
	Exposition nette (2)	Exposition nette (2)	Exposition brute (3)		%AAA (4)	%AA & A (4)	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
			Valeur	%exposition nette					
Portefeuille d'actifs de trading	0,04	0,02	0,03	91%	25%	41%	0,00	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0,07	0,06	0,07	87%	0%	64%	-	-	0,00
Portefeuille d'actifs de prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	0,11	0,08	0,09	88%	7%	58%	0,00	-	0,00

(1) Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté ci-après

(3) Capital restant à courir des actifs avant couverture

(2) Net de couverture et de perte de valeur

(4) En % du capital restant à courir

DÉRIVÉS DE CRÉDIT EXOTIQUES

- Portefeuille d'activités lié à une activité client
 - Commercialisation auprès d'investisseurs de titres indexés sur le crédit de portefeuilles composés d'ABS
 - Couverture de la protection de crédit ainsi générée dans les livres SG par achat du portefeuille d'ABS sous-jacents et vente d'indices
 - Gestion dynamique de la couverture en fonction de l'évolution des spreads de crédit par ajustement du portefeuille d'ABS détenus, des positions sur indices et des titres commercialisés

Exposition nette en équivalent 5 ans long risque (en M EUR)

En M EUR	31-déc.-12	30-juin-13
ABS américains	- 55	93
RMBS (1)	9	2
dont Prime	0	0
dont Midprime	0	0
dont Subprime	9	2
CMBS (2)	- 83	73
Autres US	19	19
Total	- 55	93

- Position nette en équivalent 5 ans : 93 M EUR
 - 4 M EUR de titres cédés sur le S1-13
 - Portefeuille résiduel composé à 71% de titres notés A et au dessus

(1) Exposition nette correspondant à l'exposition en delta d'un portefeuille sous-jacent couvert de 2 M EUR, dont 2 M EUR Subprime

(2) Exposition nette correspondant à l'exposition en delta d'un portefeuille sous-jacent couvert de 1 M EUR

5.3 Couverture des encours douteux

ENCOURS DOUTEUX*

En Md EUR	31/12/2012**	31/03/2013	30/06/2013
Créances brutes en Md EUR*	407,1	424,2	415,4
Créances douteuses en Md EUR	23,7	24,3	24,3
Sûretés relatives aux encours dépréciés en Md EUR	6,1	6,3	6,4
Engagements provisionnables en Md EUR	17,7	18,0	17,8
Taux d'encours douteux (Engagements provisionnables / Créances brutes)	4,3%	4,2%	4,3%
Provisions spécifiques en Md EUR	12,5	12,7	12,5
Provisions spécifiques / Engagements provisionnables	71%	71%	70%
Provisions base portefeuille en Md EUR	1,1	1,2	1,3
Taux de couverture des encours douteux (Provisions globales / Engagements provisionnables)	77%	77%	78%

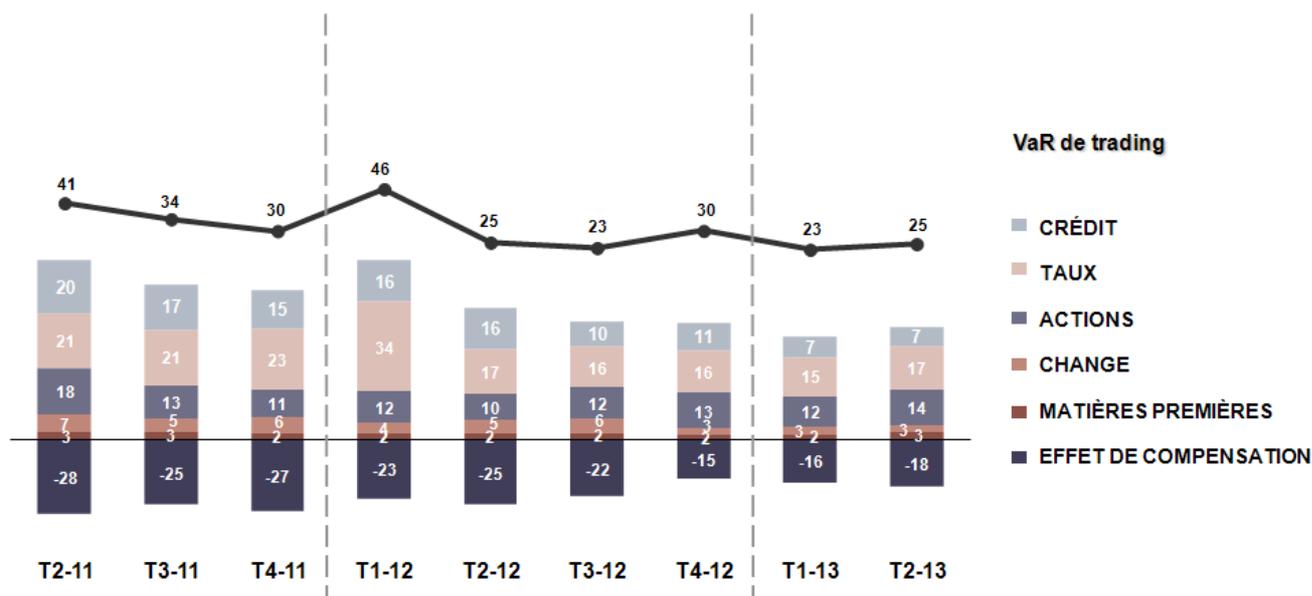
* Prêts et créances sur la clientèle, prêts et créances sur les établissements de crédit et opérations de location financement et assimilés. Hors actifs gérés en extinction (provisions de 2,5 Md EUR au 30 juin 2013, 2,4 Md EUR au 31 mars 2013, 2,3 Md EUR au 31 déc. 2012)

** Excluant les entités qui font l'objet d'un reclassement selon la norme IFRS 5, notamment : Geniki et TCW à partir du T3-12 ; NSGB au T4-12

5.4 Evolution de la VaR de trading

Moyenne trimestrielle de la Valeur en Risque (VaR) à 99%, indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la banque, en particulier dans ses activités de trading, en millions d'euros :

Moyenne trimestrielle de la VaR de trading, à 1 jour, 99% (En M EUR)



Depuis le 01/01/2008, le périmètre de la VaR de crédit exclut des positions de CDO hybrides maintenant traités prudemment en banking book.

5.5 Risques juridiques *(actualisation des pages 259 à 261 du DDR 2013)*

- Vladimir Golubkov, Directeur général de Rosbank à l'époque des faits, ainsi qu'une collaboratrice de l'établissement font l'objet d'une enquête pénale en Russie pour des agissements qui seraient constitutifs de corruption.
- Société Générale Algérie (SGA) et plusieurs de ses responsables d'agence sont poursuivis pour infraction à la législation locale sur les changes et les transferts de capitaux avec l'étranger. Il est reproché aux prévenus d'avoir manqué à leurs obligations déclaratives à l'égard de la Banque d'Algérie s'agissant des mouvements de capitaux liés à des exportations ou importations effectuées par les clients de SGA. Les faits ont été révélés au cours d'enquêtes menées par la Banque d'Algérie qui s'est ensuite constituée partie civile. SGA et ses agents ont été condamnés dans certaines procédures et mis hors de cause dans d'autres. L'ensemble des procédures a fait l'objet de recours devant la Cour Suprême. A ce jour, six affaires se sont terminées en faveur de SGA et treize affaires sont encore en cours devant la Cour Suprême pour un montant total en jeu de 107,97 M EUR.
- En octobre 2005, les commissaires à l'exécution des plans de cession des sociétés Moulinex et Brandt, déclarées en redressement judiciaire en 2001, ont assigné les banques membres des crédits syndiqués consentis en 1997 à Moulinex et en 1998 à Brandt. Ils demandent leur condamnation, in solidum, à réparer le préjudice subi par les créanciers pour soutien abusif. Les dommages-intérêts demandés à Société Générale et au Crédit du Nord s'élèvent respectivement à 192,4 M EUR et 51,7 M EUR. Société Générale et le Crédit du Nord, qui ne détenaient qu'une part dans les crédits, contestent cette assignation car les banques ont été les premières victimes de la déconfiture de Moulinex et de Brandt, après avoir essayé de les soutenir sur le fondement de plans de redressement sérieux et crédibles. Par jugements en date du 28 juin 2013, le Tribunal de commerce de Nanterre a rejeté l'intégralité des demandes des commissaires à l'exécution du plan. Un appel reste possible.

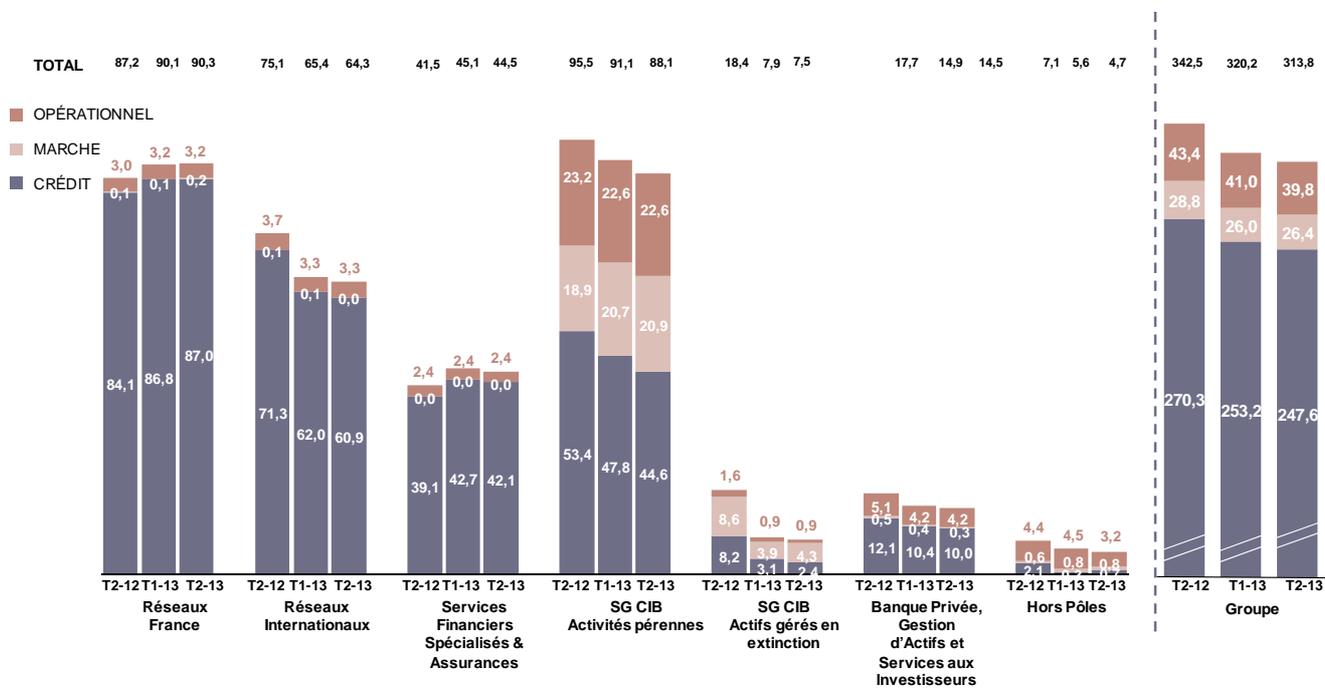
5.6 Ratios réglementaires

5.6.1 Gestion des ratios prudentiels

Le premier semestre 2013 a été marqué par une nouvelle émission subordonnée Lower Tier 2 en nom Société Générale exécutée au mois de Juin pour un montant de 1Md EUR , maturité 10 ans, et, d'autre part, en mai 2013, par le remboursement à première date de call d'une émission de titres subordonnés Tier 1 pour un montant de 795 MEUR et qui avait été mise en place en mai 2008.

5.6.2 Extraits de la présentation du 1^{er} aout 2013 : Résultats du deuxième trimestre 2013 (et annexes)

ENCOURS PONDÉRÉS* DES RISQUES BALE 2.5 (CRD3) (en Md EUR)



RATIOS PRUDENTIELS BÂLE 2.5

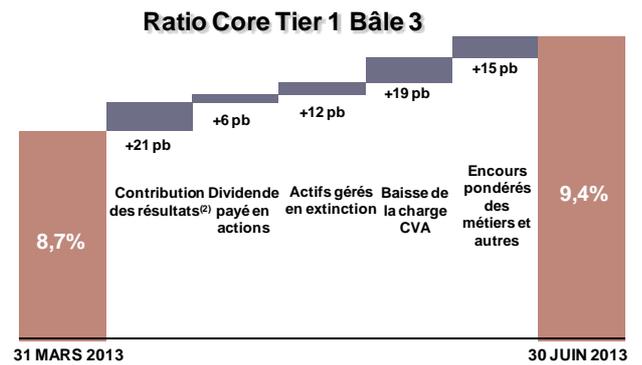
En milliards d'euros	31 mars 13	30 juin 13
Capitaux propres part du Groupe	49,9	49,4
Titres super subordonnés (TSS)*	(5,3)	(4,5)
Titres Subordonnés à Durée Indeterminée (TSDI)*	(1,6)	(1,6)
Dividendes proposés et coupons à verser sur TSS et TSDI	(0,8)	(0,6)
Ecarts d'acquisition et incorporels	(7,8)	(7,6)
Participations ne donnant pas le contrôle	3,2	3,2
Déductions et retraitements prudentiels	(3,9)	(3,5)
Capital Core Tier 1	33,8	34,9
Fonds propres additionnels de catégorie 1	5,9	5,1
Capital Tier 1	39,8	40,0
Fonds propres de catégorie 2	4,4	5,3
Fonds propres globaux Bâle 2 (Tier 1 + Tier 2)	44,1	45,3
Encours pondérés	320,2	313,8
Ratio Core Tier 1	10,6%	11,1%
Ratio Tier 1	12,4%	12,7%
Ratio Global de solvabilité	13,8%	14,4%

Ratios publiés selon les règles Bâle 2.5 (Bâle 2 intégrant les exigences de la CRD 3)

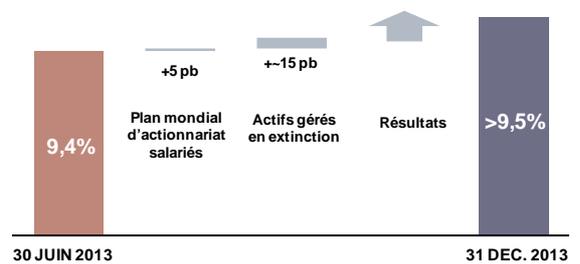
* Hors primes d'émission sur les TSS et les TSDI

POURSUITE DU RENFORCEMENT DES RATIOS DE SOLVABILITÉ

- Ratio CT1 Bâle 3 sans phasage : 9,4%⁽¹⁾ à fin juin, +73 pb sur le trimestre
 - Contribution des résultats⁽²⁾ et dividende 2012 payé en actions : +27 pb
 - Réduction significative du portefeuille d'actifs gérés en extinction : +12 pb
 - Baisse de la charge en capital au titre de la CVA : +19 pb
- Ratio CT1 Bâle 3 au dessus de 9,5% à fin 2013
- Ratio de levier Bâle 3⁽¹⁾ attendu au-dessus de 3% à la fin de l'année par contribution des résultats et contrôle du bilan
- Ratio CT1 Bâle 2.5 : 11,1% à fin juin 2013



Trajectoire ratio Core Tier 1 Bâle 3



(1) Proforma non phasé basé sur notre compréhension des règles CRR/CRD4 publiées le 26 juin 2013, incluant le compromis danois pour l'assurance

(2) Retraités de la DVA et de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, nets de la provision pour dividendes

6 - Chapitre 10 : Eléments financiers :

6.1 Etats financiers au 30 juin 2013

SOMMAIRE DES ETATS FINANCIERS

Bilan consolidé

Compte de résultat consolidé

Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Evolution des capitaux propres

Note 1 Principales comptables

Note 2 Évolution du périmètre de consolidation

Note 3 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Note 4 Actifs financiers disponibles à la vente

Note 5 Prêts et créances sur les établissements de crédit

Note 6 Prêts et créances sur la clientèle

Note 7 Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées

Note 8 Écarts d'acquisition

Note 9 Dettes envers les établissements de crédit

Note 10 Dettes envers la clientèle

Note 11 Dettes représentées par un titre

Note 12 Provisions et dépréciations

Note 13 Expositions au risque souverain

Note 14 Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Note 15 Produits et charges d'intérêts

Note 16 Produits et charges de commissions

Note 17 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Note 18 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

Note 19 Frais de personnel

Note 20 Plans d'avantages en actions

Note 21 Coût du risque

Note 22 Impôts sur les bénéfices

Note 23 Résultat par action

Note 24 Information sectorielle

Etats financiers consolidés

Bilan consolidé

Actif

(En M EUR)		30.06.2013	31.12.2012*
Caisse et banques centrales		72 245	67 591
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Note 3	482 359	484 026
Instruments dérivés de couverture		12 174	15 934
Actifs financiers disponibles à la vente	Note 4	128 128	127 714
Prêts et créances sur les établissements de crédit	Note 5	101 724	77 204
Prêts et créances sur la clientèle	Note 6	341 241	350 241
Opérations de location financement et assimilées		27 906	28 745
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		3 450	4 402
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		1 078	1 186
Actifs d'impôts		6 283	6 154
Autres actifs		52 327	53 646
Actifs non courants destinés à être cédés	Note 7	480	9 417
Participations dans les entreprises mises en équivalence		2 060	2 119
Immobilisations corporelles et incorporelles		17 412	17 190
Ecarts d'acquisition	Note 8	5 215	5 320
Total		1 254 082	1 250 889

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective. Les rubriques impactées sont les Actifs d'impôts pour 245 M EUR, les Autres actifs pour -59 M EUR, et les Actifs non courants destinés à être cédés pour 7 M EUR.

Bilan consolidé (suite)

Passif

(En M EUR)		30.06.2013	31.12.2012*
Banques centrales		5 745	2 398
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Note 3	424 419	411 388
Instruments dérivés de couverture		10 664	13 975
Dettes envers les établissements de crédit	Note 9	110 626	122 049
Dettes envers la clientèle	Note 10	349 968	337 230
Dettes représentées par un titre	Note 11	129 623	135 744
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		4 315	6 508
Passifs d'impôts		1 205	1 150
Autres passifs		58 502	58 163
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	Note 7	972	7 327
Provisions techniques des entreprises d'assurance	Note 12	93 276	90 831
Provisions	Note 12	3 719	3 523
Dettes subordonnées		7 752	7 052
Total dettes		1 200 786	1 197 338
CAPITAUX PROPRES			
Capitaux propres part du Groupe			
Capital et réserves liées		25 969	26 196
Réserves consolidées		21 949	21 916
Résultat de l'exercice		1 319	790
Sous-total		49 237	48 902
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Note 14	176	377
Sous-total capitaux propres part du Groupe		49 413	49 279
Participations ne donnant pas le contrôle		3 883	4 272
Total capitaux propres		53 296	53 551
Total		1 254 082	1 250 889

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective. Les rubriques impactées sont les Passifs d'impôts pour -17 M EUR, les Passifs non courants destinés à être cédés pour 40 M EUR, les Provisions pour 716 M EUR, les Réserves consolidées pour -542 M EUR, le Résultat de l'exercice pour 16 M EUR, les Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour -4 M EUR et les Participations ne donnant pas le contrôle pour -16 M EUR.

Le total des capitaux propres est ainsi ajusté pour un montant de -546 M EUR.

Compte de résultat consolidé

(En M EUR)		30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2012**
Intérêts et produits assimilés	Note 15	13 537	29 904	15 538
Intérêts et charges assimilées	Note 15	(8 306)	(18 592)	(9 433)
Dividendes sur titres à revenu variable		104	314	84
Commissions (produits)	Note 16	4 552	9 515	5 047
Commissions (charges)	Note 16	(1 262)	(2 538)	(1 493)
Résultat net des opérations financières		2 194	3 201	2 317
<i>dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	Note 17	1 984	2 566	2 093
<i>dont gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	Note 18	210	635	224
Produits des autres activités		28 497	38 820	16 209
Charges des autres activités		(27 995)	(37 514)	(15 686)
Produit net bancaire		11 321	23 110	12 583
Frais de personnel	Note 19	(4 754)	(9 493)	(4 919)
Autres frais administratifs		(2 782)	(6 000)	(2 948)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(439)	(925)	(444)
Résultat brut d'exploitation		3 346	6 692	4 272
Coût du risque	Note 21	(1 913)	(3 935)	(1 724)
Résultat d'exploitation		1 433	2 757	2 548
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		76	154	61
Gains ou pertes nets sur autres actifs		448	(504)	(7)
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	Note 8	-	(842)	(450)
Résultat avant impôts		1 957	1 565	2 152
Impôts sur les bénéfices	Note 22	(425)	(341)	(741)
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 532	1 224	1 411
Participations ne donnant pas le contrôle		213	434	240
Résultat net part du Groupe		1 319	790	1 171
Résultat par action ordinaire	Note 23	1,53	0,66	1,38
Résultat dilué par action ordinaire	Note 23	1,53	0,66	1,37

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective. Les rubriques impactées sont les Frais de personnel pour 20 M EUR, les Gains ou pertes nets sur autres actifs pour 3 M EUR et les Impôts sur les bénéfices pour -7 M EUR.

** Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective. Les rubriques impactées sont les Frais de personnel pour 8 M EUR et les Impôts sur les bénéfices pour -2 M EUR.

Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2012*
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 532	1 224	1 411
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et recyclables ultérieurement en résultat	(377)	1 543	1 007
Ecarts de conversion	(310)	40	300
Actifs financiers disponibles à la vente	(58)	2 143	974
Instruments dérivés de couverture	(2)	(31)	36
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence et recyclable ultérieurement en résultat	(7)	2	5
Impôts sur éléments recyclables ultérieurement en résultat	-	(611)	(308)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et non recyclables en résultat	71	(209)	(129)
Ecarts actuariels sur avantages post-emploi	109	(310)	(192)
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence non recyclables en résultat	-	-	-
Impôts sur éléments non recyclables en résultat	(38)	101	63
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres Note 14	(306)	1 334	878
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 226	2 558	2 289
Dont part du Groupe	1 118	1 987	1 984
Dont participations ne donnant pas le contrôle	108	571	305

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

Evolution des capitaux propres

	Capital et réserves liées					Réserves consolidées
	Capital souscrit	Primes et réserves liées	Elimination des titres auto-détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total	
<i>(En M EUR)</i>						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2012	970	19 203	(1 265)	6 173	25 081	23 001
Effet de l'adoption d'IAS 19 révisée						(342)
Capitaux propres retraités au 1^{er} janvier 2012	970	19 203	(1 265)	6 173	25 081	22 659
Augmentation de capital	5	75			80	
Elimination des titres auto-détenus			333		333	(203)
Emissions d'instruments de capitaux propres				(521)	(521)	76
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		68			68	
Distribution S1 2012						(246)
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle						(6)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	5	143	333	(521)	(40)	(379)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et autres variations						(19)
Effet de l'application rétrospective d'IAS 19 révisée ⁽¹⁾						(128)
Résultat S1 2012						
Sous-total	-	-	-	-	-	(147)
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence						
Capitaux propres au 30 juin 2012	975	19 346	(932)	5 652	25 041	22 133
Augmentation de capital	-	-			-	
Elimination des titres auto-détenus			(39)		(39)	22
Emissions d'instruments de capitaux propres		-		1 129	1 129	66
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		65			65	
Distribution S2 2012						(195)
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle						(38)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	65	(39)	1 129	1 155	(145)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et autres variations						-
Effet de l'application rétrospective d'IAS 19 révisée ⁽¹⁾						(72)
Résultat S2 2012						
Sous-total	-	-	-	-	-	(72)
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence						
Capitaux propres au 31 décembre 2012	975	19 411	(971)	6 781	26 196	21 916
Affectation du résultat						790
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2013	975	19 411	(971)	6 781	26 196	22 706
Augmentation de capital ⁽²⁾	12	215			227	(1)
Elimination des titres auto-détenus ⁽³⁾			264		264	(233)
Emissions d'instruments de capitaux propres ⁽⁴⁾		-		(795)	(795)	81
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions ⁽⁵⁾		77			77	
Distribution S1 2013 ⁽⁶⁾						(597)
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle ⁽⁷⁾						-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	12	292	264	(795)	(227)	(750)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et autres variations						(7)
Résultat S1 2013						
Sous-total	-	-	-	-	-	(7)
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence						
Capitaux propres au 30 juin 2013	987	19 703	(707)	5 986	25 969	21 949

(1) Les écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies, nets d'impôts, sont transférés directement en Réserves consolidées en fin d'exercice.

(2) Au 30 juin 2013, le capital de Société Générale S.A. entièrement libéré s'élève à 987 491 744 EUR et se compose de 789 993 395 actions d'une valeur nominale de 1,25 EUR.

Au cours du premier semestre 2013, Société Générale S.A. a réalisé une augmentation de capital réservée au personnel dans le cadre du plan d'attribution gratuite d'actions pour un montant de 1 M EUR, et une augmentation de capital relative à l'exercice par les actionnaires de l'option de distribution des dividendes 2012 en actions Société Générale de 11 M EUR assortie d'une prime d'émission de 215 M EUR.

<i>(En nombre d'actions)</i>	30.06.2013	31.12.2012
Actions ordinaires	789 993 395	780 273 227
Dont actions détenues en propre avec droits de vote (hors actions détenues à des fins de transaction)	22 517 613	26 270 956
Dont actions détenues par le personnel	56 661 943	59 344 358

(3) Au 30 juin 2013, les 25 287 336 actions détenues par les sociétés du Groupe à des fins d'autocontrôle, de transaction ou de gestion active des fonds propres représentent 3,20% du capital de Société Générale S.A. Le montant porté en déduction de l'actif net relatif à l'acquisition par le Groupe de ses propres instruments de capitaux propres, fermes ou dérivés est de 707 M EUR, dont 133 M EUR au titre des activités de transaction.

Le Groupe a mis en place le 22 août 2011 un contrat de liquidité qui, pour sa mise en œuvre, a été doté de 170 M EUR afin d'intervenir sur le titre Société Générale. Au 30 juin 2013, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité : 193 M EUR.

L'évolution de l'autocontrôle sur 2013 s'analyse comme suit :

<i>(En M EUR)</i>	Contrat de liquidité	Activités de transaction	Autocontrôle et gestion active des Fonds Propres	Total
Cessions nettes d'achats	10	38	216	264
Plus-values nettes d'impôts sur actions propres et dérivés sur actions propres imputées sur les fonds propres	2	(1)	(234)	(233)

(4) La diminution de 795 M EUR des autres instruments de capitaux propres résulte du remboursement au pair du nominal résiduel du titre super subordonné en euros émis le 22 mai 2008.

Résultat de l'exercice part du Groupe	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle				Total capitaux propres consolidés	
	Ultérieurement recyclables en résultat			Non recyclables en résultat				Total	Capital et réserves	Actions de préférence émises par les filiales	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		Total
	Ecart de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Impact impôt	Ecart actuariels sur avantages post emploi	Impôt sur écarts actuariels sur avantages post emploi							
-	(320)	(1 268)	90	483			(1 015)	47 067	3 584	420	41	4 045	51 112
	(5)						(5)	(347)	(8)			(8)	(355)
-	(325)	(1 268)	90	483	-	-	(1 020)	46 720	3 576	420	41	4 037	50 757
								80				-	80
								130				-	130
								(445)				-	(445)
								68				-	68
								(246)	(201)			(201)	(447)
								(6)	(1)			(1)	(7)
-	-	-	-	-	-	-	-	(419)	(202)	-	-	(202)	(621)
	299	895	36	(290)			940	921	(5)		67	62	983
6	(3)						(3)	(125)	(1)		(1)	(2)	(127)
1 165								1 165	240			240	1 405
1 171	296	895	36	(290)	-	-	937	1 961	234	-	66	300	2 261
		7	(2)	(1)			4	4				-	4
1 171	(29)	(366)	124	192	-	-	(79)	48 266	3 608	420	107	4 135	52 401
								-				-	-
								(17)				-	(17)
								1 195				-	1 195
								65				-	65
								(195)	(24)			(24)	(219)
								(38)	(105)			(105)	(143)
	-	-	-	-	-	-	-	1 010	(129)	-	-	(129)	881
	(271)	1 077	(67)	(284)			455	455	-		78	78	533
10	4						4	(58)	(8)		2	(6)	(64)
(391)								(391)	194			194	(197)
(381)	(267)	1 077	(67)	(284)			459	6	186	-	80	266	272
		(3)	-	-			(3)	(3)				-	(3)
790	(296)	708	57	(92)			377	49 279	3 665	420	187	4 272	53 551
(790)								-				-	-
-	(296)	708	57	(92)	-	-	377	49 279	3 665	420	187	4 272	53 551
								226				-	226
								31				-	31
								(714)				-	(714)
								77	-			-	77
								(597)	(181)			(181)	(778)
								-	(318)			(318)	(318)
	-	-	-	-	-	-	-	(977)	(499)	-	-	(499)	(1 476)
	(255)	5	(6)	(10)	109	(38)	(195)	(202)	2		(105)	(103)	(305)
1 319								1 319	213			213	1 532
1 319	(255)	5	(6)	(10)	109	(38)	(195)	1 117	215	-	(105)	110	1 227
		(7)	-	1			(6)	(6)				-	(6)
1 319	(551)	706	51	(101)	109	(38)	176	49 413	3 381	420	82	3 883	53 296

(5) Le montant des paiements en actions dénoués par remise d'instruments de capitaux propres relatifs à l'année 2013 est de 77 M EUR : 43 M EUR dans le cadre des attributions gratuites d'actions, 30 M EUR ont été comptabilisés dans celui du plan mondial d'actionnariat salarié, 3 M EUR relatifs aux rémunérations en actions ordinaires et 1 M EUR comptabilisés au titre des plans d'options d'achat ou de souscriptions d'actions.

(6) La distribution du premier semestre 2013 se décompose de la manière suivante :

	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Actions ordinaires	(341)	(181)	(522)
- Dont payés en actions	(226)		(226)
- Dont payés en numéraire	(115)		(115)
Autres instruments de capitaux propres	(256)		(256)
Total	(597)	(181)	(778)

(7) Les -318 M EUR d'effets des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle résultent notamment de :

- 321 M EUR d'effet négatif des variations de périmètre, dont -316 M EUR relatifs à la cession de National Société Générale Bank et -5 M EUR liés au rachat par le Crédit du Nord des actions détenues par des actionnaires minoritaires de Banque Paribas ;

- 3 M EUR d'effet positif lié à des augmentations de capital.

Tableau des flux de trésorerie

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2012*
Flux de trésorerie net des activités opérationnelles			
Bénéfice net après impôt (I)	1 532	1 224	1 411
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 651	3 262	1 603
Dotations nettes aux provisions	3 487	4 857	1 723
Quote-part de bénéfice (perte) du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	(76)	(154)	(61)
Impôts différés	(376)	(787)	154
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	(453)	454	(36)
Variation des produits constatés d'avance	35	91	157
Variation des charges constatées d'avance	(123)	40	(131)
Variation des produits courus non encaissés	(52)	138	113
Variation des charges courues non décaissées	(699)	330	(305)
Autres mouvements	2 937	3 181	714
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)	6 331	11 412	3 931
Reclassement du résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾ (III)	(1 984)	(2 566)	(2 093)
Opérations interbancaires	(34 097)	21 374	3 387
Opérations avec la clientèle	21 903	7 623	12 202
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	15 044	(6 432)	166
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	(4 675)	(2 816)	1 509
Augmentations / diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels (IV)	(1 825)	19 749	17 264
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A) = (I) + (II) + (III) + (IV)	4 054	29 820	20 513
Flux de trésorerie net des activités d'investissement			
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	171	1 029	438
Immobilisations corporelles et incorporelles	(1 777)	(4 033)	(2 447)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B)	(1 606)	(3 004)	(2 009)
Flux de trésorerie net des activités de financement			
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires	(1 010)	277	(682)
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	563	(3 354)	(3 065)
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)	(447)	(3 077)	(3 747)
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A) + (B) + (C)	2 001	23 739	14 757
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	65 888	42 992	42 992
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	8 463	7 620	7 620
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	66 543	65 888	54 730
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	9 809	8 463	10 639
Variation de trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 001	23 739	14 757

*Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

(1) Le résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat comprend les résultats réalisés et latents.

Note 1

Principes comptables

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Société Générale (« le Groupe ») au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2013 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS (*International Accounting Standards*) 34 « Information financière intermédiaire ». Ainsi les notes présentées en annexe des états financiers consolidés semestriels portent sur les événements et transactions importants pour comprendre l'évolution de la situation et de la performance financière du Groupe au cours du premier semestre 2013 ; ces notes doivent être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2012 tels qu'ils figurent dans le Document de référence au titre de l'exercice 2012.

Par ailleurs, les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Recours à des estimations

Pour la préparation des comptes consolidés semestriels résumés, l'application des principes et méthodes comptables mentionnés ci-après conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes consolidés et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir alors une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ainsi que l'évaluation des dépréciations d'actifs, des provisions, des actifs d'impôts différés comptabilisés au bilan et des écarts d'acquisition.

Principes et méthodes comptables retenus

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne et détaillés dans la Note 1 « Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés » des états financiers consolidés de l'exercice 2012, complétés par les normes comptables ou interprétations suivantes appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2013.

Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2013

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'adoption par l'Union européenne
Amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global »	16 juin 2011	5 juin 2012
Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel »	16 juin 2011	5 juin 2012
IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur »	12 mai 2011	11 décembre 2012

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'adoption par l'Union européenne
IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert »	19 octobre 2011	11 décembre 2012
Amendements à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents »	20 décembre 2010	11 décembre 2012
Amendements à IFRS 7 « Informations à fournir - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers »	16 décembre 2011	13 décembre 2012
Améliorations annuelles (2009-2011) des IFRS - mai 2012	17 mai 2012	27 mars 2013

Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel »

Les principales conséquences des amendements à IAS 19 « avantages du personnel » sont l'enregistrement obligatoire en *Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres* des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies et, en cas de modification de plan, la comptabilisation immédiate en résultat du coût des services passés, que les droits soient acquis ou non. Le montant, net d'impôt, des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies reconnus sur la période est transféré directement en *Réserves consolidées* en fin d'exercice. L'application de ces amendements est rétrospective et leur incidence sur les exercices précédents a été enregistrée dans les capitaux propres. Le bilan d'ouverture et les données comparatives de l'exercice 2012 ont été retraités, les montants de ces retraitements sont mentionnés au pied du bilan consolidé.

Amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global »

Les amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global » modifient certaines dispositions relatives à la présentation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres dont les différentes composantes sont regroupées pour distinguer les éléments recyclables ou non en résultat.

IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur »

La norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. IFRS 13 ne modifie pas le champ d'application de la juste valeur mais précise les modalités de calcul de la juste valeur des actifs et passifs financiers et non financiers lorsqu'une autre norme IFRS le requiert ou le permet et complète les informations à présenter dans les notes aux états financiers. Les conséquences de cette norme portent essentiellement sur la prise en compte du risque de crédit propre dans la valorisation des passifs financiers dérivés (*Debt Value Adjustment – DVA*). Par ailleurs, l'évolution des techniques de valorisation, qui intègre notamment les précisions apportées par cette norme, a amené le Groupe à ajuster les modalités d'évaluation du risque de contrepartie dans la juste valeur des actifs financiers dérivés (*Credit Value Adjustment – CVA*).

L'application d'IFRS 13 étant prospective à compter du 1er janvier 2013, les effets de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés du Groupe ont été enregistrés dans le résultat de la période (Cf. Note 17).

Hormis les ajustements liés à la CVA et à la DVA, les méthodes de valorisation des instruments financiers et la nature des données utilisées pour mesurer leur juste valeur sont, au 30 juin 2013, comparables à celles décrites dans la Note 3 « Juste valeur des instruments financiers » des annexes aux états financiers consolidés de l'exercice 2012.

Méthodologie de calcul de la CVA et de la DVA

Le Groupe calcule la CVA et la DVA séparément pour chaque entité du Groupe qui porte des instruments financiers dérivés. Ces ajustements de valeur sont déterminés pour chaque contrepartie non douteuse avec laquelle l'entité est exposée, en tenant compte des accords légaux de compensation.

La CVA est déterminée sur la base de l'exposition attendue positive de l'entité du Groupe vis-à-vis de la contrepartie, multipliée par la probabilité de défaut (PD) de la contrepartie conditionnée à l'absence de défaut de l'entité concernée et par le montant des pertes en cas de défaut (LGD). La DVA est déterminée sur la base de

l'exposition attendue négative de l'entité du Groupe concernée vis-à-vis de la contrepartie, multipliée par la probabilité de défaut (PD) de l'entité conditionnée à l'absence de défaut de la contrepartie et par le montant des pertes en cas de défaut (LGD). Ces calculs sont réalisés sur la durée de vie de l'exposition potentielle.

Pour la plupart des instruments, le Groupe utilise, pour calculer l'exposition attendue positive vis-à-vis d'une contrepartie, une méthodologie de simulation qui intègre le champ des expositions potentielles sur le portefeuille des transactions réalisées avec la contrepartie sur la durée de vie d'un instrument (modèle Monte Carlo). Cette méthodologie de simulation prend en compte les mécanismes de réduction de risque tels que les accords de compensation et les accords de collatéraux conclus avec la contrepartie.

Le calcul de la CVA et de la DVA privilégie l'utilisation de PD basées sur des données de marché observables et pertinentes, comme les spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Lorsqu'il n'y a pas de spread de CDS disponible, les PD sont estimées selon des pratiques de marché en tenant compte de données appropriées incluant des indices de CDS et des notations. Les LGD sont généralement déterminées sur la base de données de marché observables, en tenant compte de la nature de la contrepartie. Des hypothèses alternatives de pertes en cas de défaut peuvent être retenues si la nature de l'exposition et les données disponibles le justifient.

Pour certaines catégories d'instruments dérivés auxquelles la méthodologie de simulation ne trouve pas à s'appliquer, ainsi que pour les expositions sur des dérivés portés par des activités de transaction de faible taille pour lesquelles l'outil de simulation n'est pas encore disponible, le Groupe calcule les expositions attendues positives en utilisant une méthodologie simplifiée généralement fondée sur les mêmes principes que la méthodologie de simulation. Le calcul est réalisé au niveau de chaque transaction, avec une prise en compte plus limitée des mécanismes de réduction de risque (comme les accords de compensation et les accords de collatéraux) que dans la méthodologie de simulation décrite précédemment.

À l'exception de certaines chambres de compensation, le Groupe retient toutes les contreparties pour les calculs de la CVA et de la DVA et n'effectue aucune compensation entre ces calculs à travers les entités du Groupe quand il n'y a pas d'accord de compensation.

Normes comptables ou interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB (*International Accounting Standards Board*) a publié des normes et des interprétations qui n'ont pas toutes été adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2013. Ces normes et interprétations entreront en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 au plus tôt ou de leur adoption par l'Union européenne. Elles ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2013.

Normes comptables, interprétations ou amendements adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2013

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendements à IAS 32 « Présentation - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers »	13 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
IFRS 11 « Partenariats »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
Amendements à IAS 27 « Etats financiers individuels »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
Amendements à IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises »	11 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2014
Amendements à IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 sur les dispositions transitoires	4 avril 2013	1 ^{er} janvier 2014

Les amendements à IAS 32 « Présentation - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers » clarifient les règles de compensation des actifs et passifs financiers : la compensation serait obligatoire seulement si une entité a un droit inconditionnel et juridiquement exécutoire en toute circonstance de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler l'actif et le passif sur une base nette, soit de réaliser l'actif et le passif sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

La norme IFRS 10 « États financiers consolidés » redéfinit la notion de contrôle dans laquelle le recours au jugement est renforcé. Cette nouvelle définition du contrôle doit tenir compte à la fois : du pouvoir exercé sur l'entité, de l'exposition ou droits sur les rendements variables de l'entité et de la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur ces rendements.

La norme IFRS 11 « Partenariats » distingue deux types d'accords conjoints (activité conjointe et coentreprise) selon la nature des droits et obligations des partenaires et supprime l'option d'application de la méthode de l'intégration proportionnelle. Les coentreprises devront désormais être consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » définit l'ensemble des informations à présenter en annexe pour toutes les filiales, les partenariats et les entreprises associées ainsi que pour les entités structurées (consolidées ou non).

Les amendements à IAS 27 « États financiers individuels » précisent les modalités de comptabilisation des participations dans les états financiers individuels.

Les amendements à IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » tiennent compte des modifications apportées par la publication des normes IFRS 10 et IFRS 11 pour les participations dans les entreprises associées et les coentreprises.

Les amendements sur les dispositions transitoires d'IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 limitent les informations comparatives retraitées à la période comparative précédant l'application des normes IFRS 10, 11 et 12 et suppriment par ailleurs la nécessité de publier les informations comparatives retraitées pour les entités structurées non consolidées lors de la première année d'application de la norme IFRS 12.

Normes comptables, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2013

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IFRS 9 « Instruments financiers - Phase 1 : classement et évaluation »	12 novembre 2009, 28 octobre 2010 et 16 décembre 2011	1 ^{er} janvier 2015
Entités d'investissements (amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27)	31 octobre 2012	1 ^{er} janvier 2014
IFRIC 21 « Prélèvements »	20 mai 2013	1 ^{er} janvier 2014
Amendements à IAS 36 « Informations à fournir sur les montants recouvrables sur les actifs non financiers »	29 mai 2013	1 ^{er} janvier 2014
Amendements à IAS 39 « Novation de dérivés et maintien des relations de couverture »	27 juin 2013	1 ^{er} janvier 2014

Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend 768 sociétés au 30 juin 2013 :

- **613** sociétés intégrées globalement ;
- **86** sociétés intégrées proportionnellement ;
- **69** sociétés mises en équivalence.

Sont retenues dans le périmètre de consolidation les entités sur lesquelles le Groupe détient un contrôle exclusif ou conjoint ou exerce une influence notable et dont les états financiers présentent un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés du Groupe, notamment au regard du total bilan et du résultat brut d'exploitation.

Les principales modifications apportées au périmètre de consolidation retenu au 30 juin 2013, par rapport au périmètre en vigueur au 31 décembre 2012 sont les suivantes :

- Le Groupe a finalisé la cession de sa participation dans TCW Group Inc., soit 89,56%, à Carlyle Group et à la direction de TCW ;
- La participation du Groupe dans la Banque Tarneaud est passée de 97,57% à 100% suite au rachat par le Crédit du Nord des titres détenus par les actionnaires minoritaires ;
- Le Groupe a finalisé la cession de l'intégralité de sa participation dans National Société Générale Bank, soit 77,17%, à Qatar National Bank. Le résultat avant impôt de cette cession a été enregistré dans le compte de résultat en *Gains ou pertes nets sur autres actifs* pour un montant de 417 M EUR ;
- La participation du Groupe dans Société Générale Banque au Liban passe de 19% à 16,8% suite à une augmentation de capital à laquelle le Groupe n'a pas souscrit.

En application d'IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » sont notamment classés dans les rubriques *Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées* (Cf. note 7) les actifs et passifs de Société Générale Private Banking (Japan) Ltd. Le 23 juillet 2013, Société Générale a signé un accord définitif en vue de céder sa filiale Société Générale Private Banking (Japan) Ltd à Sumitomo Mitsui Banking Corporation. Cette transaction est soumise à l'approbation des autorités réglementaires locales.

Note 3

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2013				31.12.2012			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total
<i>(En M EUR)</i>								
Portefeuille de transaction								
Obligations et autres instruments de dettes	58 590	7 864	742	67 196	55 821	6 019	894	62 734
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	86 180	2 835	99	89 114	69 059	3 341	98	72 498
Autres actifs financiers	2	100 147	315	100 464	2	91 165	318	91 485
Sous-total portefeuille de transaction	144 772	110 846	1 156	256 774	124 882	100 525	1 310	226 717
<i>dont titres prêtés</i>				21 359				14 382
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat								
Obligations et autres instruments de dettes	8 145	181	45	8 371	8 370	171	45	8 586
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	11 018	1 940	197	13 155	10 577	1 994	131	12 702
Autres actifs financiers	17	14 514	152	14 683	12	17 497	283	17 792
Actifs distincts pour régimes d'avantages du personnel	-	106	-	106	-	104	1	105
Sous-total actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	19 180	16 741	394	36 315	18 959	19 766	460	39 185
Instruments de taux d'intérêt	63	122 603	790	123 456	48	158 774	1 273	160 095
<i>Instruments fermes</i>								
Swaps				90 834				119 453
FRA				192				517
<i>Instruments conditionnels</i>								
Options sur marchés organisés				87				4
Options de gré à gré				24 313				30 753
Caps, floors, collars				8 030				9 368
Instruments de change	316	19 593	65	19 974	398	21 023	59	21 480
<i>Instruments fermes</i>				14 955				16 554
<i>Instruments conditionnels</i>				5 019				4 926
Instruments sur actions et indices	1	26 511	663	27 175	8	17 393	879	18 280
<i>Instruments fermes</i>				1 761				1 109
<i>Instruments conditionnels</i>				25 414				17 171
Instruments sur matières premières	56	6 412	134	6 602	4	4 231	43	4 278
<i>Instruments fermes-Futures</i>				5 535				3 420
<i>Instruments conditionnels</i>				1 067				858
Dérivés de crédit	-	10 507	1 160	11 667	-	12 542	1 066	13 608
Autres instruments financiers à terme	18	255	123	396	9	236	138	383
<i>Instruments sur marchés organisés</i>				172				175
<i>Instruments de gré à gré</i>				224				208
Sous-total dérivés de transaction	454	185 881	2 935	189 270	467	214 199	3 458	218 124
Total instruments financiers à la juste valeur par résultat	164 406	313 468	4 485	482 359	144 308	334 490	5 228	484 026

(1) Y compris les OPCVM.

Note 3 (suite)

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2013				31.12.2012			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total
<i>(En M EUR)</i>								
Portefeuille de transaction								
Dettes représentées par un titre	-	9 932	17 088	27 020	-	10 866	14 980	25 846
Dettes sur titres empruntés	24 595	52 489	27	77 111	20 684	40 230	29	60 943
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	8 912	53	-	8 965	6 900	32	-	6 932
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	1 675	5	2	1 682	1 308	182	-	1 490
Autres passifs financiers	-	95 902	168	96 070	-	79 294	325	79 619
Sous-total portefeuille de transaction	35 182	158 381	17 285	210 848	28 892	130 604	15 334	174 830
Instruments de taux d'intérêt	46	116 570	2 971	119 587	40	152 085	1 738	153 863
<i>Instruments fermes</i>								
Swaps				85 110				112 070
FRA				314				331
<i>Instruments conditionnels</i>								
Options sur marchés organisés				20				21
Options de gré à gré				25 180				31 073
Caps, floors, collars				8 963				10 368
Instruments de change	300	21 183	112	21 595	1 003	21 908	111	23 022
<i>Instruments fermes</i>				15 942				17 613
<i>Instruments conditionnels</i>				5 653				5 409
Instruments sur actions et indices	252	29 284	707	30 243	96	20 087	711	20 894
<i>Instruments fermes</i>				2 025				1 712
<i>Instruments conditionnels</i>				28 218				19 182
Instruments sur matières premières	31	6 670	1	6 702	43	4 506	80	4 629
<i>Instruments fermes-Futures</i>				5 559				3 454
<i>Instruments conditionnels</i>				1 143				1 175
Dérivés de crédit	-	10 302	885	11 187	-	12 143	676	12 819
Autres instruments financiers à terme	202	804	2	1 008	4	868	1	873
<i>Instruments sur marchés organisés</i>				273				73
<i>Instruments de gré à gré</i>				735				800
Sous-total dérivés de transaction	831	184 813	4 678	190 322	1 186	211 597	3 317	216 100
Sous-total passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat ⁽²⁾	452	20 357	2 440	23 249	632	17 643	2 183	20 458
Total instruments financiers à la juste valeur par résultat	36 465	363 551	24 403	424 419	30 710	359 844	20 834	411 388

(2) La variation de juste valeur attribuable au risque de crédit propre a généré une charge de 992 M EUR au 30 juin 2013.

Les écarts de réévaluation liés au risque de crédit émetteur du Groupe sont évalués à l'aide de modèles tenant compte des conditions les plus récentes de refinancement effectif du groupe Société Générale sur les marchés et de la maturité résiduelle des passifs concernés.

Il n'y a pas eu, au cours du premier semestre 2013, de transfert significatif d'actifs ou de passifs financiers à la juste valeur par résultat entre les différents niveaux de valorisation.

Note 4

Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2013				31.12.2012			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total
<i>(En M EUR)</i>								
Activité courante								
Obligations et autres instruments de dettes	99 514	13 690	83	113 287	101 113	12 090	206	113 409
<i>dont dépréciation</i>				<i>(139)</i>				<i>(139)</i>
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	11 052	1 095	289	12 436	10 838	903	284	12 025
<i>dont perte de valeur</i>				<i>(1 757)</i>				<i>(1 873)</i>
Sous-total activité courante	110 566	14 785	372	125 723	111 951	12 993	490	125 434
Titres actions détenus à long terme	756	263	1 386	2 405	430	570	1 280	2 280
<i>dont perte de valeur</i>				<i>(498)</i>				<i>(518)</i>
Total des actifs financiers disponibles à la vente	111 322	15 048	1 758	128 128	112 381	13 563	1 770	127 714

(1) Y compris les OPCVM.

Note 5

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012
Comptes et prêts		
à vue et au jour le jour		
Comptes ordinaires	20 302	21 199
Prêts et comptes au jour le jour et autres	2 116	2 346
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	35
à terme		
Prêts et comptes à terme ⁽¹⁾	33 302	17 980
Prêts subordonnés et participatifs	576	580
Valeurs reçues en pension à terme	217	287
Créances rattachées	219	219
Total brut	56 732	42 646
Dépréciation		
Dépréciation sur créances individualisées	(36)	(60)
Réévaluation des éléments couverts	23	48
Total net	56 719	42 634
Titres reçus en pension livrée	45 005	34 570
Total	101 724	77 204
Juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit	100 948	77 190

(1) Au 30 juin 2013, le montant des créances individuelles présentant un risque avéré s'élève à 181 M EUR contre 202 M EUR au 31 décembre 2012.

Note 6

Prêts et créances sur la clientèle

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012
Prêts et avances à la clientèle		
Créances commerciales	10 793	11 528
Autres concours à la clientèle ⁽¹⁾	306 305	311 601
<i>dont crédits de trésorerie</i>	83 739	86 078
<i>dont crédits à l'exportation</i>	11 224	10 795
<i>dont crédits à l'équipement</i>	55 237	57 801
<i>dont crédits à l'habitat</i>	106 989	107 042
<i>dont autres crédits</i>	49 116	49 885
Comptes ordinaires débiteurs	17 536	17 168
Créances rattachées	1 437	1 448
Total brut	336 071	341 745
Dépréciation		
Dépréciation sur créances individualisées	(14 261)	(14 027)
Dépréciation sur groupes d'actifs homogènes	(1 304)	(1 128)
Réévaluation des éléments couverts	465	680
Total net	320 971	327 270
Valeurs reçues en pension	376	394
Titres reçus en pension livrée	19 894	22 577
Total des prêts et créances sur la clientèle	341 241	350 241
Juste valeur des prêts et créances sur la clientèle	347 090	353 525

(1) Au 30 juin 2013, le montant des créances individuelles présentant un risque avéré s'élève à 25 716 M EUR contre 25 300 M EUR au 31 décembre 2012.

Note 7

Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012*
Actifs	480	9 417
Immobilisations et écarts d'acquisition	10	1 108
Actifs financiers	3	2 398
Créances	463	5 575
<i>Dont : créances sur les établissements de crédit</i>	<i>31</i>	<i>476</i>
<i> créances sur la clientèle</i>	<i>389</i>	<i>4 400</i>
<i> autres</i>	<i>43</i>	<i>699</i>
Autres actifs	4	336
Passifs	972	7 327
Provisions	-	129
Dettes	962	6 907
<i>Dont : dettes envers les établissements de crédit</i>	<i>11</i>	<i>191</i>
<i> dettes envers la clientèle</i>	<i>951</i>	<i>5 666</i>
<i> autres</i>	<i>-</i>	<i>1 050</i>
Autres passifs	10	291

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

Note 8

Ecarts d'acquisition

Le tableau ci-dessous présente les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) par pôles et sous-pôles :

(En M EUR)	Valeur brute au 31.12.2012	Acquisitions et autres augmentations	Cessions et autres diminutions	Différence de change	Valeur brute au 30.06.2013	Dépréciations au 31.12.2012	Pertes de valeur	Cessions, différence de change et autres variations	Dépréciations au 30.06.2013	Valeur nette au 31.12.2012	Valeur nette au 30.06.2013
Réseaux France	752	-	-	(1)	751	-	-	-	-	752	751
Crédit du Nord	511	-	-	-	511	-	-	-	-	511	511
Réseaux Société Générale	241	-	-	(1)	240	-	-	-	-	241	240
Réseaux Internationaux	3 136	-	-	(90)	3 046	(537)	-	32	(505)	2 599	2 541
Réseaux Internationaux Union européenne + pré-Union européenne	1 917	-	-	(21)	1 896	-	-	-	-	1 917	1 896
Réseaux Internationaux Russie	1 142	-	-	(67)	1 075	(537)	-	32	(505)	605	570
Réseaux Internationaux Autres	77	-	-	(2)	75	-	-	-	-	77	75
Services Financiers Spécialisés et Assurances	1 282	-	(17)	(35)	1 230	(243)	-	17	(226)	1 039	1 004
Services Financiers Assurances	11	-	-	-	11	-	-	-	-	11	11
Services Financiers aux particuliers	691	-	(17)	(30)	644	(243)	-	17	(226)	448	418
Services Financiers aux entreprises	402	-	-	(4)	398	-	-	-	-	402	398
Services Financiers Location automobile	178	-	-	(1)	177	-	-	-	-	178	177
Banque de Financement et d'Investissement	50	-	-	-	50	-	-	-	-	50	50
Banque de Financement et d'Investissement	50	-	-	-	50	-	-	-	-	50	50
Gestion d'Actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banque Privée	359	-	(3)	(8)	348	-	-	-	-	359	348
Banque Privée	359	-	(3)	(8)	348	-	-	-	-	359	348
Services aux Investisseurs et Courtage	978	-	-	(5)	973	(457)	-	5	(452)	521	521
Services aux Investisseurs	533	-	-	-	533	(12)	-	-	(12)	521	521
Courtage	445	-	-	(5)	440	(445)	-	5	(440)	-	-
TOTAL Groupe	6 557	-	(20)	(139)	6 398	(1 237)	-	54	(1 183)	5 320	5 215

Note 9

Dettes envers les établissements de crédit

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012
Dettes à vue et au jour le jour		
Dépôts et comptes ordinaires	9 549	12 008
Comptes et emprunts au jour le jour et autres	4 563	10 214
Sous-total	14 112	22 222
Dettes à terme		
Emprunts et comptes à terme	57 772	68 978
Valeurs données en pension à terme	178	182
Sous-total	57 950	69 160
Dettes rattachées	423	319
Réévaluation des éléments couverts	159	219
Titres donnés en pension	37 982	30 129
Total	110 626	122 049
Juste valeur des dettes envers les établissements de crédit	109 261	121 107

Note 10

Dettes envers la clientèle

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue	58 493	55 471
A terme	19 849	19 322
Sous-total	78 342	74 793
Autres dépôts clientèle à vue		
Sociétés et entrepreneurs individuels	49 785	53 269
Particuliers	48 010	46 217
Clientèle financière	36 864	31 548
Autres ⁽¹⁾	17 677	13 014
Sous-total	152 336	144 048
Autres dépôts clientèle à terme		
Sociétés et entrepreneurs individuels	44 614	42 894
Particuliers	17 033	17 814
Clientèle financière	17 566	16 336
Autres ⁽¹⁾	9 403	6 925
Sous-total	88 616	83 969
Dettes rattachées	1 494	1 694
Réévaluation des éléments couverts	399	534
Total dépôts clientèle	321 187	305 038
Valeurs données en pension à la clientèle	84	115
Titres donnés en pension à la clientèle	28 697	32 077
Total	349 968	337 230
Juste valeur des dettes envers la clientèle	348 121	336 901

(1) Ces postes incluent les dépôts relatifs aux gouvernements et administrations centrales.

Note 11

Dettes représentées par un titre

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2013	31.12.2012
Bons de caisse	655	798
Emprunts obligataires	20 453	17 964
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	106 092	113 481
Dettes rattachées	772	940
Sous-total	127 972	133 183
Réévaluation des éléments couverts	1 651	2 561
Total	129 623	135 744
<i>Dont montant des dettes à taux variable</i>	<i>35 893</i>	<i>32 913</i>
Juste valeur des dettes représentées par un titre	129 419	137 431

Note 12

Provisions et dépréciations et provisions techniques des entreprises d'assurances

1. Dépréciations d'actifs

(En M EUR)	Stock au 31.12.2012	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Change et variations de périmètre	Stock au 30.06.2013
Etablissements de crédit	60	4	(21)	(17)	(1)	(6)	36
Crédits à la clientèle	14 027	2 954	(1 549)	1 405	(972)	(199)	14 261
Créances de location financement et assimilées	687	327	(259)	68	(35)	14	734
Groupes d'actifs homogènes	1 132	383	(203)	180	-	(6)	1 306
Actifs disponibles à la vente ^{(1) (2)}	2 530	24	(82)	(58)	(13)	(65)	2 394
Autres ⁽¹⁾	557	87	(59)	28	(16)	(108)	461
Total	18 993	3 779	(2 173)	1 606	(1 037)	(370)	19 192

(1) Dont 26 M EUR de dotations nettes relatives au risque de contrepartie

(2) Dont dotations aux dépréciations sur titres à revenu variable hors activité assurance pour 7 M EUR et qui se décomposent comme suit :

• 6 M EUR : Perte de valeur sur titres non dépréciés au 31 décembre 2012 ;

• 1 M EUR : Perte de valeur complémentaire sur les titres déjà dépréciés au 31 décembre 2012.

2. Provisions

(En M EUR)	Stock au 31.12.2012 *	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Effet de l'actualisation	Change et variations de périmètre	Stock au 30.06.2013
Provisions sur engagements hors-bilan avec les établissements de crédit	7	4	(1)	3	-	-	-	10
Provisions sur engagements hors-bilan avec la clientèle	280	104	(107)	(3)	(2)	-	(40)	235
Provisions sur avantages au personnel	1 739	264	(134)	130	-	(109)	(59)	1 701
Provisions fiscales	351	13	(7)	6	(53)	-	(3)	301
Autres provisions ⁽³⁾	1 146	410	(81)	329	(16)	-	13	1 472
Total	3 523	795	(330)	465	(71)	(109)	(89)	3 719

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

(3) Dont :

• dotations nettes relatives au coût net du risque pour 241 M EUR, comprenant essentiellement une dotation complémentaire à la provision pour litiges couvrant un ensemble de risques juridiques ;

• provisions PEL/CEL à hauteur de 113 M EUR au 30 juin 2013 pour les Réseaux France.

3. Provisions techniques des entreprises d'assurance

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012
Provisions techniques des contrats d'assurance en unités de compte	16 693	16 521
Provisions techniques des autres contrats d'assurance-vie	72 844	70 043
Provisions techniques des contrats d'assurance non-vie	913	854
Participation aux bénéfices différée passive	2 826	3 413
Total	93 276	90 831
Part des réassureurs	(492)	(440)
Provisions techniques (y compris participation aux bénéfices différée) nettes de la part des réassureurs	92 784	90 391

Conformément à la norme IFRS 4 et aux principes du Groupe, le Liability Adequacy Test (LAT) sur la suffisance des passifs a été réalisé au 30 juin 2013. Ce test a pour objectif de vérifier que les passifs d'assurance comptabilisés sont suffisants, en utilisant les estimations actuelles de flux de trésorerie futurs générés par les contrats d'assurance. Il s'effectue sur la base de modèles stochastiques similaires à ceux utilisés pour nos modèles de gestion actif-passif. Le résultat de ce test au 30 juin 2013 est probant.

Note 13

Expositions au risque souverain

1. Activités bancaires

1.1. Montant des expositions européennes significatives

Le tableau ci-dessous présente les expositions significatives au risque souverain des pays européens pour le groupe Société Générale au 30 juin 2013. Elles sont établies selon la méthodologie définie pour chacun des types d'exposition par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) lors des tests sur les besoins en fonds propres des banques européennes :

(En M EUR)	Portefeuille bancaire	Portefeuille de négociation	CDS - Juste valeur des positions nettes ⁽¹⁾	Total des expositions nettes ⁽²⁾
France	16 884	44	9	16 937
République Tchèque	3 749	833	4	4 586
Allemagne	3 063	581	(69)	3 575
Italie	961	1 234	(58)	2 137
Roumanie	1 075	96	(4)	1 167
Espagne	574	226	53	853
Total	26 306	3 014	(65)	29 255

(1) Différence entre la valeur de marché des positions acheteuses et celle des positions vendeuses.

(2) Après provisions pour dépréciation et hors expositions directes sur dérivés.

(En M EUR)	CDS - Positions acheteuses ⁽³⁾	CDS - Positions vendeuses ⁽³⁾	CDS - Positions nettes ⁽⁴⁾
France	28	29	1
République Tchèque	49	38	(11)
Allemagne	1 597	1 814	217
Italie	2 080	2 179	99
Roumanie	93	94	1
Espagne	637	782	145
Total	4 484	4 936	452

(3) Les positions présentées sont compensées par contrepartie et par pays d'exposition selon les règles applicables pour le calcul des exigences de fonds propres prudentiels.

(4) Différence entre la valeur nominale des positions acheteuses et celle des positions vendeuses.

1.2. Pays ayant demandé ou fait l'objet d'un plan de soutien de l'Union européenne ou bénéficiant d'une aide de l'Union européenne pour leur secteur bancaire

1.2.1. Détail des expositions

Au 30 juin 2013, l'exposition au risque souverain sur les pays ayant demandé ou fait l'objet d'un plan de soutien de l'Union européenne ou bénéficiant d'une aide de l'Union européenne pour leur secteur bancaire, présentée selon la méthodologie définie par l'ABE est la suivante :

(En M EUR)	Portefeuille bancaire	Portefeuille de négociation	CDS - Juste valeur des positions nettes ⁽⁵⁾	Total des expositions nettes ⁽⁶⁾
Chypre	-	-	-	-
Espagne	574	226	53	853
Irlande	-	90	1	91
Portugal	-	187	(52)	135
Total	574	503	2	1 079

(5) Différence entre la valeur de marché des positions acheteuses et celle des positions vendeuses.

(6) Après provisions pour dépréciation et hors expositions directes sur dérivés.

(En M EUR)	CDS - Positions acheteuses ⁽⁷⁾	CDS - Positions vendeuses ⁽⁷⁾	CDS - Positions nettes ⁽⁸⁾
Chypre	1	1	-
Espagne	637	782	145
Irlande	229	231	2
Portugal	447	481	34
Total	1 314	1 495	181

(7) Les positions présentées sont compensées par contrepartie et par pays d'exposition selon les règles applicables pour le calcul des exigences de fonds propres prudentiels.

(8) Différence entre la valeur nominale des positions acheteuses et celle des positions vendeuses.

Note 13 (Suite)

1.2.2. Evolution des expositions

L'évolution des expositions du Groupe au risque souverain du portefeuille bancaire au cours du premier semestre 2013 est présentée dans le tableau ci-dessous :

(En M EUR)	31.12.2012	Augmentations	Cessions	Remboursements	30.06.2013
Chypre	-	-	-	-	-
Espagne	632	-	-	(58)	574
Irlande	309	-	-	(309)	-
Portugal	-	-	-	-	-
Total	941	-	-	(367)	574

L'évolution des expositions du Groupe au risque souverain du portefeuille de négociation et de CDS au cours du premier semestre 2013 est présentée dans le tableau ci-dessous :

(En M EUR)	Portefeuille de négociation		CDS - Juste valeur des positions nettes ⁽⁹⁾	
	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2013	31.12.2012
Chypre	-	-	-	-
Espagne	226	527	53	9
Irlande	90	6	1	-
Portugal	187	92	(52)	8
Total	503	625	2	17

(9) Différence entre la valeur de marché des positions acheteuses et celle des positions vendeuses.

1.2.3. Montant des pertes latentes sur actifs financiers disponibles à la vente

(En M EUR)	30.06.2013
Chypre	-
Espagne	4
Irlande	-
Portugal	-
Total	4

1.2.4. Juste valeur des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

(En M EUR)	Valeur comptable au 30.06.2013	Juste valeur au 30.06.2013
Chypre	-	-
Espagne	276	266
Irlande	-	-
Portugal	-	-
Total	276	266

2. Activités d'assurance

Les assureurs du groupe Société Générale détiennent des titres d'Etats principalement en représentation des contrats d'assurance vie. L'exposition nette sur ces titres correspond à l'exposition résiduelle de l'assureur après application des règles contractuelles de participation aux bénéfices et d'impôts, dans le cas d'un défaut total de l'émetteur.

Les expositions des pays ayant fait l'objet d'un plan de soutien de l'Union européenne sont présentées ci-dessous :

(En M EUR)	Exposition Brute ⁽¹⁰⁾	Exposition nette
Grèce	-	-
Chypre	-	-
Espagne	1 278	57
Irlande	368	19
Portugal	145	9
Total	1 791	85

(10) Expositions brutes (valeur nette comptable) sur contrats support euro.

Pour les pays bénéficiant d'un plan de soutien de l'Union européenne, la variation des expositions brutes et nettes provient du remboursement des titres échus au cours du premier semestre.

Note 14

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En M EUR)	30.06.2013	Recyclables	Non recyclables	Transfert en réserves	31.12.2012
Ecarts de conversion * (1)	(592)	(310)	-	-	(282)
Ecarts de réévaluation de la période		(310)			
Recyclage en résultat		-			
Actifs financiers disponibles à la vente	862	(58)			920
Ecarts de réévaluation de la période		(15)			
Recyclage en résultat		(43)			
Instruments dérivés de couverture	44	(2)			46
Ecarts de réévaluation de la période		5			
Recyclage en résultat		(7)			
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	4	(7)			11
Ecarts actuariels sur avantages post emploi	109		109		
Impôts	(169)	-	(38)		(131)
TOTAL *	258	(377)	71	-	564

(En M EUR)	30.06.2013			31.12.2012		
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt
Eléments recyclables ultérieurement en résultat						
Ecarts de conversion * (1)	(592)		(592)	(282)		(282)
Actifs financiers disponibles à la vente	862	(105)	757	920	(111)	809
Instruments dérivés de couverture	44	(23)	21	46	(16)	30
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et recyclables ultérieurement en résultat sur entités mises en équivalence	4	(3)	1	11	(4)	7
Eléments non recyclables en résultat			-			-
Ecarts actuariels sur avantages post emploi	109	(38)	71			
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et non recyclables ultérieurement en résultat sur entités mises en équivalence			-			-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres *	427	(169)	258	695	(131)	564
Part du groupe			176			377
Participations ne donnant pas le contrôle			82			187

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

(1) La variation sur l'année 2013 de l'écart de conversion en part du Groupe s'élève à -255 M EUR.

Cette variation est principalement liée à la dépréciation par rapport à l'Euro, du Rouble russe pour -71 M EUR, du Yen japonais pour -58 M EUR, de la Livre Sterling pour -57 M EUR, de la Couronne tchèque pour -52 M EUR, de la Couronne norvégienne pour -36 M EUR, du Real brésilien pour -21 M EUR et du Won coréen pour -20 M EUR, en partie compensée par l'appréciation par rapport à l'Euro du Dollar pour 52 M EUR.

La variation de l'écart de conversion dans les participations ne donnant pas le contrôle s'élève à -55 M EUR.

Cette variation est principalement liée à la dépréciation par rapport à l'Euro de la Couronne tchèque pour -35 M EUR et du Rouble russe pour -30 M EUR.

Note 15

Produits et charges d'intérêts

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012
Opérations avec les établissements de crédit	777	1 880	1 008
Comptes à vue et prêts interbancaires	506	1 172	587
Titres et valeurs reçus en pension	271	708	421
Opérations avec la clientèle	7 387	16 245	8 297
Créances commerciales	307	675	341
Autres concours à la clientèle	6 634	14 716	7 537
Comptes ordinaires débiteurs	346	715	368
Titres et valeurs reçus en pension	100	139	51
Opérations sur instruments financiers	4 673	10 233	5 445
Actifs financiers disponibles à la vente	1 532	3 521	1 847
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	22	52	28
Prêts de titres	3	11	7
Dérivés de couverture	3 116	6 649	3 563
Opérations de location financement	700	1 546	788
Location financement immobilier	128	278	144
Location financement mobilier	572	1 268	644
Total produits d'intérêts	13 537	29 904	15 538
Opérations avec les établissements de crédit	(699)	(1 550)	(860)
Emprunts interbancaires	(556)	(1 286)	(684)
Titres et valeurs donnés en pension	(143)	(264)	(176)
Opérations avec la clientèle	(3 215)	(7 271)	(3 468)
Comptes d'épargne à régime spécial	(675)	(1 385)	(672)
Autres dettes envers la clientèle	(2 442)	(5 699)	(2 706)
Titres et valeurs donnés en pension	(98)	(187)	(90)
Opérations sur instruments financiers	(4 392)	(9 770)	(5 104)
Dettes représentées par des titres	(1 232)	(2 614)	(1 299)
Dettes subordonnées et convertibles	(168)	(375)	(199)
Emprunts de titres	(15)	(35)	(53)
Dérivés de couverture	(2 977)	(6 746)	(3 553)
Autres charges d'intérêts	-	(1)	(1)
Total charges d'intérêts ⁽¹⁾	(8 306)	(18 592)	(9 433)
<i>Dont produits d'intérêts relatifs à des actifs financiers dépréciés</i>	<i>251</i>	<i>588</i>	<i>293</i>

(1) Ces charges intègrent le coût de refinancement des instruments financiers à la juste valeur par résultat, dont les résultats sont classés en gains ou pertes nets sur ces instruments (Cf. Note 17). Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement.

Note 16

Produits et charges de commissions

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012
Produits de commissions			
Opérations avec les établissements de crédit	78	211	128
Opérations avec la clientèle	1 350	2 739	1 345
Opérations sur titres	245	452	252
Opérations sur marchés primaires	87	208	123
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	408	844	646
Engagements de financement et de garantie	392	797	389
Prestations de services	1 833	3 961	2 000
Autres	159	303	164
Total des produits	4 552	9 515	5 047
Charges de commissions			
Opérations avec les établissements de crédit	(70)	(151)	(71)
Opérations sur titres	(262)	(495)	(257)
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	(348)	(686)	(605)
Engagements de financement et de garantie	(51)	(143)	(71)
Autres	(531)	(1 063)	(489)
Total des charges	(1 262)	(2 538)	(1 493)

Note 17

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012
Résultat net sur actifs financiers non dérivés de transaction	5 549	7 025	3 295
Résultat net sur actifs financiers à la juste valeur sur option	(222)	(743)	(201)
Résultat net sur passifs financiers non dérivés de transaction	(2 824)	(8 074)	(3 684)
Résultat net sur passifs financiers à la juste valeur sur option	1 327	3	(535)
Résultat sur instruments financiers dérivés de transaction	(1 068)	2 713	2 543
Résultat net sur instruments de couverture en juste valeur	(947)	1 815	687
Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts	778	(1 202)	(505)
Part inefficace de la couverture de flux de trésorerie	(1)	(4)	-
Résultat net des opérations de change	(608)	1 033	493
Total ^{(1) (2)}	1 984	2 566	2 093

(1) Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement. Il convient de noter que les résultats ci-dessus n'intègrent pas le coût de refinancement de ces instruments financiers, qui est présenté parmi les charges et produits d'intérêts.

(2) La norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » est entrée en application le 1er janvier 2013. Les conséquences de cette norme portent essentiellement sur la prise en compte du risque de crédit propre dans la valorisation des passifs financiers dérivés (Debt Value Adjustment – DVA). Par ailleurs, l'évolution des techniques de valorisation, qui intègre notamment les précisions apportées par cette norme, a amené le Groupe à ajuster les modalités d'évaluation du risque de contrepartie dans la juste valeur des actifs financiers dérivés (Credit Value Adjustment – CVA). L'application d'IFRS 13 étant prospective à compter du 1er janvier 2013, les effets de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés du Groupe ont été enregistrés en résultat parmi les Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat pour un montant de -189 M EUR au 30 juin 2013 se décomposant en un produit de 223 M EUR au titre de la DVA et une charge de -412 M EUR au titre de la CVA.

Le montant restant à comptabiliser dans le compte de résultat dû à la différence entre le prix de transaction et le montant qui serait déterminé à cette date au moyen de techniques de valorisation, diminué des montants enregistrés dans le compte de résultat après la comptabilisation initiale, se présente comme suit :

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012
Montant restant à comptabiliser en résultat en début de période	834	765	765
Montant généré par les nouvelles transactions de la période	371	372	179
Montant enregistré dans le compte de résultat durant la période	(237)	(303)	(146)
Amortissement	(88)	(169)	(85)
Passage à des paramètres observables	(5)	(19)	(10)
Arrivée à échéance ou à terminaison	(144)	(115)	(51)
Montant restant à comptabiliser en résultat en fin de période	968	834	798

Ce montant est enregistré en compte de résultat au fur et à mesure de l'écoulement du temps ou lorsque les paramètres deviennent observables.

Note 18

Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012
Activité courante			
Plus-value de cession ⁽¹⁾	452	1 403	467
Moins-value de cession ⁽²⁾	(105)	(359)	(134)
Pertes de valeur des titres à revenu variable	(4)	(54)	(31)
Participation aux bénéfices différée sur actifs financiers disponibles à la vente des filiales d'assurance	(168)	(312)	(38)
Sous-total	175	678	264
Titres à revenu variable détenus à long terme			
Plus-value de cession	42	116	51
Moins-value de cession	(1)	(14)	(9)
Pertes de valeur des titres à revenu variable	(6)	(145)	(82)
Sous-total	35	(43)	(40)
Total	210	635	224

(1) Dont 371 M EUR au titre des activités d'assurance au 30 juin 2013.

(2) Dont -64 M EUR au titre des activités d'assurance au 30 juin 2013.

Note 19

Frais de personnel

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2012*
Rémunérations du personnel	(3 355)	(6 858)	(3 534)
Charges sociales et fiscales	(844)	(1 663)	(882)
Charges de retraite nettes - régimes à cotisations définies	(304)	(626)	(313)
Charges de retraite nettes - régimes à prestations définies	(106)	(119)	(56)
Participation, intéressement, abondement et décote	(145)	(227)	(134)
Total	(4 754)	(9 493)	(4 919)

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

Note 20

Plans d'avantages en actions

1. Montant de la charge enregistrée en résultat

(En M EUR)	30.06.2013			31.12.2012			30.06.2012		
	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes
Charges nettes provenant des plans d'achat d'actions *	-	30,5	30,5	-	-	-	-	-	-
Charges nettes provenant des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions	119,9	46,1	166,0	160,5	133,0	293,5	110,2	70,4	180,6

* Cf. paragraphe 3. Attributions d'actions SG avec décote

2. Description des nouveaux plans mis en place au cours du premier semestre 2013

Les régimes sur capitaux propres offerts aux salariés du Groupe au cours de la période se terminant le 30 juin 2013 sont brièvement décrits ci-dessous.

Emetteur	Société Générale
Année	2013
Type de plan	attribution gratuite d'actions
Autorisation des actionnaires	22.05.2012
Décision du Conseil d'Administration	14.03.2013
Nombre d'actions attribuées	1 846 313
Modalités de règlement	Actions Société Générale
Période d'acquisition des droits	14.03.2013 - 31.03.2015 ⁽¹⁾
Conditions de performance	oui ⁽²⁾
Conditions en cas de départ du Groupe	perte
Conditions en cas de licenciement	perte
Conditions en cas de départ à la retraite	maintien
Cas de décès	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (EUR)	30,50
Actions perdues au 30.06.2013	935
Actions restantes au 30.06.2013	1 845 378
Nombre d'actions réservées au 30.06.2013	1 845 378
Cours des actions réservées (EUR)	18,94
Valeur des actions réservées (M EUR)	35
1 ^{ère} date de cession	01.04.2017
Période d'interdiction de cession	2 ans ⁽³⁾
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	86% pour résidents français 89% pour non résidents français
Méthode de valorisation utilisée	Arbitrage

(1) Pour les non-résidents fiscaux français, la période d'acquisition est majorée de deux ans.

(2) Pour l'ensemble du Groupe hors Boursorama, les conditions sont basées sur l'indicateur de performance suivant : le résultat net part du Groupe (RNPG) du groupe Société Générale. Pour Boursorama, elles sont basées sur l'indicateur de performance suivant : le résultat net part du Groupe (RNPG) du groupe Boursorama

(3) Pour les non-résidents fiscaux français, il n'y a pas de période obligatoire de conservation des titres.

3. Informations sur les autres plans sur capitaux propres

ATTRIBUTIONS D' ACTIONS SG AVEC DECOTE

Plan mondial d'actionariat salarié

Au titre de la politique d'actionariat salarié du Groupe, la Société Générale a proposé le 16 avril 2013 à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 21,33 EUR, soit une décote de 20% par rapport à la moyenne des 20 dernières cotations de l'action Société Générale précédant cette date.

8 665 630 actions ont été souscrites, représentant une charge pour l'exercice 2013 de 61 M EUR (30,5 M EUR au 30 juin 2013) pour le Groupe après prise en compte de durée légale d'incessibilité de 5 ans des titres.

Le modèle de valorisation utilisé qui est conforme aux préconisations du Conseil National de la Comptabilité sur les plans d'épargne entreprise, compare le gain qu'aurait obtenu le salarié à la disposition immédiate des titres Société Générale et le coût notionnel que représente pour lui le blocage sur 5 ans.

Ce coût notionnel d'incessibilité est valorisé comme le coût net d'un achat comptant d'actions Société Générale financé par un crédit de trésorerie non affecté et non renouvelable d'une durée de 5 ans, et d'une vente à terme de ces mêmes actions à échéance de 5 ans. Les principaux paramètres de marché utilisés pour valoriser ce coût notionnel d'incessibilité en date d'attribution sont les suivants :

- cours moyen de l'action Société Générale : 31,328 EUR

- taux d'intérêt d'un crédit de trésorerie non affecté à 5 ans applicable aux acteurs de marché bénéficiaires des titres incessibles : 6,93 %

Le coût notionnel d'incessibilité ainsi valorisé représente 9,2% du cours moyen de l'action Société Générale en date d'attribution.

Note 21

Coût du risque

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012
Risque de contrepartie			
Dotations nettes pour dépréciation	(1 662)	(3 228)	(1 557)
Pertes non couvertes	(85)	(466)	(258)
<i>sur créances irrécouvrables</i>	(67)	(423)	(240)
<i>sur autres risques</i>	(18)	(43)	(18)
Récupérations	75	151	82
<i>sur créances irrécouvrables</i>	74	132	67
<i>sur autres risques</i>	1	19	15
Autres risques			
Dotations nettes aux autres provisions ⁽¹⁾	(241)	(392)	9
Total	(1 913)	(3 935)	(1 724)

(1) Cf. Note 12.

Note 22

Impôts sur les bénéfiques

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2012*
Charge fiscale courante	(801)	(1 128)	(587)
Charge fiscale différée	376	787	(154)
Total de la charge d'impôt ⁽¹⁾	(425)	(341)	(741)

(1) La réconciliation entre le taux d'impôt normatif du Groupe et le taux d'impôt effectif s'analyse comme suit :

	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2012*
Résultat avant impôt, hors résultat des sociétés mises en équivalence et pertes de valeur sur les écarts d'acquisition (En M EUR)	1 881	2 254	2 541
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant la contribution de 3,3%)	34,43%	34,43%	34,43%
Différences permanentes	23,47%	-2,71%	-0,21%
Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	-20,46%	-0,45%	0,00%
Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger	-12,72%	-13,57%	-5,27%
Effet des pertes de l'exercice non déductibles et de l'utilisation des reports déficitaires	-2,12%	-2,55%	0,22%
Taux effectif Groupe ⁽²⁾	22,60%	15,15%	29,17%

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

(2) L'évolution des différentiels de taux par rapport au 31 décembre 2012 est principalement liée à l'effet fiscal des cessions de filiales intervenues sur le premier semestre 2013.

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,33%. S'y ajoute une Contribution Sociale de 3,3% (après application d'un abattement de 0,76 M EUR) instaurée en 2000 ainsi qu'une Contribution Exceptionnelle de 5% instaurée pour les exercices 2011 et 2012, et reconduite pour les exercices 2013 et 2014, pour les sociétés bénéficiaires réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 250 M EUR.

Les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges. A compter du 31 décembre 2012, en application de la Loi de Finances 2013, cette quote-part de frais et charges s'élève à 12% du montant de chaque plus-value brute, contre 10% de la plus-value nette antérieurement.

En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5% sont exonérés sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges de 5%.

Le taux d'imposition retenu pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés françaises s'élève à 34,43% pour les résultats imposés au taux de droit commun. Pour les résultats imposés au taux réduit, le taux retenu est de 4,13% compte tenu de la nature des opérations concernées.

Note 23

Résultat par action

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012 *	30.06.2012 *
Résultat net part du Groupe	1 319	790	1 171
Résultat net attribuable aux Titres super subordonnés	(125)	(266)	(133)
Résultat net attribuable aux Titres subordonnés à durée indéterminée	(29)	(16)	(8)
Frais d'émissions relatifs aux Titres subordonnés à durée indéterminée		(11)	
Produit net relatif au rachat en dessous du prix d'émission des Titres super subordonnés		2	2
Résultat net attribuable aux actionnaires porteurs d'actions ordinaires	1 165	499	1 032
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ⁽¹⁾	760 031 439	751 736 154	750 226 983
Résultat par action ordinaire (en EUR)	1,53	0,66	1,38

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012 *	30.06.2012 *
Résultat net part du Groupe	1 319	790	1 171
Résultat net attribuable aux Titres super subordonnés	(125)	(266)	(133)
Résultat net attribuable aux Titres subordonnés à durée indéterminée	(29)	(16)	(8)
Frais d'émissions relatifs aux Titres subordonnés à durée indéterminée		(11)	
Produit net relatif au rachat en dessous du prix d'émission des Titres super subordonnés		2	2
Résultat net attribuable aux actionnaires porteurs d'actions ordinaires	1 165	499	1 032
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ⁽¹⁾	760 031 439	751 736 154	750 226 983
Nombre moyen de titres ordinaires retenu au titre des éléments dilutifs ⁽²⁾	406 720	1 023 545	1 246 558
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat net dilué par action	760 438 159	752 759 699	751 473 541
Résultat dilué par action ordinaire (en EUR)	1,53	0,66	1,37

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012 suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

(1) Hors actions d'autocontrôle.

(2) Le nombre d'actions retenu dans les éléments dilutifs est calculé selon la méthode du "rachat d'actions" et prend en compte les attributions d'actions gratuites et les plans d'options de souscription d'actions.

Les plans d'options de souscription d'actions ont un effet dilutif dépendant du cours moyen de l'action Société Générale qui s'élève au 30 juin 2013 à 29,49 EUR. Dans ce contexte, au 30 juin 2013, seules les actions gratuites attribuées sans condition de performance des plans 2009 et 2010 sont dilutives.

Note 24

Information sectorielle

Information sectorielle par pôle et sous-pôle

(En M EUR)	Réseaux France			Réseaux Internationaux			Services Financiers Spécialisés et Assurances		
	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012
Produit net bancaire	4 084	8 161	4 083	2 231	4 943	2 465	1 759	3 489	1 726
Charges générales d'exploitation ⁽¹⁾	(2 608)	(5 264)	(2 624)	(1 360)	(3 077)	(1 516)	(901)	(1 844)	(908)
Résultat brut d'exploitation	1 476	2 897	1 459	871	1 866	949	858	1 645	818
Coût du risque	(575)	(931)	(415)	(552)	(1 348)	(710)	(308)	(667)	(334)
Résultat d'exploitation	901	1 966	1 044	319	518	239	550	958	484
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	3	11	4	6	8	2	12	15	(7)
Gains nets sur autres actifs	-	(3)	-	3	(4)	(3)	(1)	(12)	(2)
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	-	-	-	-	(250)	(250)	-	-	-
Résultat courant avant impôts	904	1 974	1 048	328	272	(12)	561	961	475
Impôts sur les bénéfices	(324)	(669)	(356)	(71)	(112)	(52)	(164)	(271)	(138)
Résultat net	580	1 305	692	257	160	(64)	397	690	337
Participations ne donnant pas le contrôle	5	14	6	119	211	122	8	16	7
Résultat net part du Groupe	575	1 291	686	138	(51)	(186)	389	674	330

Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs

(En M EUR)	Gestion d'Actifs			Banque Privée			Services aux Investisseurs et Courtage		
	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012
Produit net bancaire	12	338	159	436	757	374	510	1 065	553
Charges générales d'exploitation ⁽¹⁾	(17)	(289)	(146)	(321)	(624)	(305)	(480)	(992)	(505)
Résultat brut d'exploitation	(5)	49	13	115	133	69	30	73	48
Coût du risque	-	1	1	(1)	(6)	(1)	(1)	(5)	(7)
Résultat d'exploitation	(5)	50	14	114	127	68	29	68	41
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	53	115	61	-	-	-	-	-	-
Gains nets sur autres actifs	-	-	-	-	1	-	-	10	10
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	-	(200)	(200)	-	-	-	-	(380)	-
Résultat courant avant impôts	48	(35)	(125)	114	128	68	30	(302)	51
Impôts sur les bénéfices	2	(17)	(5)	(25)	(35)	(18)	(11)	(25)	(17)
Résultat net	50	(52)	(130)	89	93	50	19	(327)	34
Participations ne donnant pas le contrôle	-	6	1	1	-	-	-	1	1
Résultat net part du Groupe	50	(58)	(131)	88	93	50	19	(328)	33

Banque de Financement et d'Investissement ⁽²⁾

(En M EUR)	Banque de Financement et d'Investissement ⁽²⁾			Hors pôles			Groupe Société Générale		
	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012	30.06.2013	31.12.2012 *	30.06.2012 *	30.06.2013	31.12.2012 *	30.06.2012 *
Produit net bancaire ⁽²⁾	3 592	6 189	3 090	(1 303)	(1 832)	133	11 321	23 110	12 583
Charges générales d'exploitation ⁽¹⁾	(2 186)	(4 189)	(2 225)	(102)	(139)	(82)	(7 975)	(16 418)	(8 311)
Résultat brut d'exploitation	1 406	2 000	865	(1 405)	(1 971)	51	3 346	6 692	4 272
Coût du risque	(254)	(630)	(237)	(222)	(329)	(21)	(1 913)	(3 935)	(1 724)
Résultat d'exploitation	1 152	1 370	628	(1 627)	(2 300)	30	1 433	2 757	2 548
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-	-	-	2	5	1	76	154	61
Gains nets sur autres actifs	3	10	3	442	(506)	(15)	448	(504)	(7)
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	-	-	-	-	(12)	-	-	(842)	(450)
Résultat courant avant impôts	1 155	1 380	631	(1 183)	(2 813)	16	1 957	1 565	2 152
Impôts sur les bénéfices	(280)	(313)	(140)	448	1 101	(15)	(425)	(341)	(741)
Résultat net	875	1 067	491	(735)	(1 712)	1	1 532	1 224	1 411
Participations ne donnant pas le contrôle	7	14	9	73	172	94	213	434	240
Résultat net part du Groupe	868	1 053	482	(668)	(1 884)	(93)	1 319	790	1 171

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.
(1) Y compris dotations aux amortissements.

(2) Ventilation du Produit net bancaire par activité de la Banque de Financement et d'Investissement :

(En M EUR)	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012
Global Markets	2 641	4 875	2 594
Financement et Conseil	877	1 582	665
Actifs gérés en extinction	74	(268)	(169)
Total Produit net bancaire	3 592	6 189	3 090

(En M EUR)	Réseaux France		Réseaux Internationaux		Services Financiers Spécialisés et Assurances	
	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2013	31.12.2012*
Actifs sectoriels	207 481	211 915	87 750	98 105	149 124	146 262
Passifs sectoriels ⁽³⁾	183 807	172 933	73 978	79 503	106 970	101 389

Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs

(En M EUR)	Gestion d'Actifs		Banque Privée		Services aux Investisseurs et Courtage	
	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2013	31.12.2012*
Actifs sectoriels	1 480	2 655	24 871	23 872	65 724	56 997
Passifs sectoriels ⁽³⁾	14	517	25 492	25 723	79 026	69 997

Banque de Financement et d'Investissement

(En M EUR)	Banque de Financement et d'Investissement		Hors pôles ⁽⁴⁾		Groupe Société Générale	
	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2013	31.12.2012*
Actifs sectoriels	614 274	613 969	103 378	97 114	1 254 082	1 250 889
Passifs sectoriels ⁽³⁾	626 348	660 319	105 151	86 957	1 200 786	1 197 338

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

(3) Les passifs sectoriels correspondent aux dettes (total passif hors capitaux propres).

(4) Les actifs ou passifs ne relevant pas directement de l'activité des pôles sont intégrés dans le bilan du Hors pôles. Ainsi, les écarts de réévaluation des dettes liés au risque de crédit propre et les écarts de réévaluation des instruments dérivés de crédit couvrant les portefeuilles de prêts et créances sont rattachés au Hors pôles.

Note 24 (suite)

Information sectorielle

Information sectorielle par zone géographique

Décomposition du PNB par zone géographique

(En M EUR)	France			Europe			Amériques		
	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012
Produits nets d'intérêts et assimilés	2 519	5 570	3 078	2 077	4 325	2 247	247	425	213
Produits nets de commissions	2 043	4 191	2 194	873	1 654	844	114	470	212
Résultat net des opérations financières	382	(257)	129	812	1 951	1 102	298	677	607
Autres produits nets d'exploitation	(97)	331	73	595	1 012	467	-	1	(3)
Produit net bancaire	4 847	9 835	5 474	4 357	8 942	4 660	659	1 573	1 029

(En M EUR)	Asie			Afrique			Océanie			Total		
	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012
Produits nets d'intérêts et assimilés	74	98	55	382	1 123	551	36	85	45	5 335	11 626	6 189
Produits nets de commissions	72	178	64	163	435	216	25	49	24	3 290	6 977	3 554
Résultat net des opérations financières	682	773	453	18	53	25	2	4	1	2 194	3 201	2 317
Autres produits nets d'exploitation	-	(50)	(21)	-	10	6	4	2	1	502	1 306	523
Produit net bancaire	828	999	551	563	1 621	798	67	140	71	11 321	23 110	12 583

Décomposition des agrégats bilantiels par zone géographique

(En M EUR)	France		Europe		Amériques	
	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2013	31.12.2012*
Actifs sectoriels	953 924	959 778	153 929	147 509	106 741	94 416
Passifs sectoriels ⁽⁵⁾	909 883	915 343	146 518	139 332	107 527	96 695

(En M EUR)	Asie		Afrique		Océanie		Total	
	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2013	31.12.2012*	30.06.2013	31.12.2012*
Actifs sectoriels	19 832	21 568	17 055	25 007	2 601	2 611	1 254 082	1 250 889
Passifs sectoriels ⁽⁵⁾	18 633	20 866	15 788	22 645	2 437	2 457	1 200 786	1 197 338

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements à la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective.

(5) Les passifs sectoriels correspondent aux dettes (total passif hors capitaux propres).

6.2 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2013

DELOITTE & ASSOCIES
185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Société Anonyme
17, Cours Valmy
92972 Paris-La Défense Cedex

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de Société Générale, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 « Principes comptables - Principes et méthodes comptables retenus » qui expose les effets de la première application des amendements de la norme IAS 19 « Avantages du personnel » et de la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur ».

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 2 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Jean-Marc Mickeler

Isabelle Santenac

6.3 Résultats du 2^{ème} trimestre 2013 (Communiqué de presse du 1^{er} août 2013)

INFORMATION FINANCIERE TRIMESTRIELLE

Paris, le 1^{er} août 2013

DEUXIÈME TRIMESTRE 2013 : BONNE PERFORMANCE DES MÉTIERS, RATIO CORE TIER 1 BÂLE 3 DE 9,4%

- **PNB⁽¹⁾ de 6,2 Md EUR, +2,3% /T2-12, progression de 5,8% des revenus des métiers /T2-12**
- **Coefficient d'exploitation⁽¹⁾ en baisse de -2,6 points /T2-12**
- **Baisse du coût du risque⁽²⁾ : -8 points de base /T1-13**
- **Résultat net part du Groupe de 1 117 M EUR⁽¹⁾, ROE⁽¹⁾ de 10,0% au T2-13**
Résultat net part du Groupe comptable de 955 M EUR
- **Ratio Core Tier 1 (Bâle 3) à 9,4%, +73 pb au T2-13**
- **Ratio Core Tier 1 Bâle 2.5 à 11,1%**

PREMIER SEMESTRE 2013 : RÉSULTAT NET PART DU GROUPE⁽¹⁾ DE 2,0 Md EUR, BONNE CROISSANCE DES MÉTIERS

- **Résultat net part du Groupe comptable de 1,3 Md EUR**
- **Progression du RBE⁽¹⁾ des métiers +4,3%***
- **Frais de gestion stables* /S1-12**
- **ROE⁽¹⁾ de 8,7% au S1-13**
- **BNPA⁽³⁾ : 1,53 EUR**

(1) Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, actifs gérés en extinction et éléments non-récurrents : Impact sur le produit net bancaire au T2-13 de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre +53 MEUR ; des éléments non-récurrents : -73 MEUR ; des actifs gérés en extinction +84 MEUR. Effet sur les frais de gestion : actifs gérés en extinction : -12 MEUR. Incidence en coût net du risque : actifs gérés en extinction -131 MEUR, provision pour litiges, -100 M EUR.

Impact en résultat net part du Groupe total de -162 M EUR, dont actifs gérés en extinction -42 MEUR ; réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre +35 MEUR ; éléments non récurrents : -154 MEUR Voir note méthodologique n°8.

(2) Hors litiges, actifs gérés en extinction. Baisse mesurée sur le coût du risque en points de base

(3) Après déduction des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI au titre du S1-13 (respectivement 125 et 29 millions d'euros). A fin juin 2013, la plus-value nette d'impôt et des intérêts courus non échus relative au rachat de TSS est nulle.

* A périmètre et taux de change constants

** Hors éléments non économiques (réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre), actifs gérés en extinction, et éléments non-récurrents, voir note méthodologique n°8

Les éléments relatifs aux résultats de l'année 2012 ont été retraités en raison de l'entrée en application de la norme IAS 19 : le changement de méthode comptable implique un réajustement des données de l'année précédente.

Le Conseil d'administration de Société Générale, réuni le 31 juillet 2013, a examiné les comptes du Groupe pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2013.

Le produit net bancaire et le résultat net part du Groupe du trimestre s'élèvent respectivement à 6 233 millions d'euros et 955 millions d'euros au T2-13.

Retraités des éléments non-économiques et non-récurrents, le produit net bancaire et le résultat net part du Groupe s'élèvent respectivement à 6 169 millions d'euros et 1 117 millions d'euros au deuxième trimestre, dégageant un ROE de 10,0%**.

Au premier semestre 2013, le produit net bancaire atteint 11 321 millions d'euros, et le résultat net part du Groupe à 1 319 millions d'euros. Retraités des éléments non-économiques et non-récurrents, le produit net bancaire et le résultat net part du Groupe s'inscrivent respectivement à 12 376 millions d'euros et 1 958 millions d'euros.

Ces résultats s'appuient sur une performance solide des métiers, avec une contribution au résultat net part du Groupe de 1 033 millions d'euros au T2-13 (298 millions d'euros au T2-12). Cette contribution est au total de 2 127 millions d'euros au premier semestre 2013, contre 1 264 millions d'euros au S1-12.

Les **revenus des métiers** progressent (+5,8% au T2-13 par rapport au T2-12, et +1,4% au S1-13 par rapport au S1-12). Malgré des taux d'intérêt très bas, une demande de crédit toujours faible en France et un environnement économique ralenti, les revenus des **Réseaux France** sont en croissance, tirés par une forte collecte de dépôts. Les **Réseaux Internationaux** démontrent leur résilience, avec une activité commerciale soutenue, notamment dans la collecte de dépôts. Les revenus des **Services Financiers Spécialisés et Assurances** continuent leur progression, soutenus par la dynamique confirmée des métiers de l'Assurance, et le maintien d'un bon niveau de marge dans les Services Financiers Spécialisés. La **Banque de Financement et d'Investissement** extériorise une performance très satisfaisante, notamment dans les activités de marché, et concrétise son positionnement de leader dans les Financements Structurés et les émissions sur les marchés de dette. La reprise se confirme dans les activités de Banque Privée, ce qui permet aux revenus du pôle **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** de conclure le trimestre en progression de 10,5%*.

Le **coefficient d'exploitation du Groupe**** s'améliore tant par rapport au T2-12 que par rapport au S1-12. Le plan de réduction des coûts annoncé au trimestre précédent est en cours de mise en œuvre : 170 millions d'euros d'économies de coût ont été sécurisées à horizon 2015, sur un plan total de 900 millions d'euros annoncé en mai 2013. Les frais de gestion sont en baisse de -1,9% au T2-13 par rapport au T2-12 en données courantes, mais progressent légèrement à périmètre et change constants, compte tenu de l'enregistrement au cours du premier semestre de coûts liés au plan de transformation.

Le **coût du risque commercial**, mesuré en points de base⁽¹⁾, s'inscrit à 67 points de base au T2-13, contre 75 points de base au T1-13, soit une baisse de -8 points. Il baisse dans les Réseaux de banque de détail, et est globalement stable dans les Services Financiers Spécialisés, se maintenant à un niveau bas dans la Banque de Financement et d'Investissement.

Le ratio Core Tier 1 du Groupe, déterminé selon les règles « Bâle 3 », s'élève à 9,4%⁽²⁾ à la fin du trimestre, sans phasage. Dans le référentiel « Bâle 2.5 », il atteint 11,1%⁽²⁾. Les actions engagées au troisième trimestre permettent d'ores et déjà de sécuriser l'objectif de ratio Core Tier 1 Bâle 3 de fin d'année, à 9,5%.

⁽¹⁾ Annualisé, hors litiges, actifs gérés en extinction, sur actifs début de période

⁽²⁾ Ratio Core Tier 1 Bâle 3 pro forma, sans phasage, basé sur notre compréhension des règles CRR/CRD4 publiées le 26 juin 2013, incluant le compromis danois. Ratio Core Tier 1 Bâle 2.5, déterminé selon les normes ABE Bâle 2.5 (normes Bâle 2 intégrant les exigences de la CRD3)

Commentant les résultats du Groupe au premier semestre 2013, Frédéric Oudéa – Président-Directeur général – a déclaré :

« Le Groupe Société Générale a enregistré au premier semestre 2013 une bonne performance de ses métiers, en s'appuyant sur la qualité de ses fonds de commerce et le travail de fond conduit depuis plusieurs années pour les adapter à un nouvel environnement économique et réglementaire. L'adaptation du bilan s'achève avec un ratio Core Tier 1 Bâle 3 au 30 juin 2013 de 9,4%, l'objectif de 9,5% à fin 2013 étant d'ores et déjà sécurisé. Nous allons poursuivre nos efforts. La deuxième étape de la transformation du Groupe est bien engagée, avec des dynamiques positives tant commerciales que financières dans tous les métiers. Ces dynamiques vont se prolonger dans les deux prochaines années, en donnant la priorité aux synergies de revenus et à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle. S'appuyant sur un bilan très solide et l'engagement de ses équipes, le Groupe a l'ambition de figurer dans le peloton de tête des banques européennes, en étant confiant dans sa capacité à dégager un ROE de 10% à partir de fin 2015. »

1. RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE

M EUR	T2-12	T2-13	Var T2/T2	S1-12	S1-13	Var S1/S1
Produit net bancaire	6 272	6 233	-0,6%	12 583	11 321	-10,0%
<i>A données constantes*</i>			+4,4%			-6,3%
Produit net bancaire**	6 032	6 169	+2,3%	12 807	12 376	-3,4%
Frais de gestion	(3 982)	(3 908)	-1,9%	(8 311)	(7 975)	-4,0%
<i>A données constantes*</i>			+2,8%			+0,1%
Résultat brut d'exploitation	2 290	2 325	+1,5%	4 272	3 346	-21,7%
<i>A données constantes*</i>			+7,1%			-18,7%
Coût net du risque	(822)	(986)	+20,0%	(1 724)	(1 913)	+11,0%
Résultat d'exploitation	1 468	1 339	-8,8%	2 548	1 433	-43,8%
<i>A données constantes*</i>			-5,6%			-44,8%
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	(450)	0	n/s	(450)	0	n/s
Résultat net part du Groupe comptable	436	955	x 2,2	1 171	1 319	+12,6%
Résultat net part Groupe**	805	1 117	+38,7%	1 959	1 958	-0,0%
				S1-12	S1-13	
ROTE Groupe (après impôt)				6,0%	6,6%	

Produit net bancaire

Le produit net bancaire du Groupe s'établit à 6 233 millions d'euros au T2-13, et 11 321 millions d'euro pour le premier semestre.

Hors éléments non-économiques, non-récurrents, et actifs gérés en extinction, les revenus s'établissent à 6 169** millions d'euros, en hausse de +2,3%** par rapport au T2-12, et à 12 376 millions d'euros au premier semestre (-3,4%** par rapport au S1-12).

- Les **Réseaux France** enregistrent au T2-13 des revenus de 2 069 millions d'euros (et 4 084 millions au S1-13), en forte progression par rapport au T2-12, +3,0% hors PEL/CEL (et +0,8% par rapport au S1-12 hors PEL/CEL), s'appuyant sur une collecte de dépôts dynamique (+9,8% par rapport au T2-12 et des encours moyens en hausse de +6,2% depuis fin 2012) dans un contexte de baisse sensible de la demande de crédit ;
- Le produit net bancaire des **Réseaux Internationaux**, à 1 100 millions d'euros au T2-13 est en légère progression, (+1,6%*) par rapport au T2-12, et stable (+0,2%*) au S1-13 par rapport au S1-12, à 2 231 millions d'euros, l'activité commerciale dynamique en Russie et en Afrique subsaharienne compensant la situation économique difficile en Europe centrale et orientale ;
- Les revenus du pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** progressent de +2,2%* au T2-13 par rapport au T2-12 et de +2,5%* au S1-13 par rapport au S1-12. Les revenus sont de 891 millions d'euros au T2-13, portant le total du semestre à 1 759 millions d'euros. L'activité d'Assurance affiche une progression de +8,9%* de ses revenus entre le T2-12 et le T2-13, à 185 millions d'euros (et 368 millions d'euros au total au S1-13, +10,3%*). Les métiers de Services Financiers Spécialisés maintiennent leurs revenus au T2-13 à 706 millions d'euros (+0,6%* par rapport au T2-12) pour atteindre 1 391 millions d'euros sur le S1-13 (+0,6%* par rapport au S1-12), grâce à leur politique de maintien des marges à la production.
- Au total, les revenus de la Banque de Financement et d'Investissement s'inscrivent à 1 688 millions d'euros au T2-13 et 3 592 millions d'euros au S1-13, en progression respectivement

de +42,0%* par rapport au T2-12 et +18,4%* par rapport au S1-12.

Les activités pérennes de la **Banque de Financement et d'Investissement** extériorisent des revenus de 1 604 millions d'euros au T2-13, en forte progression (+23,3%*) par rapport à un T2-12 marqué par la crise de la zone euro et l'effet des cessions de portefeuilles de crédit. Au premier semestre, les revenus atteignent 3 518 millions d'euros, contre 3 259 au S1-12, en progression de +9,9%*. Ces performances s'expliquent notamment, pour les Activités de Marché, par un bon niveau d'activité sur les produits structurés et les dérivés actions. Les activités de Financement et Conseil bénéficient toujours de leurs positions de leader dans les activités de Financements Structurés, ainsi que dans les émissions de dette et de capital pour compte de clients.

La contribution des actifs gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement aux revenus du métier est positive, à +84 millions d'euros au T2-13 (contre -112 millions au T2-12) et +74 millions d'euros au S1-13, contre -169 millions d'euros au S1-12). Cette variation positive est contrebalancée par un mouvement inverse en coût du risque et fait suite à la restructuration de certaines positions de titrisation au T2-13, cédées au cours du mois de juillet 2013.

- Le produit net bancaire des métiers de **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** s'inscrit à 501 millions d'euros (+10,5%* par rapport au T2-12) et à 958 millions d'euros au S1-13 (+3,7%* par rapport au S1-12). Les revenus sont soutenus par la reprise des activités de Banque Privée, en hausse de +35,8%* entre le T2-12 et le T2-13, à 230 millions d'euros (soit 436 millions d'euros au S1-13, +19,2%* par rapport au S1-12). Les activités de Courtage sont toujours pénalisées par un marché difficile. Un plan d'adaptation est en cours afin d'aligner l'organisation au nouvel environnement. Enfin les activités de Services aux Investisseurs démontrent leur résilience dans un environnement de taux bas avec des revenus de 176 millions d'euros au T2-13 (-0,6%* par rapport au T2-12) portant le total du semestre à 332 millions d'euros (-0,9%* par rapport au S1-12).

L'incidence comptable sur le produit net bancaire de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre est de +53 millions d'euros au T2-13, soit -992 millions d'euros au S1-13, (contre respectivement +206 millions au T2-12 et +25 millions au S1-12).

Frais de gestion

En mars 2013, le Groupe a engagé une deuxième étape du programme d'amélioration de son efficacité, avec trois objectifs : réduire les coûts et renforcer la compétitivité, simplifier le fonctionnement du Groupe et renforcer les synergies entre métiers. Sur les 900 millions d'économies à réaliser sur la période 2013 / 2015, le Groupe a d'ores et déjà sécurisé 170 millions d'économies de coûts au travers des mesures mises en œuvre au premier semestre 2013. Les coûts engagés pour la mise en œuvre de ce programme sont de 125 millions d'euros au 30 juin 2013.

Les frais de gestion, à -3 908 millions d'euros ce trimestre, sont en baisse de -1,9% en données courantes par rapport au T2-12, avec des efforts de réduction des coûts dans tous les métiers. A périmètre et change constants, ils sont en progression modérée de +2,8%*, en tenant compte des coûts non-récurrents liés au plan de transformation et d'économies. Sur le semestre, les frais de gestion sont de -7 975 millions d'euros en baisse significative de -4,0% par rapport au S1-12 (stables à périmètre et changes constants). En retraitant les coûts non-récurrents liés au plan d'économies, soit -125 millions d'euros au premier semestre, les coûts baissent de -5,5% entre le S1-12 et le S1-13.

L'amélioration de l'efficacité opérationnelle est sensible dans tous les pôles d'activité. Le coefficient d'exploitation**, à 63,2% au T2-13, se réduit de -2,6 points en un an, et de -0,5 point entre le S1-12 et le S1-13, à 64,2%**.

Au T2-13, le coefficient d'exploitation des Réseaux France et du pôle Services Financiers Spécialisés et Assurances est globalement stable par rapport au T2-12, tandis que l'amélioration est sensible (-1 point) dans les Réseaux Internationaux et dans l'activité de Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs (-4,6 points). La forte amélioration observée dans la Banque de Financement et d'Investissement s'explique en partie par les revenus bas du T2-12, le coefficient d'exploitation des activités pérennes diminuant de 11 points en un an.

En comparaison semestrielle, les métiers du Groupe améliorent leur coefficient d'exploitation global de 3,7 points entre le S1-12 et le S1-13, principalement dans la Banque de Financement et

d'Investissement et dans les activités de Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs. On notera une baisse de -0,7 point dans les activités de banque de détail, soit -0,9 point (hors PEL/CEL) dans les Réseaux France, -1,4 point dans les activités de Services Financiers Spécialisés et Assurances et -0,5 point dans les Réseaux Internationaux.

Résultat d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation du Groupe est de 2 325 millions d'euros au T2-13, en progression de +7,1%* par rapport au T2-12, et de 3 346 millions d'euros au S1-13 (contre 4 272 au S1-12). Hors éléments non-économiques, non récurrents, et incidence des actifs gérés en extinction, la variation du résultat brut d'exploitation est de +10,1% entre le T2-12 et le T2-13, passant de 2 064 millions d'euros à 2 273 millions d'euros.

Au global, la variation du résultat brut d'exploitation ainsi corrigé est de -2,1% entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013 en données courantes et de +1,5%* à périmètre et change constants. Le résultat brut d'exploitation des métiers, corrigé des éléments non-économiques et non-récurrent, hors actifs gérés en extinction, est en hausse globale de +4,3%*, en hausse dans tous les métiers, dont +7,9%* pour la Banque de Financement et d'Investissement, et une croissance solide des activités de banque de détail (+1,2%* dans les Réseaux France ; +4,3%* pour les Services Financiers Spécialisés et Assurances ; +0,5%* pour les Réseaux Internationaux).

La **charge nette du risque** du Groupe pour le deuxième trimestre 2013 est de -986 millions d'euros, contre -822 millions d'euros au T2-12.

Le Groupe enregistre une dotation complémentaire aux provisions collectives pour litiges à hauteur de -100 millions d'euros au T2-13, portant le total du semestre à -200 millions d'euros.

Le **coût du risque commercial** du Groupe s'établit à (67)⁽²⁾ points de base au T2-13, en baisse par rapport au T1-13 (75)⁽²⁾ points de base).

- Sur les **Réseaux France**, il diminue à |58 points de base (contre 65 pb au T1-13), traduisant de moindres dotations sur les entreprises de taille moyenne. La sinistralité reste faible sur la clientèle de particuliers. Le Groupe renforce ses provisions collectives dans un environnement économique toujours difficile.
- A 150 points de base (contre 154 points de base au T1-13), le coût du risque des **Réseaux Internationaux** est globalement stable, avec des évolutions contrastées par zone : baisse en République tchèque, normalisation en Russie. Il reste élevé en Europe Centrale et Orientale.
- Le coût du risque des **Services Financiers Spécialisés** est globalement stable à 115 points de base (contre 113 points de base au T1-13).
- Le coût du risque des activités pérennes de **la Banque de Financement et d'Investissement** demeure à un niveau bas à 22 points de base (contre 20 points de base au T1-13), confirmant la qualité du portefeuille de crédit. Au T2-13, la charge nette du risque des actifs gérés en extinction s'établit à -131 millions d'euros.

En parallèle, le taux de couverture des engagements provisionnables du Groupe atteint 78% à fin juin 2013, et augmente d'un point par rapport à fin mars 2013.

Au total, le **résultat d'exploitation** du Groupe ressort à 1 339 millions d'euros au T2-13, contre 1 468 millions d'euros au T2-12, soit 1 433 millions d'euros au S1-13 (en forte baisse par rapport au S1-12, en raison des effets de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre).

Corrigé des éléments non économiques, non-récurrents et des actifs gérés en extinction, le résultat d'exploitation est en progression de +18,6 % par rapport à T2-12 à 1 518 millions d'euros au T2-13, contre 1 280 millions d'euros au T2-12, et de 2 884 millions d'euros au S1-13 (à rapprocher de 2 976 au S1-12).

Résultat net

Le résultat net part du Groupe s'élève à 955 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2013 (436 millions d'euros au T2-12), après prise en compte de la charge fiscale (taux effectif d'impôt du Groupe de 22,9% au T2-13 contre 30,5% au T2-12 ; le taux effectif d'impôt du semestre est de 22,6%), et la contribution des participations ne donnant pas le contrôle.

Corrigé des éléments non-économiques, non-récurrents et des actifs gérés en extinction⁽¹⁾, le résultat net part du Groupe atteint 1 117 millions d'euros au T2-13, à rapprocher de 805 millions d'euros au T2-12. Au total, il atteint 1 958 millions d'euros au premier semestre 2013.

Le ROE du Groupe, hors éléments non-économiques, non-récurrents, et actifs gérés en extinction est de 10,0% au T2-13 (8,4% en données brutes) et le ROTE sur le même périmètre est de 11,7% (9,9% en données brutes). Le ROE du semestre est de 8,7% hors éléments non-économiques, non-récurrents et actifs gérés en extinction (et 5,6% en données brutes) pour un ROTE de 10,2%.

Le bénéfice net par action s'élève à 1,53 euros au S1-13, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI⁽²⁾.

(1) Impact en résultat net part du Groupe total de -162 M EUR au T2-13, dont : actifs gérés en extinction -42 MEUR ; réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre +35 MEUR ; cessions + 21 MEUR ; IFRS 13 dans la Banque de Financement d'Investissement -75 MEUR ; Provisions pour litiges : -100 MEUR. Voir note méthodologique n°8.

(2) Les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI au titre du T2-13 sont respectivement de -60 et -15 millions d'euros, et de -125 et -29 millions pour le S1-13.

2. STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Au 30 juin 2013, les **capitaux propres** part du Groupe s'élèvent à 49,3 milliards d'euros⁽¹⁾ et l'actif net tangible par action à 48,39 euros (correspondant à un actif net par action de 56,43 euros dont 0,85 euros de plus-values latentes). Au deuxième trimestre 2013, le Groupe a acquis 6,0 millions de titres Société Générale et a également procédé à la cession de 8,4 millions de titres dans le cadre du contrat de liquidité conclu le 22 août 2011. Au total, le Groupe a acquis 14,2 millions de titres et en a cédé 14,5 millions au cours du premier semestre dans le cadre de ce contrat.

Société Générale détient au 30 juin 2013, 2,85% de son capital (hors actions détenues dans le cadre des activités de trading), soit 22,5 millions d'actions, dont 9 millions d'actions d'autocontrôle. Par ailleurs, le Groupe détient à cette même date 1,4 million d'options d'achat sur son propre titre, en couverture de plans de stock-options attribuées à ses salariés.

Le **bilan financé**⁽²⁾ du Groupe après compensation de l'assurance, des encours relatifs aux produits dérivés, des opérations de pension et des comptes de régularisation, ressort à 647 milliards d'euros au 30 juin 2013, en hausse de +2,9% (+18 milliards d'euros) par rapport au 30 juin 2012, mais en légère baisse (-0,9%) par rapport au 31 décembre 2012.

Ce trimestre, le Groupe a poursuivi le renforcement de sa structure de bilan. L'excédent de ressources stables (capitaux propres, dépôts clientèle et financements à moyen et long terme) sur les emplois à long terme (titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance, prêts clientèle et actifs long terme) a fortement augmenté pour atteindre 76 milliards d'euros (soit +55 milliards d'euros sur douze mois et +26 milliards d'euros sur le premier semestre 2013). A fin juin 2013, le Groupe a levé 19,1 milliards d'euros de dettes à moyen et long terme (avec une maturité moyenne de 6,3 ans), couvrant d'ores et déjà l'ensemble de ses besoins de financement de l'année 2013. Sur le deuxième semestre, le Groupe devrait toutefois continuer à émettre en fonction des opportunités du marché.

En parallèle, les dépôts clientèle sont en hausse de +9 milliards d'euros par rapport au T2-12 alors que les crédits sont en repli de 23 milliards d'euros en raison principalement d'effets périmètre (cession de filiales et d'actifs). Par conséquent, le **ratio crédits sur dépôts, à 111%** s'améliore de -11 points sur un an et de -7 points par rapport à la fin de l'exercice 2012.

Dans un même temps, le Groupe a significativement réduit ses besoins de financement court terme qui s'établissent à 110 milliards d'euros à fin juin 2013 (soit une baisse de -32 milliards d'euros en trois trimestres). Cette tendance devrait se prolonger sur le reste de l'année. Le Groupe a par ailleurs augmenté ses réserves de liquidité de +36 milliards d'euros sur un an (dont +17 milliards sur le premier semestre 2013), à 150 milliards d'euros. Elles couvrent désormais 136% des besoins de refinancement court terme du Groupe à fin juin 2013 (contre 100% au à fin juin 2012).

Les fonds propres, à 52 milliards d'euros, sont en progression de +1 milliard d'euros par rapport à la fin du T2-12 et stables par rapport à fin décembre.

Les **encours pondérés** du Groupe s'établissent à 313,8 milliards d'euros à fin juin 2013, en baisse de 6,3 milliards d'euros (-2,0%) par rapport à fin T1-13. Ils sont en baisse de -3,2% depuis le T4-12 et de -8,4% sur un an, témoignant des efforts continus du Groupe en matière d'optimisation des ressources rares. Au premier semestre, ont été intégrés les encours relatifs aux sociétés d'assurance du Groupe, pour 5,5 milliards d'euros en raison de la fin du régime dérogatoire antérieurement appliqué. Retraités de cette variation et de l'effet change, les encours sont en baisse de -4,3% par rapport à fin 2012 et -8,9% sur un an.

La part des encours pondérés de crédit dans le total est de 78,9% au 30 juin 2013, stable hors assurance par rapport au T4-12 et au T2-12. Les encours pondérés relatifs au risque de marché représentent 8,4% du total au 30 juin 2013 (part globalement stable par rapport au T2-12 et au T4-12). Les activités de Banque de détail (Réseaux France et Internationaux, Services Financiers Spécialisés et Assurances) représentent à la fin du T2-13 63,4% des encours pondérés du Groupe, +0,9 point hors Assurance par rapport au T4-12, en progression de +3,6 points hors assurance sur un an.

Les mouvements détaillés par pôle illustrent la stratégie de réduction du bilan et de stricte maîtrise des risques du Groupe : sur un an, les encours pondérés des activités de Services Financiers

⁽¹⁾ Ce montant comprend notamment (i) 4,5 milliards d'euros de titres super-subordonnés et (ii) 1,6 milliard d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée

⁽²⁾ Bilan financé / ratio crédits sur dépôts du Groupe / réserves de liquidité : voir note méthodologique n°7

Spécialisés se réduisent de -3,7%, et de -1,4% depuis le T4-12, sous forte contrainte de ressources ; les encours pondérés des Réseaux France sont stables hors assurance depuis fin décembre 2012 (+0,7%), en hausse de +2,9% hors assurance sur un an. Ils représentent 28,8% des encours pondérés totaux du Groupe. Les encours pondérés des Réseaux Internationaux sont en forte diminution depuis le T4-12 et sur un an (respectivement -10,7% et -14,4%), en raison principalement de la cession de la filiale NSGB. Les encours des activités pérennes de la Banque de Financement et d'Investissement sont en baisse de -2,0% depuis le T4-12 et de -7,8% sur un an.

En ce qui concerne les actifs gérés en extinction, les encours représentent 2,4% du total des encours pondérés du Groupe au T2-13, en baisse de -23,4% depuis le T4-12 et de -59,1% en un an.

Le ratio Tier 1 du Groupe établi selon les règles « Bâle 2.5 » s'élève à 12,7% au 30 juin 2013 (12,5% à fin 2012 et 11,6% à fin juin 2012). Le ratio **Core Tier 1**, selon les mêmes règles, atteint 11,1% au 30 juin 2013, (10,7% au 31 décembre 2012 et à 9,9% à fin juin 2012), en hausse de plus de 120 points de base en un an, malgré les changements réglementaires intervenus en début d'année, qui avaient réduit le ratio du T1-13 de -95 point de base globalement (dont : fin du régime dérogatoire des filiales d'Assurance, -69 points de base ; intégration en fonds propres des engagements postérieurs à l'emploi à la suite de l'entrée en application de la norme IAS 19, -17 points de base ; prise en compte, selon la norme IFRS 13, de l'ajustement de valeur au titre du risque de crédit – *Credit Value Adjustment* ou CVA – sur les produits dérivés, -9 points de base).

Il convient de noter que le mouvement symétrique à la CVA concernant les engagements de la banque sur produits dérivés (*Debit Value Adjustment* ou DVA), qui mesure l'effet en résultat du risque de crédit propre associé aux produits dérivés, est neutralisé pour la détermination du ratio, et à ce titre n'entre pas dans le calcul du bénéfice distribuable.

Le ratio de capital Core Tier 1 déterminé selon les règles « Bâle 3 » (qui intègrent les exigences de CRR/CRD 4) s'élève à 9,4% à la fin du T2-13. Le ratio Core Tier 1 Bâle 3 progresse de +73 points de base en un trimestre, sous l'effet d'une génération de capital et de résultats dynamique (+28 points de base), des cessions du portefeuille d'actifs gérés en extinction (+12 points de base), de la réduction des besoins des métiers (+28 points de base, essentiellement liés à la gestion de la CVA, générant à elle seule une économie de capital de +19 points de base), les autres variations ayant un effet cumulé de +5 points de base. Compte tenu des actions déjà mises en œuvre (augmentation de capital réservées aux salariés, ayant un effet de +5 points de base sur ce ratio et cessions de lignes du portefeuille d'actifs gérés en extinction pour environ +15 points de base), l'objectif de capital fixé à 9,5% pour fin 2013 est d'ores et déjà sécurisé. Le ratio de capital Core Tier 1 Bâle 3 devrait continuer à progresser d'ici à fin 2013, en intégrant les flux de résultat générés au cours des deux prochains trimestres.

Les notations du Groupe chez Moody's et Standard & Poor's restent inchangées à respectivement "A2" et "A". La notation chez FitchRatings a été revue à la baisse le 17 juillet 2013 à "A", suite à la dégradation de la notation souveraine de la France dans cette agence le 12 juillet. Enfin, le Groupe est noté AA (low) chez DBRS depuis le 30 mai 2013.

3. RÉSEAUX FRANCE

M EUR	T2-12	T2-13	Var T2/T2	S1-12	S1-13	Var S1/S1
Produit net bancaire	2 037	2 069	+1,6% 3,0%(a)	4 083	4 084	+0,0% 0,8%(a)
Frais de gestion	(1 277)	(1 298)	+1,6%	(2 624)	(2 608)	-0,6%
Résultat brut d'exploitation	760	771	+1,4% +5,3%(a)	1 459	1 476	1,2% +3,3%(a)
Coût net du risque	(212)	(274)	+29,2%	(415)	(575)	+38,6%
Résultat d'exploitation	548	497	-9,3%	1 044	901	-13,7%
Résultat net part du Groupe	360	319	-11,4%	686	575	-16,2%

(a) Hors PEL/CEL

Les **Réseaux France** enregistrent une activité commerciale robuste au T2-13 malgré un contexte macroéconomique difficile.

Dans un contexte de concurrence accrue sur la collecte de dépôts, les encours bilanciaux progressent de +9,8% par rapport au T2-12 à 154,7 milliards d'euros. Cette performance est tirée par la collecte sur dépôts à terme qui progressent de +27,0% par rapport au T2-12. L'épargne réglementée (hors PEL) est également en forte hausse (+10,8%), portée par les encours de livret A.

Les Réseaux France restent pleinement engagés auprès de leurs clients tant particuliers qu'entreprises. Néanmoins, dans un contexte économique difficile, la demande de financements demeure atone, comme en témoigne la stabilité des encours de crédits par rapport au T2-12 à 175,9 milliards d'euros.

Les encours de crédits aux entreprises sont stables à 79,0 milliards d'euros (-0,6%). Le Groupe continue à accompagner les entreprises et à financer leurs besoins : les encours de crédits de fonctionnement progressent de +3,0% à 13,2 milliards d'euros par rapport au T2-12, alors que la faiblesse de la demande de crédits d'investissement se traduit par une baisse des encours de -2,0% à 62,7 milliards d'euros compte tenu de l'environnement morose.

Les encours de crédits aux particuliers progressent de +0,6% sur la période, tirés par les crédits immobiliers (+0,9%).

Le ratio crédits/dépôts s'élève à 114% au T2-13 contre 118% au T1-13 et 125% au T2-12.

Les revenus des Réseaux France sont en hausse globale de +1,6% par rapport au T2-12, avec un produit net bancaire de 2 069 millions d'euros au T2-13. Hors effet PEL/CEL, le produit net bancaire est en hausse de +3,0% par rapport au T2-12. La progression de la marge d'intérêts hors PEL/CEL de +1,9% par rapport au T2-12 s'explique par un effet volume favorable sur les dépôts et par une évolution positive de la marge sur crédits. Les commissions sont en hausse de +4,4% sur cette même période, mais restent stables au S1-13 par comparaison avec le S1-12.

Les frais de gestion augmentent de +1,6% par rapport au T2-12, permettant aux Réseaux France de dégager un résultat brut d'exploitation de 771 millions d'euros en hausse de +5,3% (hors PEL/CEL). Sur le semestre, les Réseaux France dégagent un résultat brut d'exploitation de 1 476 millions d'euros en hausse de 1,2% par rapport au S1-12 (+3,3% hors provisions PEL/CEL)

Le coût du risque des Réseaux France, à 58 points de base au T2-13, est en baisse par rapport à celui du T1-13 (65 points de base).

Au total, les Réseaux France dégagent un résultat net part du Groupe de 319 millions d'euros au T2-13. Sur le semestre, les Réseaux France dégagent un résultat net part du Groupe de 575 millions d'euros.

4. RÉSEAUX INTERNATIONAUX

M EUR	T2-12	T2-13	Var T2/T2	S1-12	S1-13	Var S1/S1
Produit net bancaire	1 239	1 100	-11,2%	2 465	2 231	-9,5%
<i>A données constantes*</i>			+1,6%			+0,2%
Frais de gestion	(758)	(662)	-12,7%	(1 516)	(1 360)	-10,3%
<i>A données constantes*</i>			-0,6%			-0,0%
Résultat brut d'exploitation	481	438	-8,9%	949	871	-8,2%
<i>A données constantes*</i>			+5,0%			+0,5%
Coût net du risque	(360)	(279)	-22,5%	(710)	(552)	-22,3%
Résultat d'exploitation	121	159	+31,4%	239	319	+33,5%
<i>A données constantes*</i>			+25,7%			+0,3%
Résultat net part du Groupe	(231)	59	n/s	(186)	138	n/s

Pour les Réseaux Internationaux, le deuxième trimestre s'inscrit dans la tendance du début de l'année 2013. Dans un contexte de ralentissement économique en Europe, les encours de crédits des Réseaux Internationaux ⁽¹⁾ progressent de +1,3%* par rapport au T2-12 à 61,7 milliards d'euros : la forte dynamique au niveau de la clientèle des particuliers (+8,3%*) contrastant avec le repli constaté sur la clientèle d'entreprises (-3,8%*). Sur la même période, les dépôts affichent une hausse soutenue de +5,3%* à 63,6 milliards d'euros, grâce à une collecte solide en Russie (+8,8%*), dans les pays d'Europe centrale et orientale (+11,5%*) et en Afrique subsaharienne (+8,9%*). Le ratio crédits sur dépôts à (97%) est en baisse par rapport à décembre 2012 (-4,2 points) et fin juin 2012 (- 4 points).

Malgré cet effet volume positif, l'environnement de taux bas dans les principales implantations européennes continue de peser sur les revenus des Réseaux Internationaux qui progressent de +1,6%* par rapport au T2-12 (à 1 100 millions d'euros). Cette évolution est assez différente selon les zones : en effet, les revenus sont en hausse en Russie, en Roumanie, dans les autres pays d'Europe centrale et orientale et en Afrique subsaharienne, alors qu'ils sont en repli en République tchèque et dans le Bassin méditerranéen.

Les coûts s'inscrivent en baisse de -0,6%* par rapport au T2-12 malgré la poursuite de l'expansion du réseau en Afrique subsaharienne et dans le Bassin méditerranéen (ouvertures de 37 agences supplémentaires sur un an), sous l'effet des mesures d'efficacité opérationnelle engagées dans l'ensemble du Groupe.

Au deuxième trimestre 2013, le résultat brut d'exploitation du pôle ressort à +438 millions d'euros en progression de +5,0%* par rapport au T2-12.

Au global le résultat net part du Groupe s'établit à +59 millions d'euros au T2-13 (contre une perte de -231 millions d'euros au T2-12, qui avait enregistré une dépréciation d'écart d'acquisition de -250 millions d'euros).

Sur le semestre, le pôle enregistre des revenus de 2 231 millions d'euros, un résultat brut d'exploitation de 871 millions d'euros et un résultat net part du Groupe de 138 millions d'euros.

En Russie (périmètre comprenant Rosbank, Delta Credit, leurs filiales consolidées dans le pôle Réseaux Internationaux et 25% de Rusfinance), les résultats sont encourageants. L'activité commerciale reste dynamique ce trimestre avec une progression des encours de crédits particulièrement marquée sur la clientèle des particuliers (+20,5%* par rapport au T2-12) et une hausse des dépôts de +8,8%* par rapport au T2-12.

(1) Le Groupe a cédé sa filiale égyptienne NSGB à QNB le 26 mars 2013. Les résultats de NSGB sont intégrés dans ceux du pôle Réseaux Internationaux (deux mois de résultats en 2013), les encours ont été comptablement reclassés en « actifs destinés à être cédés » fin 2012. Le produit de la cession de NSGB est inscrit dans les résultats du Hors Pôles en 2013. Le Groupe a également cédé sa filiale grecque Geniki fin 2012.

Le produit net bancaire progresse de (+10,3%*)⁽¹⁾ par rapport au T2-12. Sur la même période, les coûts restent bien maîtrisés (+2,2%*) malgré une inflation proche de 5%, reflétant les mesures de rationalisation engagées par le Groupe depuis plusieurs trimestres. Le résultat net part du Groupe ressort à 10 millions d'euros à rapprocher d'une perte de 271 millions d'euros au T2-12 (qui incluait une dépréciation de survaleur de 250 millions d'euros). Au total, l'entité SG Russie⁽²⁾ contribue à hauteur de 26 millions d'euros au résultat net part du Groupe du trimestre.

En République tchèque, malgré un contexte économique peu porteur, Komerční Banka (KB) confirme son dynamisme commercial : les encours de crédits enregistrent une progression de +4,9%* et les encours de dépôts affichent une hausse de +5,0%* par rapport à fin juin 2012. Les revenus sont cependant en recul par rapport au T2-12 (-14%*) sous l'effet conjugué des baisses successives des marges sur dépôts en 2013 et d'une plus-value non récurrente constatée au T2-12 (vente de la participation de KB dans CMZRB). Les frais généraux sont en hausse limitée de +0,8%* et la contribution au résultat net du Groupe s'établit à 60 millions d'euros au T2-13 (contre 81 millions au T2-12 et 51 millions au T1-13).

En Roumanie, dans un contexte économique encore délicat mais qui montre toutefois des signes d'amélioration, les encours de crédits de BRD sont en retrait (-5,9%*) par rapport à fin juin 2012 : la progression des encours du segment de la clientèle de particuliers, notamment dans les prêts immobiliers, ne permettant pas de compenser le recul du segment des entreprises. Dans le même temps, la collecte de dépôts progresse légèrement (+0,9%*). Les revenus de la Roumanie s'établissent à 147 millions d'euros au T2-13 (+8,1%* par rapport au T2-12) et s'accompagnent d'une baisse des coûts de -8,4%* sous l'effet des efforts d'amélioration de l'efficacité opérationnelle de l'entité (réduction des effectifs et du nombre d'agences). Le coût du risque est en baisse sur un an et en séquentiel, ce qui au total permet au Groupe d'afficher un résultat net à l'équilibre au T2-13 (contre une perte de -15 millions d'euros au T2-12).

Dans les **autres pays d'Europe centrale et orientale**, les encours de dépôts poursuivent leur forte progression (+11,5%* par rapport au T2-12), particulièrement sur la clientèle des entreprises alors que l'activité de crédits est stable sur la même période (-0,2%*). Dans ce contexte, les revenus progressent de +3,1%* par rapport au T2-12. Sur la même période, les frais généraux sont en légère baisse (-0,7%*) traduisant les efforts d'économies du Groupe, et le résultat brut d'exploitation de cette zone s'établit à 38 millions d'euros.

Dans le **Bassin méditerranéen**, les dépôts sont en légère hausse de +0,9%* au global, avec une forte collecte en Algérie et en Tunisie et un recul enregistré au Maroc. En parallèle, les encours de crédits affichent une baisse de -1,1%* par rapport à fin juin 2012. Dans ce contexte, les revenus sont en retrait de -9,5%* par rapport au T2-12 et les frais généraux progressent de +2,2%* accompagnant l'expansion du réseau (+18 agences supplémentaires sur un an) et sous l'effet d'une inflation locale élevée.

En **Afrique subsaharienne**, la collecte de dépôts reste solide (+8,9%*), plus particulièrement sur la clientèle des entreprises. En parallèle, les encours de crédits sont en faible hausse de +1,4%* pénalisés par le retrait observé en Côte d'Ivoire, qui masque les bonnes réalisations dans les autres pays. Sur un an, le Groupe a densifié son réseau de 19 agences supplémentaires. Au global, les revenus progressent de +13,4%* au T2-13 alors que les frais restent contenus (+4,3%*) par rapport au T2-12. En conséquence, le coefficient d'exploitation de la zone s'améliore à 55% au T2-13 contre 59% au T2-12.

(1) Fin 2012 les entités BelRosbank (Biélorussie) et AVD, filiale de recouvrement de Rosbank ont été cédées dans le cadre du recentrage du Groupe

(2) Résultat de SG Russie : contribution des entités Rosbank, Delta Credit Bank, Rusfinance Bank, Société Générale Insurance, ALD automotive et de leurs filiales consolidées aux résultats des métiers.

5. SERVICES FINANCIERS SPECIALISES ET ASSURANCES

M EUR	T2-12	T2-13	Var T2/T2	S1-12	S1-13	Var S1/S1
Produit net bancaire	877	891	+1,6%	1 726	1 759	+1,9%
<i>A données constantes*</i>			+2,2%			+2,5%
Frais de gestion	(453)	(459)	+1,3%	(908)	(901)	-0,8%
<i>A données constantes*</i>			+2,9%			+0,8%
Résultat brut d'exploitation	424	432	+1,9%	818	858	+4,9%
<i>A données constantes*</i>			+1,4%			+4,3%
Coût net du risque	(168)	(153)	-8,9%	(334)	(308)	-7,8%
Résultat d'exploitation	256	279	+9,0%	484	550	+13,6%
<i>A données constantes*</i>			+7,5%			+11,2%
Résultat net part du Groupe	167	197	+18,0%	330	389	+17,9%

Le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** regroupe :

- (i) les **Services Financiers Spécialisés** (Location longue durée et gestion de flottes de véhicules, Financement des biens d'équipements professionnels, Crédit à la consommation),
- (ii) l'**Assurance** (Vie, Prévoyance, Dommages).

Les **Services Financiers Spécialisés et Assurances** maintiennent au T2-13 leur très bonne performance, avec une contribution au résultat net part du Groupe de 197 millions d'euros, en progression de +18,0% par rapport au T2-12.

Au global, le résultat d'exploitation du pôle des **Services Financiers Spécialisés et Assurances** ressort à 279 millions d'euros sur le trimestre, en progression de +7,5%* par rapport au T2-12.

Le métier de **location longue durée et gestion de flottes de véhicules** affiche une croissance dynamique de son parc de +5,2%⁽¹⁾ par rapport à fin juin 2012 avec près de 980 000 véhicules à fin juin 2013. Cette croissance s'appuie sur le développement réussi de ses partenariats avec des constructeurs automobiles et des réseaux bancaires.

Dans un contexte de ralentissement de l'investissement, la production du métier de **Financement des biens d'équipements professionnels** est en repli de -8,1%* par rapport à T2-12 à 1,7 milliard d'euros (hors affacturage). Les positions fortes du métier, notamment sur des programmes de financements internationaux (« *vendors programmes* »), permettent de maintenir les marges à un niveau élevé. Les encours s'élèvent à 17,2 milliards d'euros hors affacturage, en recul de -4,2%* par rapport à fin juin 2012.

En **Crédit à la consommation**, dans un environnement peu porteur, la production résiste bien à 2,6 milliards d'euros au T2-13, en léger repli de -1,9%* par rapport au T2-12 grâce aux partenariats en France et en Allemagne. Les encours sont en diminution de -3,5% par rapport à fin juin 2012 à 21,3 milliards d'euros.

Le produit net bancaire et les frais généraux des **Services Financiers Spécialisés** sont stables par rapport au T2-12 à respectivement 706 millions d'euros et -390 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation s'élève à 316 millions d'euros.

Le coût du risque du pôle des **Services Financiers Spécialisés** continue de s'améliorer à 153 millions d'euros au T2-13 (115 points de base ce trimestre) contre 168 millions d'euros au T2-12 (128 points de base).

(1) A isopérimètre

Sur le premier semestre 2013, les **Services Financiers Spécialisés** ont poursuivi leurs initiatives de refinancement externe pour un montant total de 2,2 milliards d'euros sur la période. On notera notamment le succès des premières émissions obligataires et titrisation de créances d'ALD Automotive pour près de 1 milliard d'euros.

La contribution au résultat net part du Groupe des **Services Financiers Spécialisés** est de 116 millions d'euros et le ROE ressort à 12,7% au T2-13, avec des capitaux propres alloués aux métiers stables depuis 2009. Au S1-13, la contribution au résultat net part du Groupe est de 228 millions d'euros.

L'activité **Assurance** réalise une bonne performance au T2-13, avec un produit net bancaire en hausse de +8,9%* par rapport au T2-12, à 185 millions d'euros.

Les encours d'Assurance-vie Epargne poursuivent leur croissance sur le trimestre à 81,7 milliards d'euros (+6,9%* par rapport à fin juin 2012) et la collecte nette s'établit à 0,2 milliard d'euros au T2-13, en nette amélioration par rapport au T2-12.

Les activités d'Assurance Prévoyance et Dommages affichent une croissance dynamique, portée par leur développement à l'international, notamment en Pologne et en Russie, avec des primes en progression de +29,6%* par rapport au T2-12.

La contribution au résultat net part du Groupe du métier Assurance est de 81 millions d'euros au T2-13 et de 161 millions d'euros au S1-13.

6. BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

M EUR	T2-12	T2-13	Var T2/T2	S1-12	S1-13	Var S1/S1
Produit net bancaire	1 223	1 688	+38,0%	3 090	3 592	+16,2%
<i>A données constantes*</i>			+42,0%			+18,4%
<i>Activités de Financement et Conseil</i>	389	402	+3,3%	665	877	+31,9%
<i>A données constantes*</i>			+5,2%			+33,9%
<i>Activités de Marché (1)</i>	946	1 202	+27,1%	2 594	2 641	+1,8%
<i>A données constantes*</i>			+30,8%			+3,7%
<i>Actifs gérés en extinction</i>	(112)	84	n/s	(169)	74	n/s
Frais de gestion	(1 005)	(1 025)	+2,0%	(2 225)	(2 186)	-1,8%
<i>A données constantes*</i>			+3,9%			-0,4%
Résultat brut d'exploitation	218	663	x 3,0	865	1 406	+62,5%
<i>A données constantes*</i>			x 3,3			+67,6%
Coût net du risque	(84)	(180)	x 2,1	(237)	(254)	+7,2%
<i>Dont Actifs gérés en extinction</i>	(38)	(131)	x 3,4	(153)	(166)	+8,5%
Résultat d'exploitation	134	483	x 3,6	628	1 152	+83,4%
<i>A données constantes*</i>			x 4,1			+91,4%
Résultat net part du Groupe	131	374	x 2,9	482	868	+80,1%

(1) Dont "Actions" 666 M EUR au T2-13 (470 M EUR au T2-12) et "Taux, Change, Matières Premières" 537 M EUR au T2 13 (476 M EUR au T2-12)

Les revenus de la **Banque de Financement et d'Investissement** atteignent 1 688 millions d'euros au T2-13, en forte hausse (+38,0%) par rapport au T2-12.

Les **activités pérennes de SG CIB** affichent au T2-13 des revenus en hausse de 20,1% sur un an, à 1 604 millions d'euros. Retraités de divers éléments non récurrents (au T2-13 : -106 millions d'euros au titre de la CVA/DVA⁽¹⁾, +98 millions d'euros sur cession de créances Lehman, -109 millions d'euros au titre d'un litige fiscal ; au T2-12 : -159 millions d'euros au titre de la décote nette sur les crédits cédés), les revenus s'inscrivent en progression de +15,2% par rapport au T2-12.

A 666 millions d'euros, les activités **Actions** réalisent une bonne performance commerciale, en particulier sur les produits structurés au global et les produits de flux en Asie (notamment au Japon). Après retraitement de la CVA/DVA pour -80 millions d'euros et du gain sur cession de créances Lehman, les revenus sont en hausse de +38,3%⁽²⁾ sur un an.

Les activités **Taux, Changes et Matières premières** enregistrent au T2-13 des revenus de 537 millions d'euros, en hausse de +17,2%⁽²⁾ par rapport au T2-12 (hors CVA/DVA pour -41 millions d'euros au T2-13). Ces bons résultats, dans un environnement de marché volatil en fin de trimestre, s'expliquent par le dynamisme des activités de produits structurés et la bonne résistance des activités de taux et de crédit.

SG CIB s'est par ailleurs illustré ce trimestre en terminant parmi les 5 premiers du classement « *Top dealers Overall* » (*Risk Institutional Investor Rankings 2013*).

A 402 millions d'euros, les revenus des métiers de **Financement et Conseil** sont en hausse par rapport au T2-12 (+7,5%⁽²⁾). Toutefois, le produit net bancaire du T2-12 avait été réduit par la décote sur les crédits cédés dans le cadre des opérations de réduction de la taille du bilan, à hauteur de -159

(1) Ajustement de juste valeur au titre du risque de crédit à la suite de l'entrée en vigueur de la norme IFRS 13

(2) A isopérimètre

millions d'euros. De même, au T2-13, les revenus des activités de Financement et Conseil intègrent une perte de -109 millions d'euros au titre d'un litige fiscal et un ajustement CVA/DVA de +15 millions d'euros. Retraités de ces différents éléments en 2012 et 2013, les revenus sont en baisse sur un an (-6,9%). Commercialement, le trimestre est caractérisé par une bonne performance des financements de ressources naturelles, infrastructures et exportations, et par le dynamisme des activités d'émissions obligataires et de financements à effet de levier. Cette performance a permis à SG CIB de consolider son positionnement et de se classer n°1 en « émissions d'actions et convertibles en France », n°10 en « émissions d'actions et convertibles en EMEA » et n°3 sur les « émissions obligataires corporate en euros » (*Thomson Reuters – IFR, classements à fin juin 2013*). SG CIB a également été nommé « *Best Overall Commodity Finance Bank* » (*Trade Finance 2013*). Enfin, la ligne-métier a joué au T2-13 un rôle de premier plan dans plusieurs opérations : SG CIB est notamment intervenu en tant que *Joint Lead Manager / Joint Bookrunner* dans le cadre de l'émission par Sinopec Corp de 3,5 milliards de dollar US de dettes et en tant que *Mandated Lead Arranger* du financement multi-source de la modernisation de la centrale hydroélectrique de Cambambe en Angola.

Au T2-13, la contribution aux revenus des **actifs gérés en extinction** est positive, à 84 millions d'euros. Société Générale a annoncé le 8 mai 2013 le règlement du litige avec l'assureur obligataire américain MBIA permettant d'accélérer la réduction de ce portefeuille. Ainsi les encours d'actifs « non investment grade » ont été réduits de moitié entre décembre 2012 et juillet 2013 (valeur nette comptable de 1,5 milliard d'euros à fin juillet 2013). Sur le semestre, les revenus du portefeuille d'actifs gérés en extinction sont de 74 millions d'euros contre -169 millions d'euros au S1-12.

Les frais de gestion du pôle s'établissent à -1 025 millions d'euros, en hausse de +3,9%* par rapport au T2-12. Au S1-13, les frais de gestion reculent de -0,4%* à -2 186 millions d'euros (vs. -2 225 millions d'euros au S1-12).

Le **coût net du risque** trimestriel des activités pérennes reste bas, à 22 points de base.

La charge du risque des actifs gérés en extinction est de -131 millions d'euros au T2-13 et est liée en grande partie à des positions de titrisation restructurées au cours du trimestre et cédées au cours du mois de juillet 2013.

Au total, la Banque de Financement et d'Investissement extériorise un résultat net part du Groupe de 374 millions d'euros ce trimestre, contre 131 millions au T2-12.

Au S1-13, la contribution au résultat net part du Groupe est de 868 millions d'euros, en hausse de +87,1%* par rapport au premier semestre 2012.

7. BANQUE PRIVEE, GESTION D'ACTIFS ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

M EUR	T2-12	T2-13	Var T2/T2	S1-12	S1-13	Var S1/S1
Produit net bancaire	533	501	-6,0%	1 086	958	-11,8%
<i>A données constantes*</i>			+10,5%			+3,7%
Frais de gestion	(472)	(421)	-10,8%	(956)	(818)	-14,4%
<i>A données constantes*</i>			+2,7%			+0,5%
Résultat d'exploitation	62	76	+22,6%	123	138	+12,2%
<i>A données constantes*</i>			+70,4%			+33,8%
Résultat net part du Groupe	(129)	84	n/s	(48)	157	n/s
<i>dont Banque Privée</i>	14	45	x 3,2	50	88	+76,0%
<i>dont Gestion d'Actifs</i>	(168)	24	n/s	(131)	50	n/s
<i>dont Services aux investisseurs et Courtage</i>	25	15	-40,0%	33	19	-42,4%

Le pôle **Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** regroupe quatre activités :

- (i) **la Banque Privée** (Société Générale Private Banking),
- (ii) **la Gestion d'Actifs** (Amundi, TCW cédé le 6 février 2013)
- (iii) **les Services aux Investisseurs** (Société Générale Securities & Services)
- (iv) **le Courtage** (Newedge).

Le pôle **Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** présente au deuxième trimestre 2013 une contribution nette au résultat du groupe en progrès, la meilleure performance depuis le premier trimestre 2011.

La **Banque Privée** connaît une forte reprise de ses revenus (+35,8%* vs T2-12, +25,7% hors éléments exceptionnels enregistrés au T2-12), soutenue par une bonne dynamique commerciale. Les **services aux investisseurs** ont des encours d'actifs en conservation et actifs administrés en progression de respectivement +7% et +15% par rapport à fin juin 2012. **Newedge** stabilise ses revenus au niveau du T1-13 dans un contexte de restructuration.

A 501 millions d'euros au deuxième trimestre, les revenus du pôle sont en progression de +10,5%* sur un an, (-6% en données courantes compte tenu de la vente de TCW intervenue début 2013). Les frais de gestion sont en légère progression sur la même période (-10,8% en données courantes), à -421 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation atteint 80 millions d'euros, en hausse de +83,3%* par rapport au T2-12 (+31,1% en données courantes). La contribution du pôle au résultat net part du Groupe s'élève à +84 millions d'euros, contre -129 millions d'euros au T2-12 et +71 millions d'euros hors dépréciation des écarts d'acquisition.

Sur six mois et en comparaison annuelle, le produit net bancaire s'élève à 958 millions d'euros, en progression de +3,7%* par rapport à l'année précédente. Les frais de gestion sont stables* à -818 millions d'euros et le résultat net part du Groupe enregistré est de +157 millions d'euros contre -48 millions d'euros en cumul à fin juin 2012 et +152 millions d'euros hors dépréciation des écarts d'acquisition.

Banque Privée

La Banque Privée a été nommée « meilleure Banque Privée de l'année 2013 au Royaume-Uni » par le Financial Times et le magazine Investors Chronicle. A fin juin 2013, les actifs gérés de la Banque Privée baissent de -3,4 milliards d'euros sur un trimestre, en tenant compte d'une décollecte de -0,6 milliard d'euros, d'un effet « marché » de -2,4 milliards d'euros, d'un effet « change » de -0,2 milliard d'euros et d'un effet périmètre de -0,2 milliard d'euros.

A 230 millions d'euros, les revenus de la ligne-métier progressent de +35,8%*, bénéficiant d'un bon niveau de commissions et marge d'intérêt commerciale et d'un revenu non-récurrent. Cette évolution

permet à la marge brute de progresser significativement à 106 points de base contre 82 points de base au T2-12. A -166 millions d'euros, les frais de gestion sont en hausse de +9,2%* sur un an. En conséquence, le résultat brut d'exploitation trimestriel s'établit à +64 millions d'euros (contre 17 millions d'euros au T2-12) et la contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe s'élève à 45 millions d'euros (contre 14 millions d'euros au T2-12).

Sur six mois et en comparaison annuelle, le produit net bancaire s'élève à 436 millions d'euros, en progression de +19,2%* par rapport à l'année précédente. Les frais de gestion sont en hausse de +8,5%* à -321 millions d'euros et la contribution de la Banque Privée au résultat net part du Groupe est de 88 millions d'euros contre 50 en cumul à fin juin 2012.

Services aux Investisseurs (SGSS) et Courtage (Newedge)

Les activités de **Services aux Investisseurs** voient leurs actifs en conservation progresser de +7% à 3 570 milliards d'euros et leurs actifs administrés de +15% par rapport à fin juin 2012, à 491 milliards d'euros. L'activité **Courtage** améliore sa part de marché au T2-13 à 11,9% (+0,2 point par rapport au T2-12) et stabilise ses revenus par rapport au T1-13.

A 267 millions d'euros, les revenus des activités de Services aux Investisseurs et Courtage baissent de -6,0%* au T2-13 par rapport au T2-12 (-6,3% en données courantes), en raison d'une baisse de revenus dans l'activité courtage. Les métiers poursuivent leurs actions d'efficacité opérationnelle, qui permettent aux frais généraux de baisser de -2,8%* par rapport au T2-12 à -246 millions d'euros. En conséquence, le résultat d'exploitation s'établit à 21 millions d'euros, contre 32 millions d'euros un an plus tôt. La contribution au résultat net part du Groupe atteint 15 millions d'euros au T2-13 contre 25 millions d'euros un an plus tôt.

Sur six mois et en comparaison annuelle, le produit net bancaire s'élève à 510 millions d'euros, en baisse de -7,4%*. Les frais de gestion sont en baisse de -4,8%* à -480 millions d'euros et la contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe atteint 19 millions d'euros.

Gestion d'Actifs

La contribution d'Amundi est de 27 millions d'euros au T2-13, (24 millions d'euros au T2-12), et de 53 millions d'euros sur le semestre (61 millions au S1-12).

8. HORS PÔLES

M EUR	T2-12	T2-13	Var T2/T2	S1-12	S1-13	Var S1/S1
Produit net bancaire	363	(16)	n/s	133	(1 303)	n/s
<i>A données constantes*</i>			<i>n/s</i>			<i>n/s</i>
Frais de gestion	(17)	(43)	x 2,5	(82)	(102)	+24,4%
<i>A données constantes*</i>			<i>x 2,5</i>			<i>+24,4%</i>
Résultat brut d'exploitation	346	(59)	n/s	51	(1 405)	n/s
<i>A données constantes*</i>			<i>n/s</i>			<i>n/s</i>
Coût net du risque	1	(96)	n/s	(21)	(222)	x 10,6
Résultat d'exploitation	347	(155)	n/s	30	(1 627)	n/s
<i>A données constantes*</i>			<i>n/s</i>			<i>n/s</i>
Résultat net part du Groupe	138	(78)	n/s	(93)	(808)	n/s

Le Hors Pôles inclut :

- le portefeuille immobilier du Groupe, les bureaux et autres locaux,
- le portefeuille de participations industrielles et bancaires,
- les fonctions de centrale financière du Groupe, certains coûts relatifs aux projets transversaux et certains coûts engagés par le Groupe et non refacturés.

Le produit net bancaire du Hors Pôles intègre la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre pour +53 millions d'euros au T2-13 (contre 206 millions d'euros au T2-12). Ce trimestre, il intègre également le gain sur la cession de la participation dans Piraeus Bank pour +33 millions d'euros.

Les frais de gestion du trimestre s'élèvent à -43 millions d'euros contre -17 millions d'euros au T2-12.

Le résultat brut d'exploitation est de -59 millions d'euros sur le trimestre. Retraité des éléments exceptionnels listés ci-dessus, il est de -145 millions d'euros.

La charge nette du risque s'élève à -96 millions d'euros, contre +1 million d'euros au T2-12, presque entièrement expliquée par une dotation complémentaire aux provisions pour litiges de -100 millions d'euros.

Le résultat net du Hors Pôles affiche une perte de -78 millions d'euros au T2-13, contre un gain de 138 millions d'euros au T2-12.

Sur le premier semestre 2013, le résultat brut d'exploitation est de -1 405 millions d'euros, à rapprocher de 51 millions d'euros au S1-12. Retraité des éléments non-économiques et non-récurrents (voir note méthodologique n°8), il est de -446 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe est de -808 millions d'euros, contre -93 millions d'euros au S1-12.

9. CONCLUSION

Avec un résultat net part du Groupe de 955 millions d'euros au T2-13 et de 1 319 millions d'euros au S1-13, Société Générale conclut le premier semestre 2013 sur une bonne performance commerciale, soutenue par d'importants efforts de réduction des coûts et une bonne maîtrise du coût du risque.

La poursuite des efforts de transformation, conjuguée aux bons résultats des métiers et à un strict pilotage des ressources rares conduit à l'amélioration des ratios de capital : le ratio Core Tier 1 Bâle 3 atteint 9,4% à fin juin 2013. L'objectif de ratio de 9,5% à fin 2013 est désormais sécurisé. Le ROE sous-jacent du Groupe est de 8,7%** au premier semestre et 10,0%** au T2-13.

Dans ces conditions, le groupe est confiant dans sa capacité atteindre un niveau de ROE de 10% à fin 2015, en s'appuyant sur des métiers dynamiques, une organisation simplifiée et un bilan très solide.

Calendrier de communication financière 2013

7 novembre 2013	Publication des résultats du troisième trimestre 2013
12 février 2014	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2013
6 mai 2014	Publication des résultats du premier trimestre 2014

Ce document peut comporter des éléments de projection et des commentaires relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale. Par nature, ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment - sauf mention spécifique - l'application des principes et méthodes comptables conformes au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Le Groupe peut ne pas être en mesure :

- d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité et d'en évaluer leurs conséquences potentielles ;
- d'évaluer avec précision dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux projetés dans le présent communiqué de presse.

Le risque existe que ces projections ne soient pas atteintes. Avant de fonder une décision sur les éléments de ce document, les investisseurs doivent considérer les facteurs d'incertitude et de risque susceptibles d'affecter l'activité du Groupe.

Les sources des classements sont mentionnées explicitement, à défaut, l'information est de source interne.

ANNEXE 1 : DONNEES CHIFFRÉES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)

	T2-12	T2-13	Var T2/T2		S1-12	S1-13	Var S1/S1	
Produit net bancaire	6 272	6 233	-0,6%	+4,4%*	12 583	11 321	-10,0%	-6,3%*
Frais de gestion	(3 982)	(3 908)	-1,9%	+2,8%*	(8 311)	(7 975)	-4,0%	+0,1%*
Résultat brut d'exploitation	2 290	2 325	+1,5%	+7,1%*	4 272	3 346	-21,7%	-18,7%*
Coût net du risque	(822)	(986)	+20,0%	+31,4%*	(1 724)	(1 913)	+11,0%	+24,3%*
Résultat d'exploitation	1 468	1 339	-8,8%	-5,6%*	2 548	1 433	-43,8%	-44,8%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(22)	0	+100,0%		(7)	448	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	14	37	x 2,6		61	76	+24,6%	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	(450)	0	+100,0%		(450)	0	+100,0%	
Charge fiscale	(441)	(306)	-30,6%		(741)	(425)	-42,6%	
Résultat net	569	1 070	+88,0%		1 411	1 532	+8,6%	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	133	115	-13,5%		240	213	-11,3%	
Résultat net part du Groupe	436	955	x 2,2	x 2,1*	1 171	1 319	+12,6%	+4,5%*
ROTE Groupe (après impôt)	4,2%	9,9%			6,0%	6,6%		
Ratio Tier 1 fin de période					11,6%	12,7%		

* A périmètre et taux de change constants

RESULTAT NET PART DU GROUPE APRES IMPOT

PAR METIER

(en millions d'euros)

	T2-12	T2-13	Var T2/T2	S1-12	S1-13	Var S1/S1
Réseaux France	360	319	-11,4%	686	575	-16,2%
Réseaux Internationaux	(231)	59	n/s	(186)	138	n/s
Banque de Financement et d'Investissement	131	374	x 2,9	482	868	+80,1%
Services Financiers Spécialisés et Assurances	167	197	+18,0%	330	389	+17,9%
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	(129)	84	n/s	(48)	157	n/s
dont Banque Privée	14	45	x 3,2	50	88	+76,0%
dont Gestion d'Actifs	(168)	24	n/s	(131)	50	n/s
dont Services aux investisseurs et Courtage	25	15	-40,0%	33	19	-42,4%
TOTAL METIERS	298	1 033	x 3,5	1 264	2 127	+68,3%
Hors Pôles	138	(78)	n/s	(93)	(808)	n/s
GROUPE	436	955	x 2,2	1 171	1 319	+12,6%

BILAN CONSOLIDE

Actif - en Md EUR	30.06.2013	31.12.2012	Variation en %
Caisse, Banques centrales	72,2	67,6	+7%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	482,4	484,0	-0%
Instruments dérivés de couverture	12,2	15,9	-23%
Actifs financiers disponibles à la vente	128,1	127,8	+0%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	101,7	77,2	+32%
Prêts et créances sur la clientèle	341,2	350,2	3%
Opérations de location-financement et assimilées	27,9	28,7	-3%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3,5	4,4	-20%
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1,1	1,2	-8%
Actifs d'impôts et autres actifs	58,6	59,8	-2%
Actifs non courants destinés à être cédés	0,5	9,4	-95%
Participation aux bénéfices différée	0,0	0,0	n/s
Valeurs immobilisées	24,7	24,7	0%
Total	1 254,1	1 250,9	0%

Passif - en Md EUR	30.06.2013	31.12.2012	Variation en %
Banques centrales	5,7	2,4	x 2,4
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	424,4	411,4	3%
Instruments dérivés de couverture	10,7	14,0	-24%
Dettes envers les établissements de crédit	110,6	122,0	-9%
Dettes envers la clientèle	350,0	337,2	4%
Dettes représentées par un titre	129,6	135,8	5%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4,3	6,5	-34%
Passifs d'impôts et autres passifs	59,7	59,3	+1%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	1,0	7,3	-86%
Provisions techniques des entreprises d'assurance	93,3	90,8	+3%
Provisions	3,7	3,5	+6%
Dettes subordonnées	7,8	7,1	+10%
Capitaux propres part du Groupe	49,4	49,3	0%
Participations ne donnant pas le contrôle	3,9	4,3	-9%
Total	1 254,1	1 250,9	0%

ANNEXE 2 : NOTES MÉTHODOLOGIQUES

1- Les résultats consolidés du Groupe au 30 juin 2013 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 31 juillet 2013

Les résultats consolidés du Groupe au 30 juin 2013 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 31 juillet 2013. Les procédures d'examen limité menées par les Commissaires aux Comptes sont en cours. Les éléments financiers présentés au titre de la période de six mois close le 30 juin 2013 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date. En particulier, les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 « information financière intermédiaire ».

A noter que les données de l'exercice 2012 ont été retraitées en raison de l'entrée en vigueur de la norme IAS 19, induisant la publication de données ajustées au titre de l'exercice précédent.

2- Le **ROE** du Groupe est calculé sur la base des fonds propres moyens, c'est-à-dire des capitaux propres moyens part du Groupe en IFRS, en excluant (i) les gains ou pertes latents ou différés directement enregistrés en capitaux propres hors réserves de conversion, (ii) les titres super-subordonnés (« TSS »), (iii) les titres subordonnés à durée indéterminée (« TSDI ») reclassés en capitaux propres et en déduisant (iv) les intérêts à verser aux porteurs des TSS et aux porteurs des TSDI reclassés. Le résultat pris en compte pour calculer le ROE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de titres super-subordonnés sur la période, depuis 2006, aux porteurs des TSS et TSDI reclassés (75 millions d'euros à fin juin 2013).

L'allocation de capital aux différents métiers s'effectue à partir du 1^{er} janvier 2012 sur la base de 9% des encours pondérés de début de période, contre 7% auparavant. Les données trimestrielles publiées du capital alloué ont été ajustées en conséquence. Simultanément, le taux de rémunération des fonds propres normatifs a été ajusté pour un effet combiné neutre sur les revenus historiques des métiers.

3- Pour le calcul du **bénéfice net par action**, le « résultat net part du Groupe de la période » est corrigé (réduit dans le cas d'un bénéfice et augmenté dans le cas d'une perte) des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de :

- (i) TSS (-60 millions d'euros au titre du T2-13, et -125 millions d'euros pour le S1-13),
- (ii) TSDI reclassés en capitaux propres (-15 millions d'euros au titre du T2-13, et -29 millions pour le S1-13).

Ce bénéfice net par action est alors déterminé en rapportant le résultat net part du Groupe de la période ainsi corrigé au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenues par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

4- L'**actif net** correspond aux capitaux propres part du Groupe, déduction faite (i) des TSS (4,5 milliards d'euros), des TSDI reclassés (1,6 milliard d'euros) et (ii) des intérêts à verser aux porteurs de TSS et aux porteurs de TSDI, mais réintégrant la valeur comptable des actions de trading détenues par le Groupe et des actions en solde du contrat de liquidité. L'**actif net tangible** est corrigé des écarts d'acquisition nets à l'actif et des écarts d'acquisition en mise en équivalence. Pour la détermination de l'Actif Net par Action ou de l'Actif Net Tangible par Action, le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions ordinaires émises au 30 juin 2013, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenues par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

5- Les **fonds propres Core Tier 1** du Groupe Société Générale sont définis comme les fonds propres Tier 1 diminués des encours d'instruments hybrides éligibles au Tier 1 et d'une quote-part des déductions Bâle 2. Cette quote-part correspond au rapport entre les fonds propres de base hors instruments hybrides éligibles aux fonds propres Tier 1 et les fonds propres de base.

A partir du 31 décembre 2011, les fonds propres Core Tier 1 se définissent comme les fonds propres Tier 1 Bâle 2 moins le capital hybride éligible Tier 1 et après application des déductions sur le Tier 1 prévues par le Règlement.

6- Le ROTE du Groupe est calculé sur la base des fonds propres tangibles, c'est-à-dire en excluant des capitaux propres comptables moyens cumulés part du Groupe les écarts d'acquisition nets moyens à l'actif et les écarts d'acquisition moyens sous-jacents aux participations dans les entreprises mises en équivalence. Le résultat pris en compte pour calculer le ROTE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, intérêts nets d'impôt sur les TSS sur la période (y compris frais d'émissions payés, sur la période, à des intervenants externes et charge de réescompte liée à la prime d'émission des TSS et à la prime de remboursement du TSS Etatique) et des intérêts nets d'impôt sur les TSDI reclassés en capitaux propres sur la période en cours (y compris frais d'émissions payés, sur la période, à des intervenants externes et charge de réescompte liée à la prime d'émission des TSDI).

7- Bilan financé, ratio crédits sur dépôts, réserve de liquidité

Le **bilan financé** donne une représentation du bilan du Groupe en excluant la contribution des filiales d'assurance, et après compensation des opérations sur produits dérivés, des opérations de pension et des comptes de régularisation. Il a été retraité pour inclure : a) la reclassification en "pensions livrées et prêts / emprunts de titres" des titres et valeurs données en pension à la clientèle, auparavant classés en « dépôts clientèle » (hors encours avec la contrepartie SG Euro CT pour 3,9 milliards d'euros au T2-13) ; b) un retraitement ligne à ligne, dans le bilan financé, des actifs et passifs des filiales d'assurance ; c) la réintégration dans leurs lignes d'origine des actifs financiers reclassés en prêts et créances en 2008 dans les conditions fixées par les amendements de la norme IAS 39 ; d) la réintégration au sein des "actifs long terme" des actifs immobilisés de location simple des sociétés de Financements spécialisés, auparavant classés en « prêts clientèle ».

A noter que dans le bilan financé, un prêt à la BCE a été déclassé des actifs interbancaires et apparaît comme un dépôt cash en banque centrale car il porte sur une très courte durée et s'assimile économiquement à du cash en banque centrale. Le montant du prêt s'établit à 14 milliards d'euros à fin T1-13 et à 12 milliards d'euros à fin T2-13.

Le **ratio crédits sur dépôts** du Groupe est déterminé comme le rapport entre les prêts clientèle et les dépôts clientèle ainsi définis.

Le coussin d'actifs liquides ou **réserve de liquidité** s'établit à 150 milliards d'euros à la fin du T2-13 comprend 78 Md EUR de dépôts nets en banque centrales et 72 Md EUR d'actif éligibles en banques centrale (disponibles, nets de décote), constitués en majorité d'actifs dits « HQLA » (*High Quality Liquid Assets*) éligibles au coussin de liquidité du ratio de liquidité à court terme (« LCR » ou *Liquidity Coverage Ratio*). Au total, ces actifs représentent 136% des encours à court terme (dette court terme non sécurisée et passifs interbancaires). Au 30 juin 2012, le total du coussin d'actifs liquides était de 114 milliards d'euros (133 milliards au 31 décembre 2012), soit 46 milliards d'euros de dépôts en banque centrale (65 milliards au 31 décembre 2012) et 68 milliards d'euros d'actifs éligibles, nets de décote (68 milliards au 31 décembre 2012). Au total, ces actifs représentaient 100% des encours à court terme (et 101% au 31 décembre 2012).

Par ailleurs, le Groupe détient 27 Md EUR d'actifs rapidement négociables (contre 14 milliards d'euros détenus au 30 juin 2012, et 25 milliards au 31 décembre 2012).

8 – Éléments non-économiques, non-récurrents, et actifs gérés en extinction

Les éléments non-économiques correspondent à la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre. Ces éléments, ainsi que les autres éléments faisant l'objet d'un retraitement, sont détaillés ci-après pour les T2-13, T2-12, S1-13 et S1-12.

T2-13	Produit net bancaire	Frais de gestion	Autres	Coût du risque	Résultat net part du Groupe	
Actifs gérés en extinction	84	(12)		(131)	(42)	Banque de Financement et d'Investissement
Réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre	53				35	Hors Pôles
Provision pour litiges				(100)	(100)	Hors Pôles
Plus-value de cession titres Piraeus	33				21	Hors Pôles
Impact CVA/DVA comptable	(106)				(75)	Banque de Financement et d'Investissement
TOTAL	64				(162)	Groupe

T2-12	Produit net bancaire	Frais de gestion	Autres	Coût du risque	Résultat net part du Groupe	
Actifs gérés en extinction	(112)	(14)	(1)	(38)	(114)	Banque de Financement et d'Investissement
Deleveraging de SG CIB hors Actifs gérés en extinction	(159)				(110)	Banque de Financement et d'Investissement
Réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre	206				136	Hors Pôles
Rachat de dette Tier 2	305				195	Hors Pôles
Dépréciations et pertes en capital			(200)		(200)	Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs
Dépréciations et pertes en capital			(26)		(26)	Hors Pôles
Dépréciations et pertes en capital			(250)		(250)	Réseaux internationaux
TOTAL	240				(369)	Groupe

S1-13				Coût du risque		Résultat net part du Groupe
	Produit net bancaire	Frais de gestion	Autres			
Actifs gérés en extinction	74	(30)		(166)	(87)	Banque de Financement et d'Investissement
Réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre	(992)				(650)	Hors Pôles
Plus-value de cession NSGB			417		377	Hors Pôles
Ajustement cession TCW			24		21	Hors Pôles
Impact CVA/DVA comptable	(170)				(121)	Banque de Financement et d'Investissement
Provision pour litiges				(200)	(200)	Hors Pôles
Plus-value de cession titres Piraeus	33				21	Hors Pôles
TOTAL	(1 055)				(639)	Groupe

S1-12				Coût du risque		Résultat net part du Groupe
	Produit net bancaire	Frais de gestion	Autres			
Actifs gérés en extinction	(169)	(28)	(1)	(153)	(242)	Banque de Financement et d'Investissement
Deleveraging de SG CIB hors Actifs gérés en extinction	(385)				(266)	Banque de Financement et d'Investissement
Réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre	25				17	Hors Pôles
Expositions aux titres d'Etat Grec				(23)	(16)	Hors Pôles
Rachat de dette Tier 2	305				195	Hors Pôles
Dépréciations et pertes en capital			(200)		(200)	Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs
Dépréciations et pertes en capital			(26)		(26)	Hors Pôles
Dépréciations et pertes en capital			(250)		(250)	Réseaux internationaux
TOTAL	(224)				(788)	Groupe

Société Générale rappelle que l'ensemble des informations relatives aux résultats de l'exercice (notamment : communiqué de presse, données téléchargeables, diapositives de présentation et annexes) sont disponibles sur son site internet www.societegenerale.com dans la partie « Investisseur ».

7 - Chapitre 11 : Éléments juridiques

7.1 Statuts

(mis à jour le 12 juillet 2013)

FORME - DÉNOMINATION - SIÈGE - OBJET

ARTICLE PREMIER

La Société, dénommée SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, est une société anonyme fondée suivant acte approuvé par décret du 4 mai 1864 et agréée en qualité de banque.

La durée de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, antérieurement fixée à cinquante années à compter du 1er janvier 1899, a été ensuite prorogée de quatre-vingt-dix-neuf années à compter du 1er janvier 1949.

Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires relatives aux établissements de crédit, notamment les articles du Code monétaire et financier qui leur sont applicables, elle est régie par la législation commerciale, notamment par les articles L. 210-1 et suivants du Code du commerce, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2

Le Siège de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE est établi à PARIS (9ème), 29, boulevard Haussmann.

Il peut être transféré en tout autre lieu, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 3

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE a pour objet, dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux établissements de crédit, d'effectuer avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'étranger :

- toutes opérations de banque ;
- toutes opérations connexes aux opérations bancaires, notamment toutes prestations de services d'investissement ou services connexes visés aux articles L. 321-1 et L. 321-2 du Code monétaire et financier ;
- toutes prises de participations.

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE peut également à titre habituel, dans le cadre des conditions définies par le Comité de la réglementation bancaire et financière, effectuer toutes opérations autres que celles visées ci-dessus, notamment le courtage d'assurances.

D'une façon générale, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en

participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

CAPITAL - ACTIONS

ARTICLE 4

4.1. Capital social

Le capital est de 998 320 373, 75 euros. Il est divisé en 798 656 299 actions ayant chacune une valeur nominale de 1,25 euro et entièrement libérées.

4.2. Augmentation et réduction du capital

Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de la ou des Assemblées compétentes.

Toute réduction de capital motivée par des pertes s'opérera entre les actionnaires proportionnellement à leur participation au capital social.

ARTICLE 5

Sauf dispositions légales ou statutaires contraires, toutes les actions jouissent des mêmes droits.

Tous les titres qui composent ou composeront le capital social seront entièrement assimilés en ce qui concerne les charges fiscales. En conséquence, tous impôts et taxes qui, pour quelque cause que ce soit, pourraient, à raison du remboursement du capital, devenir exigibles pour certains d'entre eux seulement, soit au cours de l'existence de la Société, soit à la liquidation, seront répartis entre tous les titres composant le capital lors de ce ou de ces remboursements, de façon que, tout en tenant compte éventuellement du montant nominal et non amorti des titres et de leurs droits respectifs, tous les titres actuels ou futurs confèrent à leurs propriétaires les mêmes avantages effectifs et leur donnent droit à recevoir la même somme nette.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire, le cas échéant, du groupement correspondant à la quantité requise d'actions.

ARTICLE 6

6.1. Forme et transmission des actions

Les actions sont, au gré de l'ayant-droit, nominatives ou au porteur et sont librement négociables, sauf dispositions légales contraires.

6.2. Seuils statutaires

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, venant à détenir, directement ou indirectement, 1,5% au moins du capital ou des droits de vote de la Société, est tenu d'informer celle-ci dans le délai de quinze jours à compter du franchissement de ce seuil et d'indiquer également, lors de cette déclaration, le nombre de titres qu'il détient donnant accès à terme au capital. Les sociétés de gestion de Fonds Communs de Placement sont tenues de procéder à cette information pour l'ensemble des actions de la Société détenues par les fonds qu'elles gèrent. Au-delà de 1,5%, chaque franchissement de seuil supplémentaire de 0,50 % du capital social ou des droits de vote doit également donner lieu à déclaration à la Société dans les conditions fixées ci-dessus.

Le non-respect de cette obligation est sanctionné conformément aux dispositions légales, à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5% au moins du capital ou des droits de vote de la Société.

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, est également tenu d'informer la Société dans le délai de quinze jours lorsque son pourcentage du capital ou des droits de vote devient inférieur à chacun des seuils mentionnés au présent article.

6.3 Identification des actionnaires

La société peut à tout moment, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, demander à l'organisme chargé de la compensation des titres des renseignements relatifs aux titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses Assemblées ainsi qu'aux détenteurs desdits titres.

6.4. Droits des actionnaires

Les droits des titulaires d'actions sont établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, sous réserve de dispositions particulières des présents statuts.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 7

I - ADMINISTRATEURS

La Société est administrée par un Conseil d'administration comportant deux catégories d'Administrateurs :

1. Des Administrateurs nommés par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Leur nombre est de neuf au moins et de treize au plus.

La durée des fonctions des Administrateurs nommés par l'Assemblée générale ordinaire est de quatre ans, à compter de l'adoption de la présente clause statutaire, sans modification de la durée des mandats en cours à la date de cette adoption.

Lorsqu'en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, un Administrateur est nommé en remplacement d'un autre, il n'exerce ses fonctions que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Chaque Administrateur doit être propriétaire de 600 actions au moins.

2. Des Administrateurs élus par le personnel salarié.

Le statut et les modalités d'élection de ces Administrateurs sont fixés par les articles L. 225-27 à L. 225-34 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Leur nombre est de deux, dont un représentant les cadres et un représentant les autres salariés.

En tout état de cause, leur nombre ne peut excéder le tiers des Administrateurs nommés par l'Assemblée générale.

La durée de leurs fonctions est de trois ans.

Quel que soit son mode de désignation, les fonctions d'un Administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les Administrateurs sont toujours rééligibles, sous réserve des dispositions légales relatives notamment à leur âge.

II - MODALITÉS D'ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS ÉLUS PAR LE PERSONNEL SALARIE

Pour chaque siège à pourvoir, le mode de scrutin est celui prévu par les dispositions légales.

Les premiers Administrateurs élus par le personnel salarié entreront en fonction lors de la réunion du Conseil d'administration tenue après proclamation du résultat complet des premières élections.

Les Administrateurs suivants entreront en fonction à l'expiration du mandat des Administrateurs sortants.

Dans toutes les hypothèses où, pour quelque raison que ce soit, le nombre effectivement pourvu de sièges d'administrateurs élus devient inférieur au nombre statutaire avant le terme normal du mandat de ces administrateurs, les sièges non pourvus demeurent vacants jusqu'à ce terme et le Conseil continue, jusque-là, à se réunir et délibérer valablement.

Les élections sont organisées tous les trois ans de telle manière qu'un deuxième tour puisse avoir lieu au plus tard quinze jours avant le terme normal du mandat des administrateurs sortants.

Tant pour le premier que pour le deuxième tour de scrutin, les délais à respecter pour chaque opération électorale sont les suivants :

- l'affichage de la date de l'élection est effectué au moins huit semaines avant la date du scrutin ;
- l'affichage des listes des électeurs, au moins six semaines avant la date du scrutin ;
- le dépôt des candidatures, au moins cinq semaines avant la date du scrutin ;
- l'affichage des listes de candidats, au moins quatre semaines avant la date du scrutin ;
- l'envoi des documents nécessaires aux votes par correspondance, au moins trois semaines avant la date du scrutin.

Les candidatures ou listes de candidats autres que ceux présentés par une organisation syndicale représentative doivent être accompagnées d'un document comportant les noms et signatures des cent salariés présentant les candidats.

Le scrutin se déroule le même jour sur le lieu de travail et pendant les horaires de travail. Toutefois, peuvent voter par correspondance :

- les agents absents le jour du scrutin ;
- les salariés travaillant à l'étranger ;
- les agents d'un service, d'un bureau ou détachés dans une filiale en France ne disposant pas d'un bureau de vote ou ne pouvant voter dans un autre bureau.

Chaque bureau de vote est composé de trois membres électeurs, la présidence étant assurée par le plus âgé d'entre eux. Le bon déroulement des opérations de vote est placé sous sa responsabilité.

Le dépouillement a lieu dans chaque bureau de vote et immédiatement après la clôture du scrutin ; le procès-verbal est établi dès la fin des opérations de dépouillement.

Les procès-verbaux sont immédiatement transmis au siège de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE où il sera constitué un bureau centralisateur des résultats en vue d'établir le procès-verbal récapitulatif et de procéder à la proclamation des résultats.

Les modalités de scrutin non précisées par les articles L. 225-27 à L. 225-34 du Code de commerce ou les présents statuts sont arrêtés par la Direction Générale après consultation des organisations syndicales représentatives.

Ces modalités pourront prévoir le recours au vote électronique, dont la mise en oeuvre pourra déroger, en tant que de besoin, aux modalités d'organisation matérielle et de déroulement du scrutin et écrites dans les présents statuts.

III - CENSEURS

Sur proposition du Président, le Conseil d'administration peut désigner un ou deux Censeurs.

Les Censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration.

Ils sont nommés pour quatre ans au plus et peuvent toujours être renouvelés dans leurs fonctions de même qu'il peut à tout moment être mis fin à celles-ci.

Ils peuvent être choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux et recevoir une rémunération annuellement déterminée par le Conseil d'administration.

ARTICLE 8

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en oeuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à l'Assemblée générale et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Président ou le Directeur général est tenu de communiquer à chaque Administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

ARTICLE 9

Le Conseil d'administration élit un Président parmi ses membres personnes physiques, détermine sa rémunération et fixe la durée de ses fonctions, laquelle ne peut excéder celle de son mandat d'Administrateur.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de 70 ans ou plus. Si le Président en fonctions atteint l'âge de 70 ans, ses fonctions prennent fin à l'issue de la plus prochaine Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'administration dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure en particulier que les Administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

ARTICLE 10

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président, au Siège social ou en tout autre endroit indiqué par la convocation. Il examine les questions inscrites à l'ordre du jour.

Il se réunit également lorsque le tiers au moins de ses membres ou le Directeur général en fait la demande au Président sur un ordre du jour déterminé.

En cas d'empêchement du Président, le Conseil d'administration peut être convoqué soit par le tiers au moins de ses membres soit, s'il est Administrateur, par le Directeur général ou un Directeur général délégué.

Sauf disposition statutaire spécifique, les Administrateurs sont convoqués par lettre ou par tout autre moyen. En tout état de cause, le Conseil peut toujours valablement délibérer si tous ses membres sont présents ou représentés.

ARTICLE 11

Les réunions du Conseil sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, à défaut, par un Administrateur désigné à cet effet en début de séance.

Chaque Administrateur peut donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter, mais chaque Administrateur ne

peut représenter qu'un seul de ses collègues et chaque pouvoir ne peut être donné que pour une réunion déterminée du Conseil.

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil est, dans tous les cas, nécessaire pour la validité des délibérations.

Le Directeur général participe aux séances du Conseil.

Un ou plusieurs délégués du Comité Central d'Entreprise assistent aux séances du Conseil dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

A l'initiative du Président du Conseil d'administration, des membres de la Direction, les Commissaires aux comptes ou d'autres personnes extérieures à la société ayant une compétence particulière au regard des sujets inscrits à l'ordre du jour peuvent assister à toute ou partie d'une séance du Conseil.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Le secrétariat du Conseil est assuré par un membre de la Direction désigné par le Président.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits sont délivrés et certifiés conformément à la Loi.

ARTICLE 12

Les membres du Conseil peuvent recevoir à titre de jetons de présence une rémunération dont le montant global, déterminé par l'Assemblée générale, est réparti par le Conseil entre les bénéficiaires dans les proportions qu'il juge convenables.

DIRECTION GÉNÉRALE

ARTICLE 13

La Direction générale de la Société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la Direction générale est effectué par le Conseil d'administration qui ne peut valablement délibérer que si :

- l'ordre du jour, en ce qui concerne ce choix, est adressé au moins 15 jours avant la réunion du Conseil,
- les 2/3 au moins des Administrateurs sont présents ou représentés.

Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions définies par les dispositions en vigueur.

Lorsque la Direction générale de la société est assumée par le Président du Conseil d'administration, les dispositions qui suivent relatives au Directeur général lui sont applicables.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration. Il représente la société vis à vis des tiers.

Le Conseil d'administration détermine la rémunération et la durée des fonctions du Directeur général, laquelle ne peut excéder ni celle de la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général ni, le cas échéant, celle de son mandat d'Administrateur.

Nul ne peut être nommé Directeur général s'il est âgé de 70 ans ou plus. Si le Directeur général en fonction atteint l'âge de 70 ans, ses fonctions prennent fin à l'issue de la plus prochaine Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Sur proposition du Directeur général, le Conseil d'administration peut nommer jusqu'à 5 personnes physiques chargées d'assister le Directeur général avec le titre de Directeur général délégué.

En accord avec le Directeur général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs généraux délégués. Le Conseil d'administration détermine leur rémunération. A l'égard des tiers, les Directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur général .

ASSEMBLÉE DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 14

Les Assemblées générales sont composées de tous les actionnaires.

L'Assemblée générale est convoquée et délibère dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Elle est réunie au Siège social ou en tout autre lieu du territoire métropolitain indiqué dans l'avis de convocation.

Elle est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, à défaut, par un Administrateur désigné à cet effet par le Président du Conseil d'administration.

Tout actionnaire dont les actions, quel que soit le nombre, sont enregistrées dans les conditions et à une date fixées par décret, a le droit de participer aux assemblées sur justification de sa qualité et de son identité. Il peut, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, soit assister personnellement à l'assemblée, soit voter à distance, soit donner un pouvoir.

L'intermédiaire inscrit pour le compte d'actionnaires peut participer aux assemblées dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote doivent être reçus par la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée, sauf délai plus court mentionné dans la convocation ou dispositions en vigueur impératives abrégant ce délai.

Les actionnaires peuvent, lorsque la convocation le prévoit et dans les conditions qu'elle fixe, participer aux assemblées générales par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.

La retransmission publique de l'assemblée par des moyens de communication électronique est autorisée sur décision du Conseil d'administration dans les conditions qu'il définit. Avis en est donné dans l'avis de réunion et/ou de convocation.

Un droit de vote double, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles est justifiée une inscription nominative, au nom du même actionnaire, depuis deux ans au moins à compter du premier janvier 1993 ainsi qu'aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, à raison d'actions bénéficiant de ce droit.

Le nombre de voix dont peut disposer un actionnaire dans les Assemblées générales, qu'il vote personnellement ou par l'intermédiaire d'un mandataire, ne peut excéder 15% du nombre total des droits de vote existant à la date de la réunion.

Cette limite de 15% n'est pas applicable au cumul des voix exprimées au titre de son vote personnel et des procurations reçues soit par le Président de l'Assemblée soit par tout mandataire, dans la mesure où chaque procuration respecte la règle fixée à l'alinéa précédent.

Pour l'application de cette limite, sont assimilées aux actions possédées par un même actionnaire les actions détenues indirectement ou de concert dans les conditions définies par les articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce.

Cette limite cesse d'avoir un effet lorsqu'un actionnaire vient à détenir, à la suite d'une offre publique, directement, indirectement ou de concert avec un autre actionnaire, plus de 50,01% des droits de vote.

Dans toutes les Assemblées générales, le droit de vote attaché aux actions comportant un droit d'usufruit est exercé par l'usufruitier.

ASSEMBLÉES SPÉCIALES

ARTICLE 15

Lorsqu'il existe des actions de différentes catégories, les Assemblées spéciales des titulaires d'actions de ces catégories, sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et par l'article 14 des présents statuts.

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 16

Les Commissaires aux comptes sont nommés et exercent leurs fonctions conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

COMPTES ANNUELS

ARTICLE 17

L'exercice commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Le Conseil d'administration établit des comptes annuels dans les conditions fixées par les Lois et règlements en vigueur.

Il est en outre établi tous autres documents prévus par les Lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 18

Le résultat de l'exercice se détermine conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est prélevé sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve prescrit par la Loi jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice disponible après ce prélèvement, majoré, le cas échéant, du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable sur lequel sont prélevées successivement les sommes que l'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, jugera utile d'affecter à toutes réserves ordinaires, extraordinaires ou spéciales ou de reporter à nouveau.

Le solde est ensuite distribué aux actionnaires dans la proportion de leur participation au capital.

L'Assemblée générale peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition.

L'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice peut, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, accorder à chaque actionnaire, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions dans les conditions fixées par la législation en vigueur. L'actionnaire devra exercer son option sur la totalité du dividende ou des acomptes sur dividende afférent aux actions dont il est propriétaire.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

ATTRIBUTION DE COMPETENCE

ARTICLE 19

Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la Société ou lors de la liquidation, soit entre les actionnaires et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes au sujet des affaires sociales, seront soumises exclusivement à la juridiction des tribunaux du siège social.

DISSOLUTION

ARTICLE 20

En cas de dissolution de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, à moins que la Loi n'en dispose autrement, l'Assemblée générale détermine le mode de liquidation, nomme les liquidateurs sur proposition du Conseil d'administration et continue d'exercer les pouvoirs qui lui sont dévolus pendant le cours de la liquidation et jusqu'à sa clôture.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans la proportion de leur participation au capital.

8.1 Responsable de l'actualisation du Document de référence

M. Frédéric OUDEA, Président-Directeur général de Société Générale

8.2 Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2013 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section 9.2 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence 2013, de son actualisation A-01 et de la présente actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence 2013 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 385 à 386 et 446 à 447 du document de référence 2013, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2010 et 2011, respectivement en pages 343 à 344 et 416 à 417 du document de référence 2011 et en pages 363 à 364 et 426 à 427 du document de référence 2012. Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes sociaux 2012 et 2010 contiennent des observations. Le rapport des contrôleurs légaux référant aux comptes consolidés du 30 juin 2013, figurant en section 6.2 de la présente actualisation, contient des observations.

Fait à Paris, le 2 août 2013

M. Frédéric OUDEA
Président-Directeur général de Société Générale

8.3 Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Nom : Société Ernst & Young et Autres
représentée par Mme Isabelle Santenac

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Nom : Société Deloitte et Associés
représentée par M. Jean-Marc Mickeler

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Date de 1^{ere} nomination : 18 avril 2003

Date de renouvellement : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Commissaires aux comptes suppléants

Nom : Société Picarle et Associés

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Nom : Société BEAS

Adresse : 7-9 Villa Houssay
92200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

9 - Chapitre 13 : Table de concordance

9.1 Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	Document de référence 2013	Première actualisation	Deuxième actualisation
1. PERSONNES RESPONSABLES	464	79	128
2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	132-133; 465	80	129
3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES			
Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur			
3.1. pour chaque exercice	20-21		
Informations financières sélectionnées pour des périodes			
3.2. intermédiaires	NA		9-13
4. FACTEURS DE RISQUE		36-42 ; Annexe 1	41-50
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR			
5.1. Histoire et évolution de la Société	2; 33		
5.2. Investissements	67		32
6. APERÇU DES ACTIVITES			
6.1. Principales activités	6-17; 64-66	3	4 ; 7-38
6.2. Principaux marchés	381-384		
6.3. Evénements exceptionnels	NA		
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	NA		
6.5. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Sommaire	Sommaire	Sommaire
7. ORGANIGRAMME			
7.1. Description sommaire du Groupe	3; 38-39		8
	43-61 ; 375-381 ; 434-444		8 ; 63
7.2. Liste des filiales importantes			
8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS			
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	74		38
Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	152-195		
8.2.			
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT			
9.1. Situation financière	62-63; 70-73		29-30 ; 33-37
9.2. Résultat d'exploitation	40-61		9-28
10. TRESORERIE ET CAPITAUX			
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	270-276		5-6 ; 56-57
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	277		58
Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de			
10.3. financement de l'émetteur	62-63		29-30 ; 37
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	34		
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	63		
11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	na		
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES	68-69		
13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE	NA		
ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE			40
14.1. Conseil d'administration et Direction générale	76-102	5-6	
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	90		

Rubriques	Document de référence 2012	Première actualisation	Deuxième actualisation
15. REMUNERATION ET AVANTAGES			
15.1. Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	118-131	6-35	
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	374	7	
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION			
16.1. Date d'expiration du mandat actuel	76-79		
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA		
16.3. Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	98-101		
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	93		
17. SALARIES			
17.1. Nombre de salariés	138-149		
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	76-79 ; 118-131		83
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	145-146		5
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES			
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	29		6
18.2. Droits de vote différents des actionnaires sus-visés	29 ; 34		6
18.3. Contrôle de l'émetteur	29		
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA		
19. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES	135-136 ; 374 ; 434-444		
20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR			
20.1. Informations financières historiques	270-384 ; 387-445 ; 469		
20.2. Informations financières pro forma	NA		
20.3. Etats financiers	270-384 ; 387-445 134 ; 385-386 ; 446-447		
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	447		
20.5. Date des dernières informations financières	270 ; 387		51
20.6. Informations financières intermédiaires	NA	43-70	51-88 ; 91-116
20.7. Politique de distribution des dividendes	22-25		5
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	259-261		
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	NA		
21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES			
21.1. Capital social	26-35	4	5
21.2. Acte constitutif et statuts	450-455	71-78	117-127
22. CONTRATS IMPORTANTS	NA		
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	NA		
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	35		
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	38-39 ; 375-381 ; 434-444		

9.2 Table de concordance du rapport financier semestriel

En application de l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Rapport financier semestriel	N°de page
Etats financiers au 30 juin 2013	51-88
Rapport semestriel d'activité	7-38
Évènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels	7-38
Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	38
Principales transactions intervenues entre parties liées	NA
Attestation du responsable	128
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière du 1er semestre de l'exercice 2013	89-90